

© Éditions Delga, 2020
Éditions Delga, 38 rue Dunois, 75013 Paris
editionsdelga@yahoo.fr Tél. : 07 81 77 82 96
www.editionsdelga.fr

Viktor DEDAJ

CUBA SOUS EMBARGO

Paroles cubaines sur le blocus

COLLECTION
AMÉRIQUES
(Dirigée par Luis Dapelo)

Déjà parus :

- José Aricó, *Marx et l'Amérique latine*.
Jean-Jacques Cadet, *Le Marxisme haïtien. Marxisme et anticolonialisme en Haïti (1946-1986)*.
Viktor Dedaj, *Cuba sous embargo. Paroles cubaines sur le blocus. Préface de Maurice Lemoine*.
Claudia Gilman, *Entre la plume et le fusil. De l'intellectuel révolutionnaire en Amérique latine*.
Piero Gleijeses, *Missions en conflit. La Havane, Washington et l'Afrique (1959-1976)*.
Modesto Emilio Guerrero, *Chávez, l'homme qui défia l'histoire*.
Rémy Herrera, *Figures révolutionnaires de l'Amérique latine*.
José Carlos Mariátegui, *Défense du marxisme*.
José Carlos Mariátegui, *Ni calque ni copie. Le marxisme hétérodoxe de José Carlos Mariátegui*.
Eliás José Palti, *Vérités et savoirs du marxisme. Réactions d'une tradition face à sa crise*.
Adolfo Sánchez Vázquez, *Philosophie de la Praxis*.
Beatriz Sarlo, *Sept Essais sur Walter Benjamin*.
Juan José Sebreli, *L'Oubli de la raison*.
Juan José Sebreli, *La Trahison de l'avant-garde*.
Juan José Sebreli, *Le Vacillement des choses. Sur Hegel et Marx*.
Juan José Sebreli, *La Modernité assiégée. Critique du relativisme culturel*.

À paraître :

- Bolívar Echeverría, *Les Illusions de la modernité*.
Piero Gleijeses, *Visions de la liberté. La Havane, Washington et Pretoria et la lutte pour l'Afrique australe (1976-1991)*.
Uki Goñi, *La Véritable Opération Odessa*.
Salim Lamrani, *Au nom de Cuba. Regards sur Carlos Manuel de Céspedes & José Martí*.
Adolfo Sánchez Vázquez, *Les Idées esthétiques de Marx*.
Adolfo Sánchez Vázquez, *Questions esthétiques de notre temps*.
César Vallejo, *L'Art et la révolution*.

Préface

Le plus sévère, le plus injuste et le plus long

LE 1^{ER} NOVEMBRE 2018, avec 189 voix « pour » et deux voix « contre », celles des États-Unis et d'Israël, l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies votait en faveur d'un projet de résolution appelant à mettre fin à l'embargo américain contre Cuba. Depuis 1992, c'était la vingt-septième fois consécutive que la communauté internationale approuvait massivement cette résolution. Il ne fait aucun doute que les 6 et 7 novembre 2019 (quelques jours après la rédaction de cette préface), le rapport annuel du gouvernement cubain auprès du secrétaire général de l'ONU sur les effets de cette violation permanente du droit international donnera lieu au même résultat¹. On peut également prévoir sans grand risque d'erreur que le « *compadre* » Viktor Dedaj, auteur de l'ouvrage que vous avez entre les mains, approuvera avec force cette énième condamnation de la politique criminelle des États-Unis à l'égard de Cuba.

Notons au passage une prouesse de l'auteur : dans le carnet de bord qu'il tient tout en réalisant ses interviews sur « le blocus », il s'exprime sans *teque-teque* (la fameuse langue de bois). Voilà qui permet de comprendre que, au-delà des stéréotypes de tous bords, Cuba n'est ni un enfer ni un paradis. Dedaj se démarque également des « vrais journalistes » en disant *toute* la vérité. Par exemple (à propos d'une rencontre sur le rôle de l'agriculture organique) : « Le responsable du

1. En 2019, les États-Unis et Israël ont voté contre, mais le Brésil les a rejoints. La Colombie et l'Ukraine se sont abstenues (NdE).

jardin [j'ai perdu son nom dans mes papiers...]... » Pour qui constate régulièrement la réalité virtuelle fabriquée par les médias (surtout dès qu'il s'agit de Cuba), l'aveu est rafraîchissant. Ce qui n'ôte rien à l'aspect éminemment sérieux de ce travail : la dénonciation de ce qu'il convient d'appeler l'impérialisme états-unien.

Ce qui nous ramène au fond de l'affaire : que serait devenue l'île sans cet étranglement économique illégal imposé par le Goliath étasunien ? Et jusqu'à quand durera cette vilénie qui affecte durement, sans exception, dans leur vie quotidienne, tous les Cubains ?

Au commencement, on s'en souvient (peut-être !), était Fulgencio Batista y Zaldivar, un dictateur pro-yankee. Lors du réveillon 1958, le salopard profite de ce que la nation tout entière est occupée à fêter le nouvel an pour se tirer en pleine nuit. Descendus de la Sierra Maestra, Fidel Castro et ses *barbudos* ont gagné la partie. Comme quasiment tous ses prédécesseurs, le président des États-Unis Dwight Eisenhower a adopté la doctrine de Théodore Roosevelt : « Parle doucement, mais porte un gros bâton. » Il commet néanmoins une première erreur. Lorsqu'il rompt les relations diplomatiques avec La Havane, le 3 janvier 1961, il pense que Castro tombera très rapidement : « Mon espoir et ma conviction sont que, dans un futur pas très lointain, il sera possible de retrouver le reflet de notre historique amitié à travers des relations normales de tous types. »

La même inconséquence marque les agissements de son successeur John F. Kennedy. D'abord lorsque celui-ci autorise, le 17 avril 1961, trois mois après avoir pris possession du Bureau ovale, le débarquement de 1 500 exilés anticastristes, entraînés par la CIA, dans la baie des Cochons. L'opération se solde par un enlèvement total dans les marais. Et les ennuis ne s'arrêtent pas là. Certains chroniqueurs racontent en effet que, avant d'annoncer par décret exécutif des sanctions commerciales totales contre la petite île des Caraïbes, le 3 février 1962, JFK ne s'est fait livrer qu'un millier des meilleurs cigares du monde — les *Habanos* (ou *puros*). Dans son esprit, un « blocus » d'une année suffira pour venir à bout de la révolution et, à

raison de trois cigares par jour, cette provision devrait suffire amplement. On sait ce qu'il en advint.

On n'entrera pas ici dans l'interminable débat destiné à définir s'il convient d'utiliser le terme « blocus » ou « embargo ». L'un des interlocuteurs de Dedaj lui fait une réponse qui résume parfaitement la question : « De par l'extra-territorialité des mesures imposées par les États-Unis, il s'agit de beaucoup plus qu'un embargo, même si ce n'est pas tout à fait un blocus. » L'important de la « chose » se situe en réalité dans ses effets.

Dès 1962, en prohibant le commerce avec Cuba, en interdisant aux cargos étasuniens d'accoster dans l'île, en empêchant les transactions financières en dollars, la mesure compromet le développement économique du pays. Avant 1959, les deux tiers de ses échanges se faisaient avec les États-Unis, à 150 kilomètres de là. guerre froide aidant, la coopération importante de l'Union soviétique permet toutefois d'atténuer, sans les contrecarrer totalement, les effets les plus néfastes de l'embargo. En laissant l'île seule face à son immense et agressif voisin, la chute de l'URSS et la disparition du bloc communiste obligent à l'instauration de la « période spéciale », le 29 août 1990, pour permettre au peuple de survivre malgré les terribles pénuries. C'est en effet en 1992, sous l'administration de George Bush Sr., que le Congrès des États-Unis adopte la loi Torricelli pour accroître les sanctions. Largement commentée dans cet ouvrage, la loi Helms-Burton — du nom de ses auteurs, le sénateur républicain Jesse Helms et le représentant démocrate Dan Burton —, promue en 1996 par William « Bill » Clinton, perpétue et codifie ce blocus économique, commercial et financier. Au prétexte d'instaurer « la démocratie », il s'agit toujours de provoquer la chute du gouvernement cubain.

Contrairement à une idée reçue, Cuba, en la matière, n'a rien d'une exception (si ce n'est par la durée de la « punition »). Depuis des lustres, cette notion du droit — ou plutôt du « non-droit » — est mise par Washington au service des seuls objectifs de la politique étrangère et des intérêts économiques des États-Unis. Quel que soit le prix à payer pour

leurs innocentes victimes. Et quand bien même il s'agirait d'un crime, au sens propre du mot.

C'est le 6 avril 1960 que Lester D. Mallory a suggéré à son supérieur, le sous-secrétaire d'État pour les Affaires inter-américaines Roy R. Rubottom Jr., tout l'intérêt de l'application de « sanctions économiques » : « La majorité des Cubains soutiennent Castro. [...] Le seul moyen possible pour annihiler le soutien interne est de provoquer le désenchantement et le découragement par l'insatisfaction économique et la pénurie [...]. Tous les moyens possibles doivent être entrepris rapidement pour affaiblir la vie économique de Cuba [...]. Une mesure qui pourrait avoir un très fort impact serait de refuser tout financement et livraison à Cuba, ce qui réduirait les revenus monétaires et les salaires réels et provoquerait la famine, le désespoir et le renversement du gouvernement¹. »

Une dizaine d'années plus tard, le 27 juin 1970, lors d'une réunion du Conseil national de sécurité, un certain Henry Kissinger péroré : « Je ne vois pas pourquoi nous devrions rester tranquilles quand un pays devient communiste à cause de l'irresponsabilité de son propre peuple. » Dans le colimateur, cette fois, le président socialiste chilien Salvador Allende, arrivé au pouvoir on ne peut plus démocratiquement. Affinant la pensée du futur Prix Nobel de la paix (eh bien, oui... Kissinger !), Richard Nixon donne des instructions directes à la CIA pour faire « crier l'économie » chilienne — « *Make the economy scream !* ». Les mesures de rétorsion se multiplient. Dans un pays affaibli par une économie rendue artificiellement chaotique, le général Augusto Pinochet n'a qu'à parachever l'opération le 11 septembre 1973 en menant à bien son coup d'État.

Une décennie encore et, cette fois, c'est le gouvernement sandiniste qu'il s'agit d'abattre au Nicaragua. Ces révolutionnaires ont eu la désastreuse idée de mettre un terme à la longue dictature de la dynastie Somoza (1936-1979). Dès février 1984,

1. Lester D. Mallory, « Memorandum From the Deputy Assistant Secretary of State for Inter-American Affairs (Mallory) to the Assistant Secretary of State for Inter-American Affairs (Rubottom) », Department of State, Washington DC, 6 avril 1960.

des équipes spéciales de la CIA s'emploient à miner les principaux ports du pays. À partir du 7 mai 1985, Ronald Reagan impose l'interruption des échanges commerciaux entre les États-Unis et le Nicaragua ; les relations aériennes sont suspendues. Là encore, il s'agit de briser la volonté du peuple par la faim.

Cette fois, vingt ans ont passé. Le 24 mars 2004, à Washington, devant le Comité des services armés de la Chambre des représentants, le général James T. Hill, chef du Southern Command (commandement sud de l'armée des États-Unis, basé en Floride et en charge de l'Amérique latine), décrit à son auditoire les dangers pesant sur son très fragile pays : « Il s'y ajoute maintenant une menace émergente décrite comme le populisme radical [...]. » Depuis la fin 1998, un certain Hugo Chávez donne des boutons et des sueurs froides à Washington. Grâce à sa « révolution bolivarienne », la Cuba de Fidel Castro sort de son isolement. Par la grâce de l'exemple vénézuélien, l'Amérique latine s'émancipe et met le néolibéralisme « échec et mat ». Chávez devient l'ennemi public numéro un.

Sa disparition, en mars 2013, sonne l'heure de l'hallali contre son successeur Nicolás Maduro. Washington ressort ses vieilles recettes, aiguise ses couteaux. Une pluie de mesures coercitives unilatérales s'abat sur le Venezuela. Étrangle ses échanges, ses exportations et ses revenus pétroliers. Asphyxie son économie. Martyrise sa population. Et l'on retrouve les mêmes logiques, obscènes, que celles qui ont frappé Cuba. « La campagne de pression contre le Venezuela fonctionne, déclare un représentant du département d'État le 9 janvier 2018. Et ce que nous voyons [...] est un effondrement économique total. Donc, notre politique fonctionne, notre stratégie fonctionne, et nous la maintiendrons. » Le 12 octobre suivant, pour qui n'aurait pas réellement compris, l'ex-ambassadeur des États-Unis au Venezuela, William Brownfield, met cyniquement les points sur les « i » : « Nous devons envisager ceci comme une agonie, comme une tragédie qui va se poursuivre jusqu'au dénouement final [...]. Et si nous pouvons faire quelque chose pour l'accélérer, nous devons le faire,

mais nous devons le faire en sachant que ceci aura un impact sur des millions de personnes qui ont déjà des difficultés pour trouver des aliments et des médicaments [...]. Nous ne pouvons pas le faire et prétendre qu'il n'y aura pas d'impact, nous avons une décision à prendre, qui est dure, la fin souhaitée justifie cette sévère punition. »

Plus que tout autre, les Cubains, qui ont traversé la « période spéciale », peuvent comprendre de quel type d'infamie il s'agit.

Pour en revenir à l'île, l'embargo et la loi Helms-Burton comportent, depuis l'an 2000, permises par Bill Clinton, quelques exceptions, comme l'importation d'aliments (riz, maïs et soja) et de médicaments depuis les États-Unis. Toutefois, en 2012, quand l'entreprise pétrolière espagnole Repsol prend l'initiative d'explorer les eaux cubaines à la recherche d'hydrocarbures, elle doit faire venir de Chine une plate-forme pétrolière ne comportant pas plus de 10 % de pièces américaines dans sa structure. Le genre de détail insignifiant qui vous simplifie la vie...

En 2004, la désastreuse administration de George W. Bush avait créé une Commission d'assistance à une Cuba libre, imposant de nouvelles sanctions (dont une forte limitation des voyages). Avec Barack Obama — le « gentil » Obama —, le dégel commence plutôt mal. Pendant sa campagne, en mai 2008, à Miami, il a rassuré la Fondation nationale cubano-américaine (FNCA), le gratin de l'anti-castrisme radical militant. Tout en critiquant Chávez et le gouvernement cubain, il a précisé que, même s'il ouvrait un dialogue, il maintiendrait l'embargo comme « arme de pression ».

Un matin d'hiver, le 20 janvier 2009, Obama prête serment. Et, s'agissant de Cuba, choisirait de prendre son temps si le contexte ne le bousculait en l'isolant. Lors des Sommets des Amériques tenus à Port-of-Spain (Trinité-et-Tobago) en 2009 et à Cartagena (Colombie) en 2012, les pays de la région, laquelle a sérieusement viré à gauche, exigent la levée du blocus et la participation de Cuba au septième sommet prévu à Panama en 2015. Qu'on ne cherche pas plus loin les raisons du rapprochement entamé le 17 décembre 2014 quand le locataire de

la Maison Blanche et Raúl Castro annoncent simultanément le rétablissement des relations diplomatiques brisées presque cinquante-quatre ans auparavant.

Le premier tête-à-tête entre les deux chefs d'État, en avril 2015, au Panamá, n'en suscite pas moins l'optimisme des deux côtés du détroit de Floride, et même au-delà. Peut-être va-t-on enfin sortir du grand n'importe quoi. Pourtant, si dans les premières heures de son mandat Obama lève les restrictions imposées par Bush, en autorisant les Cubano-Américains à voyager dans l'île sans limitation et à envoyer de l'argent à leur famille sans restrictions, il maintient effectivement l'embargo. Avec ses perpétuelles aberrations. Dont on pourrait multiplier les exemples...

En juin 2011, en Argentine, la Cubana de Aviación s'est vue notifier par son prestataire de service LSF Sky Chefs, qui la fournit en plateaux-repas, comme elle le fait dans cinquante-et-un pays à cent trente compagnies aériennes, qu'elle suspend sa collaboration ; son siège situé au Texas vient de le lui ordonner. En avril 2014, l'agence de voyages hollandaise Carlson Wagonlit Travel (CWT) doit payer une amende de 5,9 millions de dollars au département du Trésor américain pour avoir offert des services en lien avec des voyages à Cuba à 44 400 personnes entre août 2006 et novembre 2012 ; depuis 2006 en effet, CWT est majoritairement passée entre les mains d'actionnaires étasuniens. Autre agence de voyages, l'argentine Despegar.com se voit taxer de 2,8 millions de dollars en novembre 2014, pour l'achat de billets d'avion et la réservation de chambres d'hôtels à Cuba depuis l'une de ses succursales située dans le Delaware. Nouvelle cible, l'Américan International Group (AIG), compagnie canadienne d'assurances et de services financiers, se fait dépouiller de 279 000 dollars. Beaucoup moins toutefois que la « malheureuse » BNP Paribas condamnée le 1^{er} mai 2015 par un tribunal de Manhattan à payer 8,9 milliards de dollars pour avoir fait transiter de l'argent par les États-Unis, de 2004 à 2012, au nom de clients soudanais (6,4 milliards de dollars), iraniens (650 millions de dollars) et cubains (1,7 milliard).

S'agit-il là d'une cause désespérée, d'un pari perdu

d'avance ? Les optimistes pensent que non lorsque, le 21 mars 2016, pendant sa visite « historique » à La Havane, Obama déclare : « Je suis venu ici enterrer les derniers vestiges de la guerre froide dans les Amériques. » Toutefois, dans cette histoire de fous, il est toujours très imprudent de prononcer le mot « certitude ». Trois jours seulement après cette spectaculaire déclaration, le département d'État annonce qu'il débloque 800 000 dollars pour « éduquer de jeunes leaders cubains ». Par « éduquer » on entendra participer au développement d'une opposition *made in USA*. Si Washington rend plus faciles les voyages à Cuba, à travers la création de douze catégories jouissant de l'autorisation de s'y rendre, l'interdiction faite à l'ensemble des citoyens étasuniens demeure valide. L'embargo demeure bien entendu en place. D'ailleurs, et quand bien même Obama se montrerait plus volontariste, un obstacle de taille se dresse sur son chemin : sa levée ne peut être obtenue que par un vote du Congrès. Or, celui-ci est sous domination républicaine — un agrégat d'individus majoritairement hostiles à une normalisation des relations avec Cuba. Contrairement à certains secteurs économiques qui eux, soit dit en passant, verraient d'un bon œil s'ouvrir aux échanges et au commerce un marché aussi proche qu'évident.

En dernière analyse, ce qui frappe surtout c'est que, au mois de mars 2015, Obama a signé un décret exécutif faisant d'un grand ami de Cuba, le Venezuela, « une menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité nationale des États-Unis ». Belles résolutions, feu de paille : la guerre froide reprend ses droits.

Envolés les grands principes et les belles déclarations (ce qui, on va bientôt le découvrir, était finalement mieux que rien). Le 17 avril 2017, à Miami, Donald Trump investit le Théâtre Manuel Artime (du nom du responsable politique de la « Brigade 2506 » qui mena en 1961 la tentative d'invasion de la baie des Cochons). Là, devant le ban et l'arrière ban des anticubains de la diaspora, il tonitrua, pris d'une foudroyante inspiration : « J'annule le *deal* complètement inégal de la dernière administration avec Cuba ! » Obama renvoyé dans les poubelles

de la Maison Blanche, Washington restreint à nouveau les conditions qui permettaient le voyage de citoyens étasuniens, met en place des sanctions contre les entreprises qui travaillent avec certaines compagnies cubaines. Rétablies en 2016 après quarante-huit ans d'interruption, les liaisons postales directes sont suspendues. Retour à la case départ. Et même bien d'avantage. Nostalgique de la guerre froide, le conseiller à la sécurité nationale John Bolton vient d'inventer une imaginaire « troïka de la tyrannie » : le Venezuela, le Nicaragua et Cuba.

Même pour le plus inoffensif des projets, une association française comme Cuba Coopération reçoit en avril 2018 le courrier suivant : « Bonjour, Hewlett-Packard (HP) regrette de vous informer que votre commande [...] n'a pu être validée. En tant que société américaine, HP est tenue de respecter les lois commerciales, les contrôles, les sanctions et les embargos du gouvernement américain et ceux des autres gouvernements nationaux, dans la mesure où ils limitent ou interdisent la conduite de certaines affaires avec certaines personnes, entreprises, organisations ou pays. Pour en savoir plus, vous pouvez contacter l'ambassade ou le consulat américain le plus proche. Veuillez nous excuser pour ce désagrément. »

Il s'agit là de la goutte de merde qui devrait faire déborder la vase (qu'on nous pardonne d'appeler trivialement les choses par leur nom). Car non seulement l'embargo pourrit la vie des Cubains, mais, de par son caractère extraterritorial, il constitue une insulte à la « communauté internationale », et même une agression. Approuvée en mars 1996, la loi Helms-Burton ne sanctionne pas uniquement des comportements se déroulant sur le territoire des États-Unis ni des actes de leurs ressortissants. Ses effets portent atteinte à la souveraineté d'autres États et aux intérêts légitimes d'entités ou de personnes relevant des juridictions de ces derniers, ainsi qu'à la liberté du commerce et de la navigation. Qu'on en juge...

Une entreprise dont les courriels transitent (et comment faire autrement ?) par les États-Unis se voit considérée comme liée à ce pays et donc sujette à sa législation. Toute transaction effectuée en dollars — monnaie rendue prédominante par le grand *business* allié à la grande flibusterie — tombe également

sous le joug de la « loi impériale »... Tout cela sans nuances ni justifications.

On rappellera ici que cette aberration, contraire au droit international, a été contestée — et pas que par les Cubains. À l'époque, même l'Organisation des États américains (OEA), pourtant largement sous influence de Washington, a réagi. Lors de sa 26^e Assemblée générale, tenue le 4 juin 1996 à Panamá, et à l'initiative de pays latino-américains et des Caraïbes, une résolution fut adoptée pour demander à son Comité juridique interaméricain, « d'examiner la validité au regard du droit international » de la loi Helms-Burton. Sur les 34 membres de l'OEA, 23 appuyèrent la résolution, 10 s'abstinrent, seuls les Américains s'y opposant. Une véritable claque que confirma le Comité juridique le 27 août en rejetant la légalité de la loi contestée¹.

D'autres partenaires commerciaux des États-Unis furent également outrés, en particulier par les titres III et IV de la loi. Le titre III permet de poursuivre devant les tribunaux fédéraux américains les entreprises soupçonnées de « trafiquer » avec des biens ayant appartenu à des ressortissants américains (ou à des exilés cubains ayant acquis la nationalité américaine) et nationalisés par « le régime » de Fidel Castro. En vertu du titre IV, toutes les personnes — y compris les directeurs et actionnaires de sociétés ainsi que leurs femmes et leurs enfants mineurs — se livrant à un tel « trafic » pourront se voir refuser l'entrée aux États-Unis.

Leurs entreprises et leurs intérêts commerciaux se trouvant sous l'épée de Damoclès, le Canada, le Mexique et l'Union européenne manifestèrent leur mécontentement en attaquant Washington devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et en menaçant d'adopter des « lois antidotes ». Prenant en compte l'importance des marchés de ces pays pour l'industrie américaine, Clinton recula. Il s'engagea à geler l'activation des titres III et IV tous les six mois, et

1. Pascal Lévesque, « La saga de la loi Helms-Burton : liberté de commerce versus sécurité nationale », *Les Cahiers de droit*, Volume 39, numéro 4, Université de Laval (Québec), 1998.

tint parole, permettant que l'UE suspende ses poursuites en mai 1998. Les deux successeurs de Clinton — George W. Bush et Barack Obama — l'imitèrent, et firent adopter un moratoire tous les six mois. Jusqu'à ce que ne survienne le 17 avril 2019, nouvel anniversaire de la baie des Cochons.

Ce 17 avril, c'est précisément devant les vétérans de cet échec fracassant que le « faucon » John Bolton annonce un nouveau tour de vis à l'embargo par la mise en œuvre *totale* du « Helms-Burton Act » — et donc par l'activation de ses titres III et IV. À partir du 2 mai, tout citoyen des États-Unis pourra porter plainte devant les tribunaux américains contre toute entreprise, quel que soit son pays d'origine, opérant sur les (très-très) anciennes propriétés nationalisées. Selon le département de la Justice, 6 000 de ces plaintes seraient recevables, pour une valeur de 8 milliards de dollars. Il s'agit, bien sûr, de dissuader les investisseurs et d'empêcher que du capital étranger n'entre et ne permette le développement de Cuba. S'ajoutent à ces mesures arbitraires des restrictions sur les envois d'argent — 1 000 dollars par trimestre et par famille — et les transactions bancaires, l'interdiction des voyages éducatifs et de groupes, l'annulation des escales à Cuba des navires de plaisance et de passagers, ainsi que des jets privés.

Le prétexte « officiel » à cet étranglement est, cette fois, selon le secrétaire d'État (et ancien patron de la CIA) Mike Pompeo, « l'exportation des tactiques [cubaines] d'intimidation, de répression et de violence au Venezuela, en appui direct au régime de Maduro ». Lequel est également sanctionné à mort, de même (à un degré moindre) que le Nicaragua.

Les effets d'un tel durcissement ne se sont pas faits attendre. La veille de l'entrée en vigueur du titre III (3 mai 2019), la compagnie pétrolière ExxonMobil avait déjà porté plainte devant un tribunal du district de Columbia et réclamé 280 millions de dollars pour la nationalisation d'une de ses raffineries et de divers actifs le 1^{er} juillet 1960. Deux jours plus tard, un certain Javier García Bengochea, supposé ex-propriétaire du port de Santiago de Cuba, attaqua le croisiériste Carnival Cruise Lines pour avoir « violé l'embargo » en permettant l'accostage de certains de ses navires dans les installations

de cette destination de la Caraïbe. Immédiatement après, se manifestait Havana Docks Corporation, « propriétaire légitime » de certains biens immeubles et commerciaux du quai Sierra Maestra Lonja del Comercio du port de La Havane... Et il ne s'agissait là que d'un début.

La lèpre venue de Washington s'est répandue. Trois de ses filiales — Getsco Technical Services Inc., Bentley Nevada et GE Betz — ayant accepté des paiements de la Cobalt Refinery Company (Cobalt), une compagnie canadienne ayant des liens historiques avec l'industrie minière cubaine, la General Electric (GE), basée à Boston, s'est vue condamner à payer une amende de 2 718 581 dollars. Et le message est passé. Nul ne sera à l'abri. De sorte que (à titre d'exemple), la compagnie mexicaine Cemex s'est retirée de l'île pour préserver les intérêts de ses nombreux investissements aux États-Unis. Que PostFinance, l'une des dernières banques suisses à accepter des transactions avec Cuba a annoncé début octobre 2019 que, ses opérations dépendant d'un réseau d'établissements financiers correspondants et de l'accès aux opérations de paiement en dollars, tout lien était coupé avec l'île. Si l'on ajoute, venant d'autres bords, une application préventive et excessive des « règles » (*l'overcompliance*) pour éviter tout risque de mise en cause par le Trésor américain, la corde se resserre autour du cou cubain.

Des milliers de plaintes pouvant potentiellement s'abattre sur les partenaires étrangers de l'île, l'Union européenne, principale associée commerciale de Cuba depuis 2017, a jugé « regrettable » (quelle énergie !) la décision de Washington. Celle-ci, ont déclaré la commissaire au Commerce, Cecilia Malmstrom, et la chef de la diplomatie de l'UE, Federica Mogherini, aura « un impact important sur les opérateurs économiques de l'UE à Cuba et ne peut que mener à une spirale inutile de poursuites judiciaires ». L'UE « envisage » donc de saisir l'OMC. De leur côté, la ministre canadienne des Affaires étrangères, Chrystia Freeland, et le ministre de la Justice et procureur général, David Lametti, ont déclaré que « l'opposition du Canada à la loi Helms-Burton est fondée sur les principes du droit international et reflète son opposition

de longue date à l'application extraterritoriale des lois par un autre pays ». Ce qui, pour l'instant, ne soulage ni les difficultés ni les souffrances des Cubains.

Le 24 septembre 2019, le département du Trésor a annoncé des « sanctions concrètes » contre quatre armateurs — le chypriote Caroil, les panaméens Triocana, Trovase et Bluelane — et leurs navires — *Sandino*, *Petion*, *Giralt* et *Carlota C* — « coupables » d'avoir transporté du pétrole du Venezuela jusqu'à Cuba. Visiblement, Washington caresse un grand projet. Étrangler Caracas en même temps que La Havane, couler le Venezuela en même temps que Cuba. Rapidement, la manœuvre porte ses fruits. « La pénurie de carburant dont souffre Cuba depuis une dizaine de jours a commencé à affecter d'autres marchandises, comme le savon, la lessive, le riz et les cigarettes », reconnaît en effet, et rapidement, la ministre du Commerce intérieur, Betsy Diaz Velázquez.

Tandis que La Havane procède à des mesures d'ajustement et d'économie pour atténuer ce contretemps, l'administration criminelle de Trump enfonce le clou. Le 19 octobre, elle annonce qu'elle révoquera leur licence aux avions loués à des entreprises d'État cubaines, essentiellement pour transporter les touristes. Du fait d'un manque d'appareils — dû en partie à l'embargo ! —, la location d'un certain nombre d'entre eux à l'extérieur est une pratique courante, depuis des décennies, de la Cubana de Aviación. Or, sans même parler des Boeing, bien peu d'aéronefs ne comportent pas au moins 10 % de composants américains dans leur fabrication — ce qui, en vertu d'une règle des années 1980 (temporairement suspendue par Obama), constitue la limite qui soumet un matériel à l'embargo¹. De quoi effrayer les petites compagnies qui vivent de la location de leurs appareils — y compris à Cuba. Pour preuve... À l'heure où nous terminions ce texte (25 octobre 2019), la Cubana annonçait que la menace avait provoqué la révocation de contrats signés avec des compagnies de pays

1. Par ailleurs, un certain nombre de ces appareils, quelle que soit la nationalité de la compagnie propriétaire, sont immatriculés aux États-Unis et donc sous la juridiction de Bureau de l'industrie et de la sécurité (BIS selon le sigle en anglais).

tiers et que, en conséquence, elle devait suspendre ses vols à destination de México, Cancún, Saint-Domingue, Caracas, Port-au-Prince et les départements français de la Martinique et de la Guadeloupe. Une perte économique estimée à 10 millions de dollars jusqu'au mois de décembre suivant...

Même les meilleures parties peuvent devenir lassantes. Alors que dire des plus mauvaises... Aucune de ces « mesures coercitives unilatérales » (car les États-Unis n'ont aucune autorité morale pour imposer des « sanctions » à qui que ce soit) n'a atteint son objectif : faire tomber la révolution cubaine. En contradiction avec le droit international, elles prétendent octroyer un droit d'ingérence de Washington dans la politique d'autres États, niant ainsi leur souveraineté. Une arrogance inacceptable pour qui possède un minimum de dignité. Les Cubains, eux, au moins, n'en manquent pas. Qui résistent. Raison pour laquelle, au-delà des gauches et des peuples latino-américains et caribéens, qui ne la leur ménagent pas, ils devraient bénéficier d'une solidarité internationale nettement plus affirmée. Car, comme l'a dit l'apôtre de la lutte pour l'indépendance de l'île, José Martí, « celui qui ne se sent pas offensé par l'offense faite à d'autres hommes, celui qui ne ressent pas sur sa joue la brûlure du soufflet appliqué sur une autre joue, quelle qu'en soit la couleur, n'est pas digne du nom d'homme ».

Maurice Lemoine
Journaliste et écrivain

Préambule

UN MICROPHONE ? *Hum...* » Ça y'est, deux jours à la
«*Havane et je commence à me sentir comme un fucking*
chevalier de la Table ronde à la recherche du Graal. Oui, j'ai
besoin d'un microphone, avec une petite prise, pour le bran-
cher là. « *Tu veux acheter un microphone ?* » Ben oui, à peine
arrivé, le mien est tombé en panne, alors j'ai besoin d'un micro-
phone. « *Oui, oui, je comprends. Un microphone...* » Je suis dans
un centre culturel. Un grand centre culturel. J'ai l'impression
de voir des microphones partout. Mon désir de microphone se
fait pressant. Jamais je n'ai autant eu envie d'un microphone.
Et ceux-là, ils viennent d'où ? Il fait un geste vague : « *de l'exté-
rieur* ». Et lorsque l'un d'entre eux tombe en panne ? Je fais un
geste d'encouragement, pour l'aider à retrouver la mémoire.
« *On essaie d'en trouver un autre...* » Eh ben voilà, tu vois, quand
tu veux... « ... à l'extérieur ». Oui, oui, à l'extérieur ; je com-
prends bien qu'il désigne le monde au-delà des mers et pas
une boutique sur le trottoir d'en face.

Ibrahim me console avec de petites tapes dans le dos. Il ne
dit rien mais je l'entends quand même : « Bah ! Tu te débrouil-
leras, comme nous. » L'ironie de la situation n'a échappé à
personne. Je viens réaliser des interviews sur le blocus et me
voilà stoppé net dans mon élan par un stupide microphone.
De ce point de vue, ça commence plutôt bien.

Deux jours plus tôt :

C'est toujours la même chose : ce n'est que lorsque la voix
annonce que l'avion entame sa descente vers la Havane que
le véritable voyage commence. Avant, j'ai du mal à vraiment

réaliser. Le trajet jusqu'à l'aéroport de départ, les bribes de conversations entre voyageurs, l'agitation habituelle aux guichets, les queues interminables à l'enregistrement, les procédures exaspérantes à l'embarquement. Décidément, il faut de plus en plus de temps pour voyager rapidement.

Mon compagnon de voyage n'aime pas l'avion. Il boira tout ce qui lui passera à portée de main et qui contient un minimum d'alcool. Ça le rend mélancolique. Et bavard. Et entreprenant, comme pourrait l'attester toute la gent féminine à bord de l'appareil. Quant à moi, Dieu sait pourtant combien de fois j'ai pris l'avion, mais rien n'y fait. J'adopte pendant d'interminables heures la posture du voyageur blasé au regard ténébreux mais en réalité j'ai les fesses tellement serrées qu'il faudrait une barre à mine à un éventuel douanier soupçonneux et indélicat.

Ce soir-là, nous longeons les côtes de la Floride qu'on aperçoit au loin. Cette concentration de lumières scintillantes doit être Miami, la ville d'exil de tous les escrocs, dictateurs, tortionnaires et terroristes du continent. Invariablement, cette vision réveille des souvenirs, comme un album photo. La crise des missiles, la mafia cubano-américaine, l'affaire Elian, les groupes paramilitaires « les plus dangereux du continent », le procès des Cinq de Miami, Posada Carriles et Orlando Bosch, l'« élection » rocambolesque d'un G.W. Bush, les manifestations de *soutien* à l'invasion de l'Irak... Et même la présence d'un des terroristes présumés des attentats du 11 Septembre signalé dans un bar *topless* (serveuses aux seins nus) se torchant à l'alcool et se faisant étrangement remarquer quelques jours avant son rendez-vous avec Allah. Une ville surréaliste, vous dis-je.

Comme à chaque passage, je profite de ma proximité géographique avec la ville pour me concentrer et envoyer un message télépathique. J'imagine qu'à la terrasse d'un café de la *Calle Ocho*, un vieux salopard de toutes les causes sordides est pris de frissons et interrompt sa partie de dominos pour, tel un Caïn des temps modernes, lever la tête vers cet œil invisible dans le ciel. Magnanime, je le laisse terminer sa partie. Non sans lui avoir susurré une dernière « on se retrouvera

en enfer, *hijo de puta* ». Ma solidarité avec les *compañeros* sur l'île ne connaît pas de trêve et prend parfois des allures pathétiques.

L'avion entame les manœuvres pour l'atterrissage à l'aéroport José Martí. Changement de décor, changement d'ambiance. Pas de débauche de lumière, pas de scintillement féérique. Un éclairage « juste ce qu'il faut » corrige la voix totalement partielle dans ma tête. Ici aussi, les images se bousculent. Trop même. Les turbulences de l'Histoire qui s'élèvent de cette terre sont comme l'air au-dessus d'une route goudronnée brûlée par le soleil. Comme à chaque fois, j'en suis légèrement secoué. Détail curieux, j'ai déjà l'odeur de Cuba dans les narines. Mon compagnon de voyage retient ses larmes. « Je suis enfin arrivé à la maison » répète-t-il à voix basse et à personne en particulier. J'ai envie de le consoler et de le prendre dans mes bras mais son état d'ébriété me fait craindre une tournure incongrue des événements.

En sortant de l'atmosphère quasi-polaire de l'avion, la bouffée d'air chaud qui m'accueille me rappelle la fois où j'ai voulu vérifier l'état d'avancement de cuisson d'un plat et que j'ai ouvert la porte du four tout en avançant la tête. Instinctivement, je vérifie s'il me reste des sourcils.

Par un tour de passe-passe qui n'appartient qu'à lui, mon compagnon s'était arrangé pour nous faire voyager en passagers « VIP ». Sur le tarmac, une hôtesse nous attend. Elle nous guide vers le bâtiment et nous fait remonter toute la file interminable de voyageurs impatients et nous présente directement à un guichet. Dans la file, une cubaine apparemment exaspérée commente à voix haute notre « privilège d'étrangers dans son propre pays ». Je me retourne avec la vague idée de prononcer quelques mots apaisants mais je me retourne trop vite, avant de les avoir trouvés. Je vois une centaine de paires d'yeux qui me fixent, trop contents d'un peu de divertissement. On me tire gentiment par le bras pour me faire avancer. Je sors de scène sans applaudissements.

Une policière examine mon passeport. Je n'arrive pas à détacher mon regard de ses yeux d'un vert que je ne connaissais pas et qui a probablement été spécialement inventé pour

elle. Elle sourit en me demandant si je suis déjà venu à Cuba (oooh, la bonne blague). Je sens qu'elle me taquine et je me demande s'il est encore trop tôt à ce stade de notre relation pour la demander en mariage. J'opte pour une réserve de bon aloi. Elle me souhaite un bon séjour. Je ne suis pas encore parti que j'ai déjà envie de revenir. Je note mentalement le numéro du guichet (non, je ne vous le dirai pas).

Je retrouve mon compagnon de voyage dont tous les sens se sont réveillés. Son fils est venu nous chercher en voiture. Ils me déposent devant la maison d'Ibrahim qui m'accueille comme si je revenais de la guerre. Ce qui n'est pas complètement faux, pour quelqu'un dont le quotidien se situe en Occident. J'ai effectivement l'impression d'être un soldat en permission. D'être enfin de retour vers un « normal » et surtout une « sérénité » qui fait cruellement défaut chez nous. J'essaie d'oublier qu'il me faudra retourner, bientôt, trop tôt, chez les fous.

Dans le patio de la maison, j'explique plus en détail l'objectif de mon voyage. Ibrahim écoute attentivement tout en dressant mentalement la liste de ses contacts « politiques ». À ses côtés, son ami de toujours, « Gonzo » tend l'oreille pour suivre mon espagnol approximatif. Gonzo est un artiste. Il connaît tout le monde à la Havane. Il me sera utile pour les contacts dans les milieux culturels. Dans les jours qui suivent, je réaliserai qu'on ne peut pas marcher deux cents mètres dans la ville en sa compagnie sans s'arrêter pour saluer ou être salués par quelqu'un. Un jour, je lui fais comprendre que je le soupçonne de payer des figurants pour m'impressionner. Il explose de rire.

Entre-temps, je dresse l'inventaire de nos moyens en logistique, car ce n'est pas le tout d'être à la Havane, encore faut-il pouvoir se déplacer vite et bien. Oyé, Ibrahim, dans quel état elle est, ta Lada ? « Comme d'habitude. » Ça, ça veut dire qu'elle est en panne. Que faut-il pour la réparer ? « Une petite pièce de rechange. » Ça, ça veut dire que je peux aller me brosser. Mais à cœur vaillant rien d'impossible. On ira demain la chercher. « Oui, on peut. » Ça, ça veut dire que je peux toujours aller courir. C'est pas grand-chose, ça doit

bien pouvoir se trouver ? « C'est possible. » Ça, ça veut dire « tu viens de débarquer, non ? ». Mais tout n'est pas perdu. Prévoyant comme je suis, j'ai quand même pensé à acheter un microphone tout neuf juste avant de partir.

Viktor Dedaj

Carnet de bord

JE NE CROIS PAS AUX miracles, je ne crois pas aux contes de fées. Mais quand un petit bonhomme surgit avec une boîte à outils apparemment récupérée dans l'épave d'un galion espagnol, tu te poses forcément des questions. Qui l'a appelé, comment a-t-il su ? Ça fait longtemps que je ne cherche plus à comprendre cette capacité des Cubains à communiquer dans ton dos, à faire passer un message à l'autre bout de l'île alors que toi t'en es encore à filer des coups au téléphone qui s'obstine à faire des tûûût-tûûût dans le vide.

La veille, rendu à la fois hardi et nauséux par le rhum, t'as groggelé une vague suggestion au milieu du brouhaha et des éclats de *salsa*. C'est la fête et personne ne t'écoute. Tu te couches à moitié habillé, bercé par le ronron du ventilateur. D'une chambre voisine, privée de ventilateur pour cause d'un hôte-Européen-qui-est-venu-de-loin-le-pauvre-et-qui-n'a-pas-l'habitude-le-pauvre, tu entends les claques que prennent les moustiques, décidées elles aussi à faire la fête. Claque, claque, claque. Ils font quoi à-côté ? Une démonstration de flamenco ? Tu t'endors, égoïstement.

Le lendemain, tu te lèves super, super tôt parce que, hein, t'es pas venu pour glander, et tu vas leur montrer ce qu'est un militant, nom de nom. Tu profites des derniers instants de solitude dans la chambre pour te gratter là où ça fait le plus de bien, et tu sors, prêt à en découdre. Tout le monde est déjà debout, le petit-déjeuner servi, la poubelle vidée, quelqu'un a acheté des fruits (tu aimes les fruits, non ?), des œufs nous font la grâce de leur présence, le patio est balayé et lavé. Il y a même du linge qui sèche sur une corde. Rambo vient de

perdre son premier combat. Il ne lui reste plus qu'à se mettre à table. Bon... Promis, juré, demain je prendrai ma revanche — mais d'abord, il me faut une tasse de café.

C'est là que le miracle s'est produit. Dans une débauche d'effets pyrotechniques. Une fumée épaisse, des éclairs, un grondement sourd. Je reconnais ce son-et-lumières entre mille. Je sors pour assister à la résurrection, au retour de l'enfant prodigue, à la marche triomphale de la Révolution cubaine et aux effets de quelques billets glissés dans de bonnes mains (suggestion de la veille). La voiture a démarré. Le petit sorcier en T-shirt taché de graisse sourit, content du résultat de son bricolage. Je monte dans la voiture et je claque la portière comme on claque une portière. La poignée me reste entre les mains.

Le gouvernement des États-Unis est seul, défiant la volonté des nations du monde, dans la mise en œuvre de ce crime contre l'humanité. Il agit dans l'intérêt d'une poignée de groupes économiques qui veulent s'approprier les richesses de Cuba et appauvrir le peuple cubain dont la révolution apporta la santé, les libéra de la misère et apporta aussi une éducation universelle partagée avec les pauvres de la planète. Cessez cette honte.

Ramsey Clark,
ex-ministre de la Justice des États-Unis

Carlos Mendez Tovar

*Écrivain,
Vénézuélien vivant à Cuba*



POUR POUVOIR parler du blocus, il faut revenir à la question: « Qui impose le blocus, à qui l'impose-t-il et pourquoi ? »

L'Organisation des Nations unies a été fondée en 1945. Après tant d'années de guerres, il y a eu une vague de ferveur pour la paix. Beaucoup de morts, des millions de victimes. Les États-Unis étaient alliés, sur le plan tactique, pas stratégique, avec l'Union soviétique. Autrement dit : les États-Unis ne voulaient pas que l'Union soviétique gagne la guerre. Ils s'identifiaient plus aux fascistes qu'aux communistes. De fait, l'ennemi principal des États-Unis n'était pas Hitler, mais le système socialiste soviétique. C'est pour cela que je dis qu'il s'agissait d'une alliance tactique et non stratégique.

Comment sortent les États-Unis de la guerre ? Le premier acte terroriste de la période post-guerre — je dis post-guerre parce que la guerre était en réalité virtuellement terminée — fut la bombe atomique¹. Cet acte n'a pas servi à gagner la guerre, à faire plier le Japon, mais à menacer l'Union soviétique, à montrer ses muscles atomiques à l'URSS, pour dire

1. Deux bombes sur les villes japonaises de Hiroshima et Nagasaki.

« c'est moi, le caïd du quartier ». Après la destruction de l'Europe, les États-Unis se retrouvent avec 80 % de réserves d'or mondiales, l'arme atomique et un grand développement de leur industrie militaire. La ploutocratie US devient la plus puissante du monde. L'URSS elle, s'est retrouvée avec 30 millions de morts et un pays détruit, une industrie dédiée à la défense, beaucoup de faim et de pénuries. Les États-Unis sortent de la guerre avec une situation de privilège par rapport au reste du monde.

Dans un rapport secret de l'administration Truman, il est clairement affirmé que les États-Unis, pour maintenir leur suprématie, devaient oublier les droits de l'homme, la démocratie et tout idéalisme. Ce sont là plus ou moins les paroles de George Kennan, l'architecte de la politique de Truman. Comment ces paroles se concrétisent-elles ? À partir de 1945-1948, l'Amérique latine a connu je ne sais combien de dictatures militaires. Pratiquement tous les pays du continent étaient touchés. Ce n'était pas un accident, mais une politique, une ligne directrice de la ploutocratie nord-américaine. Les Nations unies sont créées mais une organisation qui défend les droits des peuples ou la démocratie n'intéressait pas les États-Unis. Ces derniers créeront dans le même temps la CIA, une organisation pratiquement parallèle, chargée de la mise en œuvre d'opérations clandestines qui violaient la Charte des Nations unies. Ils créeront aussi la SIP¹, détenant ainsi à la fois le pouvoir économique, militaire et médiatique. D'autres organisations, comme l'OEA² seront créées avec le même objectif. Tout cela pour contrecarrer les Nations unies qui n'avaient pas non plus un fonctionnement démocratique. En créant le Conseil de sécurité chargé de prendre les décisions, au lieu de l'Assemblée générale, ce qui aurait été beaucoup plus démocratique, l'ONU est devenue de facto une organisation antidémocratique. Dans ce contexte resurgissent des mouvements qui aspirent à reprendre ou prolonger l'indépendance arrachée (aux Espagnols) quelques années auparavant.

1. *Société interaméricaine de presse*, organisation de propriétaires de grands médias du continent nord et sud-américain.

2. Organisation des États américains

Lorsque Humboldt¹ est revenu d'un voyage en Amérique latine, il a dit que les deux endroits les plus « politisés » qu'ils avaient rencontrés étaient Caracas et La Havane. Et lors d'une conversation avec le *Libertador* (Simon Bolivar – NdA), il a dit qu'il sentait que la situation était mûre pour un changement mais qu'il ne connaissait personne capable de le diriger. Il a dit ça à Simon Bolivar lui-même.

À la sortie de la guerre, donc, les États-Unis sortent très renforcés. L'or devient une monnaie d'échange internationale. L'étalon-or était à 35 dollars l'once. Ils avaient donc le pouvoir économique, militaire, médiatique et politique. Ils faisaient et défaisaient les gouvernements en Amérique latine et ailleurs. C'est dans ce contexte qu'apparaissent les premiers mouvements de résistance forte aux dictatures, civiles et militaires, imposées, financées et armées par les États-Unis, et que surgit la Révolution cubaine.

La Révolution cubaine a une histoire, elle est le résultat d'un processus qui vient de loin, de plusieurs guerres et de luttes pour obtenir l'indépendance. Les États-Unis interviennent militairement à plusieurs reprises, notamment lorsque l'Espagne est sur le point de perdre une guerre contre Cuba. Ils interviennent pour soi-disant aider l'île à se libérer. Les États-Unis ont ainsi volé aux Cubains leur indépendance. Ça n'a rien de nouveau, on connaît des antécédents.

Qui était George Washington ? L'homme le plus riche de son époque, propriétaire d'esclaves et de terres. Qui était Adams ? Qui étaient ceux qui ont signé la Déclaration d'indépendance ? Parmi eux, pas de pauvre, pas de Noir ou de métis, pas d'Indien, pas de femme... C'était un groupe de commerçants esclavagistes. Adams, Jefferson, Washington... Tous étaient membres de l'élite ploutocratique. L'indépendance fut obtenue mais avec l'appui des Blancs, qui étaient les seuls autorisés à porter des armes.

Howard Zinn raconte dans un de ses livres que 70 % des fonctionnaires anglais sont restés après l'indépendance, à des postes clés. Le changement fut formel. Un groupe dirigeant s'est simplement séparé d'un autre groupe dirigeant.

1. Alexander von Humboldt, explorateur allemand (1769-1859).

Ce fut bien une indépendance, mais pas une indépendance de libération ou populaire. Que pensaient ces gens-là ? Prenons l'exemple de Jefferson. Francisco de Miranda, qui a lutté dans la guerre d'indépendance des États-Unis, qui a lutté dans la Commune de Paris et qui a lutté pour l'indépendance du Venezuela, était un ami de Jefferson, un compagnon d'armes. Lorsque Jefferson devient président des États-Unis — je crois que c'était lors de son second mandat — Francisco de Miranda est arrivé pour dire à son compagnon d'armes qu'il avait besoin d'aide pour l'indépendance du Venezuela. Jefferson lui a rétorqué qu'il ne voyait pas d'un bon œil d'indépendance de l'Amérique latine. Dans une lettre à Adams, écrite quelques années plus tôt, il expliquait déjà ses ambitions pour le reste du continent. Jefferson voulait imposer l'anglais et la Constitution des États-Unis. L'indépendance du reste de l'Amérique latine ne l'intéressait donc pas. Il voulait en faire des colonies.

De nombreuses conquêtes des États-Unis ont été faites en violation de leur propre Constitution, chose qu'ils reconnaissent eux-mêmes. Adams pensait lui aussi, par exemple, que Cuba devait faire partie des États-Unis, et parlait de Cuba comme d'un « fruit mûr » qui finirait par tomber dans leur escarcelle. Cent ans plus tard, Taft (Howard, président des États-Unis de 1909 à 1913) déclarait qu'il rêvait de voir flotter un drapeau états-unien du pôle Nord jusqu'à la pointe du cône sud. Il ne s'agissait donc pas de l'ambition d'un dirigeant isolé, mais celle de toute une classe politique, d'une ploutocratie.

Lorsqu'on lit la Constitution des États-Unis, on se rend compte qu'elle n'est pas démocratique. La Constitution originale est une constitution ploutocratique et tous les amendements qui ont été apportés par la suite n'avaient pour but que de renforcer le pouvoir ploutocratique. Qui vote ? Les riches et blancs¹.

1. L'indépendance des États-Unis date de 1783, mais le 15^e amendement de la Constitution US, qui accorde formellement le droit de vote aux Afro-Américains, ne sera adopté qu'en 1870. Il faudra encore attendre le *Voting Rights Act* de 1965 pour faire tomber les discriminations et barrières contre le vote des Afro-Américains dans les États du Sud.

C'est dans ce contexte que se produit la Révolution cubaine. Au même moment que d'autres luttes qui étaient menées sur le continent — pas forcément avec la conscience de lutter contre l'impérialisme, mais simplement contre un dictateur ou un tyran. À cette époque, il n'y avait pas de conscience anti-impérialiste. Dans les années 1960, par exemple, au Venezuela on ne parlait pas d'anti-impérialisme. Les États-Unis avaient bonne presse, on disait que c'était le pays où les droits de l'homme étaient respectés. Alors même que la CIA accomplissait déjà son sale travail et assassinait des dirigeants et militants.

La Révolution cubaine surgit donc à un moment très important où les rapports de force avaient quelque peu changé. Le camp socialiste était assez fort, les progrès économiques et scientifiques visibles, apportant une amélioration pour la vie des classes populaires. Les oligarchies occidentales ont été obligées de faire des concessions au sein de leur propre sphère d'influence et ont accepté la notion d'État-providence¹ dans quelques pays pour éviter toute « contamination ». C'est dans ce contexte de rééquilibrage de pouvoirs en faveur du camp socialiste que surgit la Révolution cubaine, dont l'idéologie puise principalement ses sources chez José Martí², lui-même un grand admirateur de Simon Bolivar. Une idéologie « libératrice » mais qui restait théorique. C'est Fidel Castro qui la mettra en pratique, avec un groupe d'intellectuels.

Une des choses très importantes à Cuba est la chronologie, la séquence des personnages et des événements. Par exemple, le père de la Patrie, (Manuel de) Céspedes, fut un déclencheur de la lutte pour l'indépendance. José Martí a ensuite repris son flambeau et s'est converti lui aussi en un symbole. Autour de José Martí, il y avait d'autres personnages très importants, comme Juan Alberto Gómez et Carlos Baliño. Ce dernier est ouvertement socialiste. Certains le combattent mais Martí le défend. Ainsi, le flambeau de Céspedes est repris par Martí, et le flambeau de Martí est repris par Baliño qui fonde avec Julio Antonio Mella et d'autres le premier parti communiste

1. i. e. Social-démocratie.

2. Héros national (1853-1895).

à Cuba¹. C'est à propos de Baliño que Martí disait: « Prenez soin de lui pour moi. » Le flambeau fut ensuite transmis de main en main, jusqu'à Fidel. Au Venezuela, par exemple, le processus fut interrompu pendant de nombreuses années. Il n'y avait pas de dirigeant suffisamment exceptionnel pour relayer le combat. À Cuba, cette séquence est importante parce que la lutte pour l'indépendance ne s'est jamais interrompue, a toujours été reprise et relayée.

Une des caractéristiques des grands dirigeants est leur connaissance très précise de la situation nationale et internationale et du contexte dans lequel ils évoluent, qui connaissent parfaitement les problèmes de leur pays et comment ces problèmes s'articulent avec l'extérieur. Pour les États-Unis, qui considéraient l'Amérique latine comme leur arrière-cour, l'idée qu'un pays puisse décider de son propre sort était incongrue, et même intolérable. Les États-Unis reconnaissaient que la Révolution avait le soutien de 90 % de la population et on sait que le blocus fut mis en place pour provoquer des difficultés économiques et pousser la population à se soulever. En d'autres termes, les États-Unis voulaient renverser une démocratie, un pouvoir soutenu par 90 % de la population.

Ce n'est pas nouveau. Il y a déjà eu un blocus pendant une des guerres d'indépendance. L'objectif était d'affamer la population. Mais le blocus actuel est le plus long de toute l'histoire. Le pouvoir états-unien s'autorise à affirmer que le blocus n'est pas la cause des difficultés du pays, qu'il s'agit d'un problème d'efficacité... C'est faux. Cuba a perdu plus de 15 milliards de dollars par an au cours des 50 dernières années. C'est l'équivalent de 25 années de développement. Affirmer aussi qu'il s'agit d'une mesure bilatérale est un mensonge. Lorsqu'on inflige des amendes à des banques suisses ou françaises (de plusieurs centaines de millions de dollars), et lorsqu'on applique la loi Torricelli (adoptée en 1992 — NdA), ce n'est pas une mesure bilatérale. Des lois extraterritoriales qui prétendent interdire aux entreprises étrangères, ou aux filiales étrangères, de commercer avec Cuba, ce n'est pas bilatéral. Quand il est interdit d'acheter une pièce en Europe qui contiendrait du nickel

1. Au début des années 1920.

cubain, ce n'est pas bilatéral. Quand il est interdit d'acheter un aliment qui contiendrait du sucre cubain, ce n'est pas bilatéral. Une des caractéristiques des pouvoirs impérialistes est d'imposer leurs mensonges, car la vérité les détruirait. Les révélations de WikiLeaks leur ont fait beaucoup de tort.

Quant aux conséquences du blocus... Cela a déjà été dit, mais il faut le répéter, car l'injustice est si grande de par son ampleur qu'il n'existe aucun cas comparable. Il y a des médicaments qui pourraient sauver des vies qui sont interdits de vente à Cuba. Il y a des aliments, pour enfants et pour personnes âgées, qui sont interdits de vente à Cuba. À Cuba, la pose d'un *pacemaker* est gratuite. Les appareils valaient selon mes dernières informations environ 800 dollars. Ils étaient vendus par une entreprise suédoise et une australienne, si je me souviens bien. La société suédoise a été rachetée par une société US. À la société australienne, ils ont dit que si elle vendait à Cuba, elle n'aurait plus le droit de vendre aux États-Unis. Cuba fut informée par les entreprises respectives qu'elles devaient cesser leurs ventes à Cuba. Les livres de médecine étaient achetés à une maison d'édition espagnole. Les États-Unis ont acheté la maison d'édition et on n'a plus vu leurs livres à Cuba. L'insuline était achetée au Canada. Même scénario, les États-Unis ont racheté la société et ils ont dit « pas d'insuline pour les 80 000 diabétiques à Cuba ». Et ainsi, toute une série d'agressions. Mais le blocus n'est pas seulement une affaire commerciale. Il s'agit d'un blocus financier, commercial, économique, politique, scientifique... Un éventail très large. C'est une forme d'état de siège. L'objectif étant de porter atteinte à la population, de ternir l'image du gouvernement cubain. Le blocus est immoral, illégal, inhumain et une forme de guerre.

Q: Le terme « tentative de crime humanitaire » vous paraît-il approprié ?

Oui. Un crime humanitaire. Ici, il y a un terme auquel j'adhère, un « génocide ».

Q: Pour les Européens, le terme de génocide paraît exagéré. Un génocide, pour eux, c'est l'Holocauste, le Rwanda...

Le terme de génocide désigne une situation lorsqu'un pouvoir, un gouvernement, un État ou une armée s'en prend à une population pour lui faire perdre son identité matérielle, spirituelle, culturelle. Ce qui se passe, c'est qu'il existe des génocides instantanés, avec des bombes, et d'autres plus insidieux. Vous pouvez tuer une personne d'une balle ou vous pouvez la tuer lentement. Et c'est sans discrimination.

Q : Ne pensez-vous pas qu'il existe une sorte de paradoxe cubain, à savoir que la capacité de résistance de Cuba a atténué les effets les plus visibles et spectaculaires du blocus ? Un Européen qui viendrait ne verrait pas de mendiants, une population en bonne santé, qui mange à sa faim. Il se demandera « quel blocus ? ». Il lui manquera l'image de foules en guenilles pour prendre conscience de sa véritable ampleur.

Ce regard européen est influencé par la propagande. Les États-Unis sont une fabrique d'opinions. Le discours est répété sans qu'on se rende compte qu'il s'agit d'un discours sorti d'une fabrique d'opinions. On le répète parce qu'on l'a vu à la télé ou entendu à la radio, mais ce sont des propagandes fabriquées de toutes pièces. Lorsque je dis que le blocus a coûté 25 années de développement, il faut comprendre que cette personne qui passe à bicyclette aurait pu se déplacer à moto. Que ces gens qui font la queue pour le pain auraient pu ne pas faire la queue pour du pain. Que cette femme qui vend des cigares au noir pour arrondir ses fins de mois n'aurait pas besoin de le faire. Et une route endommagée pourrait être réparée, si le blocus n'existait pas. Le blocus a aussi pour effet d'accentuer la fatigue. Si tu dois travailler 10 ans pour te payer un simple téléviseur, tu finis par te fatiguer et oublier l'origine de ton problème. Il y a des enfants qui aimeraient un ordinateur ou une console de jeux, mais leurs parents ne peuvent pas le lui offrir.

Q : On vous répondrait que c'est parce que le socialisme est inefficace.

Ça, c'est la réponse d'un ignorant, d'un désinformé, ou de quelqu'un qui s'en fiche. Mais ceux qui restent ici plus de quinze jours finissent généralement par comprendre. J'en connais beaucoup qui ne veulent même plus repartir. Les

autorités doivent aller les chercher et leur faire comprendre qu'ils sont en situation illégale et qu'ils doivent rentrer chez eux... Ils viennent comme touristes et ne veulent plus repartir. Ils se sensibilisent. Le blocus est une guerre. Cette guerre a provoqué des dégâts, mais elle a eu aussi des aspects positifs car ceux qui prennent conscience des motifs du blocus deviennent encore plus révolutionnaires et défendent encore plus leur pays. Vous pouvez rencontrer des Cubains qui se plaignent de tout, mais si vous leur proposez de faire entrer les Yankees, ils prendront un fusil.

Q : Le blocus, en quelque sorte, aurait sauvé la révolution ?

Non, ce qui a sauvé la révolution, c'est son histoire. L'arme la plus puissante détenue par Cuba est la culture. Ce n'est pas un secret. Fidel a dit « nous pouvons tout perdre, sauf la culture ». Il a dit ça en pleine « période spéciale »¹. Ce fut une grande décision du pouvoir, en pleine crise économique, de sauver la culture, l'éducation.

Q : Dans la loi (US) Helms-Burton (de 1996), il y a plusieurs choses qui m'ont choqué. La première est le langage de haine qui s'insinue d'un document pourtant officiel. On sent la haine à chaque ligne. Ensuite, la prétention d'apporter la démocratie et le bonheur à Cuba. Sur le plan économique, la loi ne parle que de la « privatisation » de ceci ou de cela — de tout en fait — comme si la décision ne revenait pas aux Cubains. Quant à la démocratie, cela se résume pratiquement à une seule ligne, à savoir que Cuba sera considérée comme démocratique lorsque le président des États-Unis la considérera comme telle. C'est assez incroyable. Mais moins lorsqu'on connaît les auteurs de cette loi, concoctée à l'origine par les avocats de la société Bacardi. Présentée ensuite par Jesse Helms, qui fut le président de la commission des Affaires étrangères du Sénat US. Quelqu'un qu'on connaissait de longue date et qui avait prononcé ce chantage contre le peuple nicaraguayen, en 1990 : si vous votez pour le Front sandiniste, la guerre continuera ; si vous votez pour (la candidate pro-américaine) Chamorro, les États-Unis mettront fin

1. Période de profonde crise au début des années 1990 après l'effondrement de l'URSS.

à la guerre et aideront le pays. Quand on connaît qui est derrière la loi Helms-Burton, on ne s'étonne de rien, finalement.

Oui, Helms était un personnage puissant, peu connu du public. C'est lui qui a prononcé cette phrase mémorable: « Les États-Unis ne doivent pas négocier ce qu'ils peuvent obtenir par la force. » Il faisait partie d'une élite mafieuse. On dit que j'exagère, mais non. Ces types sont des bandits, des assassins, des psychopathes. Le capitalisme mondial est dirigé par ce genre de personnage.

Q : À 150 km de Miami, Cuba s'est retrouvée à devoir résister en première ligne. Coup de chance ou de malchance ?

Coup de chance, probablement. Car Cuba a ainsi montré que c'était possible. Si la Révolution avait éclaté dans un grand pays comme le Brésil, les autres peuples auraient probablement pensé, « oui, mais c'est le Brésil, chez nous, c'est pas possible ». Mais lorsqu'une révolution résiste dans un pays de 11 millions d'habitants, à 150 km de Miami, alors tout devient possible.

En fait, on ne peut parler du blocus seulement à partir de 1961. Le blocus a déjà été employé pendant les guerres d'indépendance. C'est pour cela que j'ai commencé en posant la question « qui exerce le blocus, et contre qui ? ». Le blocus est imposé par les États-Unis à ceux qu'ils ont toujours bloqués. À Cuba parce qu'ils ne voulaient pas que Cuba devienne un exemple pour le reste de l'Amérique latine, exemple qui est en train de fructifier. Pourquoi Chavez avait-il une telle admiration pour Fidel Castro ? Parce qu'il voyait en Fidel Castro les enseignements de Bolivar. Où est né l'ALBA ? Au Congrès de Panama en 1826. C'est là qu'est née l'ALBA. Autrement dit, l'ALBA, c'est Bolivar.

Carnet de bord

LA NUIT tombe. Ibrahim semble inquiet. « Tu crois qu'elle est morte ? » me demande-t-il. Je ne sais pas. Vu la façon que tu l'as traitée, ça ne m'étonnerait pas. « Les Cubains ont le sang chaud », tente-t-il de se justifier. Je propose d'abandonner sa carcasse dans un fossé et de rentrer à pied. On reviendra demain pour la récupérer. « La police risque de la trouver avant... », soupire-t-il, avant de rajouter « c'est toujours la même chose, tu crois que tout est redevenu normal et sans prévenir elle te fait une crise. » Je tente de le rassurer : c'est pas toi, c'est son sang russe et son penchant, après quelques litres de vodka, pour le mélodrame.

Assis sur le capot avant de la Lada, nous contemplons comme deux sages l'étendue de macadam faiblement éclairée qui s'étale devant nous. Combien de kilomètres ? lui demandé-je. « Je ne sais pas. Le compteur est cassé depuis des années. » Je ne parle pas de la bagnole qui, à l'évidence, a plus de kilomètres sous le capot qu'un Airbus en fin de carrière. Je parle pour nous, pour rentrer. Combien de kilomètres ? Il me gratifie de la réponse cubaine standard : « Quelques-uns. » J'allume une cigarette. « Fumer est dangereux pour la santé », me dit-il, puis, en montrant la Lada, il ajoute : « La preuve... » Nos rires ont dû réveiller les *orishas* car après une dernière tentative désespérée, la Lada accepte à contre cœur de redémarrer. « Je crois qu'elle a pris au sérieux ta menace de l'abandonner dans le fossé », me dit-il, pétillant, en enclenchant les vitesses dans un bruit de ferraille. Je fais un signe de croix en pensant que chaque kilomètre parcouru sera autant qu'on n'aura pas à finir à pied.

Il y a beaucoup d'ignorance sur ce qui se passe à Cuba et on ne veut jamais rien leur reconnaître. Si d'autres avaient fait ce que Cuba a fait [pour lutter contre le SIDA], ils seraient admirés par le monde entier.

Peggy McEvoy
représentante de UN-AIDS à Cuba de 1996 à 2001

Cesar Perez Leon
Psychiatre



MON EXPÉRIENCE personnelle du blocus ? Je suis psychiatre depuis plus de 15 ans. Les effets ont toujours été importants dans ma spécialité. Ce n'est pas un secret. Les médicaments neuroleptiques destinés aux malades sont très chers et difficiles à obtenir. À Cuba, nous utilisons encore d'anciens médicaments alors qu'il existe des médicaments de nouvelles générations, surtout parmi les neuroleptiques, qui provoquent moins d'effets secondaires. Ce sont des médicaments qui « humanisent » beaucoup mieux la vie des patients. Ils sont généralement produits par des pays capitalistes et coûtent très cher, et il nous est très difficile d'en obtenir. Malgré tous nos efforts, il est impossible de soigner tous nos patients avec ces médicaments-là. Le blocus en est directement responsable car ces médicaments coûtent cher mais en plus nous devons déployer beaucoup de moyens détournés pour en obtenir en quantités limitées, ce qui augmente encore plus leur coût. Les premiers à en souffrir sont évidemment les malades. Dans le cas des schizophrènes, par exemple, il nous est difficile d'humaniser l'environnement du malade par manque de moyens pour les ateliers et séances de traitement.

Q : Vous dites que ces médicaments sont chers. N'est-ce pas là la première limitation, avec ou sans le blocus ?

Les médicaments sont chers, mais Cuba ne peut pas les acheter en grandes quantités. Ils sont donc réservés à des cas limités, décidés au niveau national. Par ailleurs, les moyens déployés pour pouvoir malgré tout en acheter augmente très sensiblement leur coût qui est déjà élevé.

En tant que médecin, je n'ai pas accès aux publications nord-américaines, et je ne peux pas publier dans une revue spécialisée nord-américaine. Nous ne pouvons pas non plus participer à certains événements internationaux.

Q : Si un congrès se tenait par exemple à Detroit et si vous aviez les moyens d'y assister, est-ce que vous auriez un visa ?

(Rires.) C'est possible. On ne sait jamais. Mais généralement il sera refusé.

Q : Quel motif ? Pour atteinte à la sécurité des États-Unis ?

Il n'y a pas de motif. C'est comme ça. Peut-être bien pour une atteinte à la sécurité nationale des États-Unis, je pourrais être un espion. Comment savoir ce qui leur passe par la tête ?

Q : Et hors des États-Unis ?

Ils essayent d'intervenir partout. Nos médecins à l'étranger par exemple, ils essaient de les acheter, d'exercer un chantage ou de les intimider, en profitant de notre situation économique pour les soudoyer. Dans tous les pays où des médecins cubains interviennent en tant que tels, les États-Unis tentent de les soudoyer, de procéder à ce qu'on appelle un vol de cerveaux.

Q : Vous me dites que si vous êtes un médecin cubain en train de travailler dans un pays quelconque, tranquille, « quelqu'un » pourrait venir frapper à votre porte pour vous proposer quelque chose ?

Exact. Récemment, ils ont voté une loi destinée aux médecins cubains qui interviennent à l'étranger et qui accorde quasi immédiatement à ceux qui en expriment le désir un visa pour les États-Unis. Cela ne concerne que les médecins cubains. Partout où il y a une présence médicale cubaine, il y a une pression américaine.

[Note de l'auteur : lors d'une autre interview, un médecin

cubain qui effectuait une mission en Afrique m'a raconté l'incident suivant. Alors qu'il faisait la queue pour embarquer sur un avion à destination de Cuba, il avait été accosté par deux hommes qui lui ont proposé une enveloppe — qui contenait supposément 10 000 dollars — et un billet d'avion pour les États-Unis. Il lui suffisait de faire un pas de côté pour prendre la file d'embarquement pour le vol à destination des États-Unis...]

Q : On vous a déjà fait une offre ?
À moi, non.

Q : Ils sont nombreux à accepter ?

Je ne sais pas. Peu importe le nombre. L'internationalisme n'a pas de prix et n'est pas négociable. Mais ils ne le font pas uniquement avec les médecins, ils le font aussi par exemple avec nos sportifs.

Si je pouvais exprimer un seul vœu ? Ce serait celui de pouvoir traiter tous les malades de l'île avec des médicaments modernes, qui produisent moins d'effets secondaires. Ces effets secondaires, qui peuvent se traduire par des tremblements, par exemple, ou des tics, sont un frein à leur épanouissement car ils limitent leurs contacts et compliquent leur vie sociale, donc leur insertion. Le recours à ces nouveaux médicaments serait une très bonne chose pour la psychiatrie cubaine. En définitive, le blocus touche la partie la plus fragile de la population. Je parle des personnes âgées, des enfants, des malades mentaux. Le blocus, imposé au nom du monde libre et de la démocratie, porte atteinte en réalité — et avant tout — aux plus fragiles. Je pense que le blocus imposé par les États-Unis à Cuba entrera dans l'histoire comme un des plus grands crimes contre l'humanité.

Q : On dit que les espèces doivent évoluer et s'adapter pour survivre. Comment s'est adaptée la médecine cubaine ?

D'abord, par un grand humanisme. Là où il y a un médecin cubain, avec ou sans ressources, il y aura une grande attention portée au patient. Je peux vous dire qu'au début des années 1990, j'ai effectué le service rural, dans un coin perdu très loin de la capitale, à plus de 1 000 km, où l'électricité n'était arrivée qu'à la fin des années 1980. C'était l'époque de la période

spéciale. Souvent nous avons dû effectuer des accouchements à la lumière de bougies, car les coupures de courant étaient fréquentes à l'époque. L'électricité la plus proche était à plus d'une heure de route, ce qui représentait un danger pour la mère. Alors on procédait à l'accouchement sur place, avec énormément de patience et de professionnalisme. Je peux vous dire que nous n'avons pas perdu un seul enfant. Le peuple cubain a prouvé qu'il était capable de surmonter les plus grandes difficultés. Cet humanisme n'est pas inscrit dans nos gènes ; il vient de notre histoire, de notre éducation, de notre formation. Et quand je dis « formation » ou « éducation », je ne veux pas dire qu'il existe une matière appelée « comment être humain », ou je ne sais quoi. C'est le contexte général, notre place dans la société, nos rapports aux autres, nos relations avec les voisins, la famille, etc. Le communisme ne s'injecte pas comme un vaccin. C'est une question de démocratie, de respect.

Q : Lors des missions médicales internationales, comment se passent les relations avec les médecins locaux ? Sont-ils plutôt contents ou mécontents de vous voir débarquer ?

Le problème est que beaucoup de ces médecins exercent dans des cabinets privés. Lorsque les médecins cubains débarquent, leurs cabinets ont tendance à se vider. Normal. Le médecin cubain offre des soins gratuits et généralement de meilleure qualité.

Q : Les populations locales connaissent-elles quelque chose de Cuba, ou pourriez-vous être des médecins de n'importe quel pays du monde ?

Où que nous allions, les populations locales nous connaissent, savent qui nous sommes. Partout, de bouche à oreille, l'information circule, « un médecin cubain est arrivé ». Et dès le lendemain nous sommes assaillis de patients. Une fois, j'effectuais une mission, on tenait un centre d'urgences. Certaines nuits, les médecins de garde étaient cubains, mais d'autres nuits, c'était des médecins hollandais, costaricains ou colombiens. Lorsque les médecins cubains assuraient la garde, le centre était plein. Les autres nuits, le centre était pratiquement vide. Tout le monde se demandait : « Comment se fait-il que les gens tombent malades les nuits où les médecins cubains

sont de garde ? » À l'évidence, les gens préféreraient attendre un peu et venir nous consulter. C'était très curieux. Toutes les médecines ont leur serment d'Hippocrate mais je peux vous dire qu'en ce qui concerne la médecine cubaine, le serment est respecté à 100 %. La médecine des pays capitalistes n'a rien à voir. Fondamentalement, son objectif est l'enrichissement. Chez eux, le patient n'a pratiquement pas le droit de s'exprimer¹. Ils l'examinent, le pèsent, prennent sa tension, le posent dans un coin et concluent que le patient souffre de ceci ou de cela. Cette manière de faire rompt la relation médecin/patient qui est peut-être plus importante que n'importe quel examen. Mon rôle de médecin est d'intégrer cette dimension.

Q : Qu'en est-il des médecines dites alternatives ?²

À Cuba, les médecines alternatives sont employées depuis longtemps. Bon, à cause du blocus qui nous est imposé par les États-Unis depuis plus de 50 ans, les médecines alternatives sont employées dans tous les domaines, y compris dans la psychiatrie. Dans ce dernier domaine, nous faisons beaucoup appel aux médecines alternatives, pour traiter l'anxiété, la dépression, les problèmes de sommeil, l'agressivité, certains cas de comportements compulsifs... Dans les cas d'addictions, aussi, que ce soit au tabac ou à l'alcool. Personnellement, en tant que psychiatre, je n'emploie pas la médecine alternative. Au centre où j'exerce, nous avons des spécialistes pour ça. J'ai été formé, mais je confie ce genre de traitement à un spécialiste. La médecine alternative représente une grande aide et permet d'offrir d'autres types de soins, d'autres modalités, lorsque nous souffrons de pénuries de médicaments.

Q : Cette médecine alternative est employée pour compenser les pénuries de la médecine clinique ou s'agit-il d'un véritable choix ? Si le blocus était levé, cette médecine alternative aurait-elle toujours sa place ou y aurait-il un retour à la médecine clinique ?

1. Nous verrons pourquoi ces différences d'approche dans une autre interview.

2. Ici, le terme « médecine alternative » ou « traditionnelle » désignera toutes les médecines alternatives, douces, etc., et le terme « médecine clinique » celle que nous connaissons en Occident.

Non, la médecine alternative est une véritable alternative de traitement. Dans de nombreux cas, la médecine clinique n'est qu'un palliatif. La médecine alternative est moins coûteuse, plus humaine et même souvent plus efficace, contrairement à ce que pensent beaucoup de gens. Même si elle manque parfois de bases scientifiques, il n'empêche qu'elle a fait ses preuves. Ibrahim peut te raconter qu'on a opéré sa femme sous hypnose et acupuncture. Une opération de la vésicule sans une goutte d'anesthésie. Nous sommes en train de parler de faits avérés et réels, concrets, pas de théories. Dans mon domaine, par exemple, j'ai beaucoup de patients très sensibles aux anxiolytiques. Ça signifie que même administrés à faibles doses, ils provoquent chez eux des somnolences ou un mal-être général. Nous les soulageons alors avec l'acupuncture. Des malades retrouvent le sommeil grâce à la médecine alternative. Ces méthodes ont été maintes fois éprouvées.

Q : Y a-t-il eu une forme de résistance des médecins cubains face à l'introduction de ces médecines alternatives ?

Non, les médecins cubains sont et ont toujours été très ouverts aux nouvelles techniques. Je dirais qu'ils ont toujours soif d'apprendre et font toujours preuve de curiosité. À Cuba, on a toujours connu la médecine alternative mais c'est à partir des années 1980 qu'elle a commencé à se développer. Aujourd'hui, la médecine alternative est officiellement enseignée, à un niveau international. Je dis « international » parce que certains cours sont assurés par des professeurs chinois. Je pense que nous sommes un des premiers pays au monde en termes de médecine alternative. Il est clair que la médecine alternative constitue une sorte de menace à la médecine clinique, surtout dans les pays capitalistes, et aussi une menace à l'industrie pharmaceutique. Si vous avez le choix entre un médicament qui coûte très cher et une méthode alternative plus douce, pour le même résultat, vous n'allez pas hésiter longtemps. Si vous pouvez opérer sans produit chimique anesthésiant, vous opterez probablement pour une méthode moins agressive qui a fait ses preuves. Il me semble que la médecine alternative, notamment dans les pays capitalistes, est perçue comme un danger pour trop d'intérêts économiques.

Je répète : à Cuba, la médecine alternative est considérée comme une méthode de traitement à part entière. Et même si nous manquons parfois de bases scientifiques précises, ces méthodes sont appliquées à grande échelle et ont fait leurs preuves. Parfois nous ne savons pas précisément pourquoi ça marche, mais nous savons que ça marche.

Q : Tous les médecins sont formés aux médecines alternatives ?

Oui. Certains se spécialisent, comme mon épouse par exemple. Moi, j'ai été formé, mais je ne suis pas un spécialiste.

Q : Comment cohabitent ces deux médecines, quasi-antinomiques, dans le cerveau d'un médecin cubain ? Ça ne peut pas rendre un psychiatre comme vous un peu schizophrénique sur les bords ?

Ça se passe très bien. Je ne suis pas attaché à une technique, je cherche la meilleure solution pour mes malades. Je ne cherche pas à prouver quelque chose, je cherche à guérir. Si mon collègue acupuncteur obtient parfois de meilleurs résultats que moi, tant mieux pour le malade. Et mon collègue pensera la même chose pour moi. Il n'y a aucune concurrence entre nous, au contraire, nous échangeons beaucoup. Dans certains cas d'urgence, nous appliquons la méthode clinique, puis passons la main à la médecine alternative, lorsque la crise est passée. Parfois c'est le contraire, une douleur intense peut être plus rapidement soulagée par une pointe d'acupuncture... Ça dépend des cas. En fait, notre enseignement nous forme à une vision globale de la médecine. Le patient est au centre de ce système. Ça commence par notre relation avec lui. Toutes les alternatives doivent être examinées et offertes pour le meilleur résultat possible dans l'état actuel de nos connaissances.

Un jour, probablement, certaines techniques seront améliorées et s'imposeront tandis que d'autres seront abandonnées. Le progrès ne consiste pas à inventer un médicament encore plus puissant, à imposer une technique, mais à mieux soigner un malade. Ce n'est pas tout à fait la même chose.

Carnet de bord

C'EST SOIR-LÀ, la famille est rassemblée autour du téléviseur. Le journal télévisé cubain diffuse des images d'une manifestation en France. Ma présence a sans doute réveillé leur intérêt pour des « événements se déroulant en France ». Je reconnais les images de manifestations pour sauver les retraites. Ils me questionnent.

– Ils manifestent pour sauver leurs retraites ?

– Oui.

– Tu crois qu'ils vont gagner ?

– Honnêtement ? Je pense que non.

Quelqu'un murmure « *pobrecitos* [les pauvres]... »

Ils (les États-Unis) sont virtuellement en train de nous dire que si nous poursuivons notre réforme agraire, ils nous étrangleront économiquement... Aucun pays ne peut prétendre à l'indépendance si, chaque fois qu'il vote une loi, on menace de le tuer par la faim.

Fidel Castro
Octobre 1959

Edel Morales
*Écrivain, directeur d'une
maison d'édition*



MON EXPÉRIENCE personnelle du blocus, sa manière de se concrétiser dans ma vie quotidienne d'écrivain, d'artiste et de la création est très spécifique. Personnellement, le blocus est devenu très palpable en 1997, lors d'une rencontre d'écrivains à Mexico. J'y ai rencontré des artistes nord-américains et nous avons décidé de maintenir des contacts. La surprise est venue lorsque quelques mois plus tard j'ai reçu l'information qu'ils avaient voulu m'envoyer quelques disques de musique, depuis New York, où ils vivaient. On leur avait répondu qu'ils pouvaient les envoyer à n'importe quel endroit du monde sauf à Cuba. C'est un exemple concret de l'application du blocus dans les aspects les plus élémentaires de la communication entre deux êtres humains liés par leur intérêt pour la création artistique. Ce fut très révélateur pour moi. Je suis né et j'ai vécu toute ma vie dans un pays soumis au blocus avec la conscience qu'il existait un blocus imposé par un pays comme les États-Unis contre mon propre pays, et que le blocus avait un impact sur tous les aspects de la vie et le mode de fonctionnement de la société. Mais c'est cet incident qui m'a fait prendre réellement conscience de la réalité du blocus. Cette impossibilité

d'envoyer à un écrivain cubain des échantillons de musique, comme cela se pratique partout dans le monde. Cela m'a ouvert les yeux sur le fait que le blocus touchait à des aspects bien au-delà d'aspects purement politiques, disons d'actions du gouvernement. Il touchait aussi aux rapports entre individus.

Dans les milieux littéraires, artistiques, scientifiques cubains il est très difficile d'établir des échanges avec nos semblables nord-américains. Par exemple, ils refusent les visas aux Cubains pour assister à un événement aux États-Unis, et même à Porto-Rico qui est un pays frère de Cuba mais en même temps l'opposé de Cuba en termes de relations avec les États-Unis. Mais ce sont les États-Unis qui délivrent les visas pour Porto-Rico. Alors un écrivain cubain, y compris lorsqu'il est invité par les autorités de Porto-Rico, pour assister par exemple à un festival du livre, ne reçoit pas de visa de la part des autorités nord-américaines. Parfois ils obtiennent des visas, cela m'est arrivé, pour des événements sans connotation politique ou culturelle très marquée. Mais d'autres, ayant les mêmes opinions politiques que moi, ou même sans opinions politiques précises, se sont vus refuser le visa. Le critère est très arbitraire. L'absence de critère, disons raisonnable ou civilisé, rend l'issue très aléatoire.

Mais j'aimerais parler d'un combat d'intellectuels contre cet état de choses. Pour moi, une action de solidarité menée en 1993, et les années suivantes, fut très significative. Cette action fut menée par un groupe important d'intellectuels argentins, au moment le plus profond de la crise que traversait Cuba suite à l'effondrement du camp soviétique, et aussi suite à des erreurs commises sur le plan interne. La situation alors était très, très difficile et le milieu de l'édition n'était pas épargné. Pour donner quelques chiffres, en 1989 Cuba imprimait environ 50 millions d'exemplaires de livres par an. En 1992, 1993, nous n'en imprimions plus qu'un million environ. Ce fut une réduction dramatique. Pour ma génération, celle née dans les années 1960, la situation fut très difficile. Parce que d'un côté, nous arrivions à ce qu'on pourrait appeler une maturité intellectuelle, le moment d'écrire des livres, et d'un

autre côté, notre industrie était incapable de les produire. Ce fut une époque de contractions très fortes. À cette époque donc, un groupe d'Argentins, *Memoriosos y agradecidos*¹, c'est ainsi qu'ils s'appelaient, ont décidé que leur contribution serait de publier chaque année 100 livres de jeunes auteurs Cubains, des poètes jusqu'aux chercheurs scientifiques. Les livres étaient d'une grande qualité et illustrés par des artistes cubains. Cela a permis à toute une génération de jeunes intellectuels cubains de se voir publiée à cette époque. Cette collection, appelée *Pinos Nuevos*, existe toujours mais est désormais publiée par des maisons d'édition cubaines qui sont à présent capables d'assurer ce travail. Je crois que le travail de ce groupe d'intellectuels argentins, réunis autour d'Aurelio Narvaja, lui-même directeur de la maison d'édition *Colihue*, fut un moment important et décisif pour l'édition et la culture cubaine. Il a récolté de l'argent auprès des intellectuels argentins, avec l'appui de la solidarité argentine en général. Après une réunion convoquée en mai 1993, dès février 1994, à la Foire du livre de La Havane, cent jeunes auteurs cubains ont pu être présentés. Et dix de ces auteurs, dont je faisais partie, ont participé plus tard cette même année à la Foire du livre de Buenos Aires. Ce fut une expérience de lutte contre le blocus très importante pour les auteurs. Beaucoup d'auteurs significatifs de ma génération ont été publiés pour la première fois à cette occasion. Ce fut un événement important aussi en Argentine. Je suis retourné à la Foire du livre de Buenos Aires en 2010 et j'ai vu combien les milieux intellectuels étaient encore marqués par cet acte concret et utile de solidarité. Il y eut d'autres initiatives similaires, comme au Mexique, *Libros para Cuba*, moins importantes en termes de quantité mais tout aussi significatives.

Q : En Argentine, quel était le tirage de chaque livre ?

Chaque auteur était tiré à 1 000 exemplaires. Ils étaient 100 auteurs. Le coût de fabrication était de 1 dollar par exemplaire. Les livres étaient de qualité. Je me souviens qu'un jour au bord de la mer, je tenais un exemplaire à la main et une...

1. *Qui se souviennent et sont reconnaissants.*

femme qui était fâchée l'a jeté à la mer. Une fois séché, le livre était toujours parfaitement lisible... Des livres qui pouvaient résister à la colère d'une femme.

Il y a d'autres exemples aux entraves imposées par le blocus. Par exemple, il y a de nombreux sites Internet aux États-Unis auxquels on ne peut pas accéder depuis Cuba et...

Q : Précision : c'est Cuba qui interdit l'accès ?

Non, non, ce sont les États-Unis qui l'interdisent. Cela touche aussi bien des sites culturels que des sites scientifiques.

Q : Soyons clairs. Un Cubain peut accéder à un site nord-américain mais ne peut pas télécharger des documents ?

Disons qu'il y a deux problèmes. Le premier est la qualité du réseau à Cuba et la difficulté pour un Cubain ordinaire d'accéder d'une manière générale à Internet. C'est d'abord et avant tout un problème de bande passante. Nous espérons qu'avec l'installation d'un câble entre Cuba et le Venezuela, la situation s'améliorera. Le deuxième problème est l'impossibilité pour un Cubain, ou n'importe qui opérant à partir de Cuba, d'obtenir certaines informations que toute autre personne pourrait obtenir sans difficultés à partir d'un autre endroit. Depuis Cuba, ces informations ne sont pas accessibles. Il faut donc trouver d'autres voies pour les obtenir car évidemment, nous cherchons d'autres voies. Mais la difficulté existe et constitue une entrave qu'il faut, là aussi, tenter de contourner.

Mais au-delà de l'accès à l'information, il y a aussi la difficulté d'obtenir du matériel d'impression moderne, et même du papier et des fournitures. Et surtout l'impossibilité d'avoir des relations commerciales ou des échanges avec le pays le plus proche (géographiquement) de nous. Ce qui multiplie dramatiquement les coûts de tout.

Q : À part le blocus matériel, diriez-vous qu'il existe aussi un blocus intellectuel ? En France, par exemple, ne sont publiés que des Cubains dits dissidents. Il n'existe apparemment pas de bons auteurs cubains qui ne soient pas des opposants...

Oui, c'est vrai. Un ami, qui était publié en Espagne par

une grande maison d'édition, m'a raconté qu'il avait été membre du jury qui décerne le Prix Cervantes, qui est le plus grand prix littéraire de langue espagnole. Son vote a permis à la cubaine Dulce María Loynaz de remporter le prix en 1992. À partir de là, une campagne fut déclenchée contre lui, par les Cubains opposants de l'extérieur qui lui reprochaient d'avoir permis l'élection d'une Cubaine. Il n'a plus jamais été publié par la maison d'édition espagnole et sous les pressions a même été éliminé de leur catalogue. C'est quelque chose d'assez habituel dans les circuits de la publication : d'une part, les auteurs résidant dans l'île ont des difficultés pour être publiés par des maisons d'édition étrangères et, d'autre part, les maisons d'édition cubaines ont des difficultés pour accéder aux marchés extérieurs. Je l'ai vécu personnellement, que ce soit à la Foire du livre de Guadalajara ou de Francfort. Parfois cela passe par des détails, comme la photo d'un auteur cubain qui n'apparaît pas dans un catalogue.

La pression constante des États-Unis est quelque chose de totalement inhabituelle, et n'obéit à aucune logique. Cela dit, le Cubain distingue très bien les citoyens étasuniens et la politique du gouvernement des États-Unis. Cela peut paraître contradictoire mais, d'après mon expérience, Cuba est peut-être le pays le moins antiaméricain de l'Amérique latine... On trouvera plus de sentiments antiaméricains dans la majorité des pays d'Amérique latine que ce que l'on peut trouver à Cuba. Par contre, il existe à Cuba un sentiment anti-impérialiste très, très profond et qui n'est pas le résultat de ces cinquante dernières années mais le résultat de toute une histoire, le résultat de comment les États-Unis ont mutilé l'indépendance de Cuba à la fin du XIX^e siècle et le résultat d'une longue lutte. De la volonté des États-Unis à faire plier un peuple, un pays qui a perdu le quart de sa population lors des guerres d'indépendance. Il est impossible pour un pays qui a tant donné pour son indépendance d'accepter la domination d'une puissance étrangère. Le blocus a pour objectif, sinon d'en finir avec la Révolution, au moins de l'empêcher d'accomplir des avancées encore plus significatives, d'être plus présente sur le plan international. Les difficultés quotidiennes sont usantes et obligent chacun à trouver des

ressources supplémentaires pour atteindre ce que José Martí appelait « la pleine dignité de l'homme ».

Q : Vous avez parlé de la « maturité » des intellectuels cubains. Pensez-vous que le blocus a eu un effet sur la maturation intellectuelle, s'il a pu jouer un rôle de frein ou au contraire d'accélérateur ?

Les deux, car je ne pense pas qu'il y a eu le même effet partout et pour tous. Pour certains, il a permis une prise de conscience plus rapide et aiguë des réalités de notre société et même du monde. Il a permis une conscientisation. Pour d'autres, il a créé des difficultés dans les rapports avec l'extérieur, dans l'image qui leur était renvoyée, d'une certaine manière dans le discours intellectuel en général. Cela dépend beaucoup des cas individuels. La culture en général et la littérature en particulier sont influencées par les expériences personnelles, et le blocus a été un marqueur, entre autres.

Un des aspects douloureux à mes yeux est la séparation créée entre les intellectuels vivant à Cuba et ceux vivant à l'extérieur — pas forcément pour des raisons politiques d'ailleurs, car beaucoup comprennent mieux de l'extérieur la position de Cuba. Mais certains, selon le lieu où ils se trouvent, sont plus soumis à une ambiance, une pression — comme dans certaines régions des États-Unis — qui les amènent à des positions de confrontation, qui en arrivent même à nier que des intellectuels vivant à Cuba sont de véritables intellectuels. Mais les gens comme moi qui connaissent beaucoup de ces gens-là, nous savons qu'il s'agit plus d'une posture que d'une véritable conviction, posture qu'ils adoptent pour répondre aux pressions qu'ils subissent.

Carnet de bord

UN SOIR, après un exposé sur l'histoire de la Révolution cubaine, je demande à Ibrahim ce qu'il répond aux critiques formulées contre Cuba par la gauche européenne. Il réfléchit et prend son temps avant de répondre.

« Que ce soit bien clair : nous avons commis des erreurs, évidemment. Et nous en commettrons d'autres. Mais je peux te dire une chose : jamais nous n'abandonnerons le combat pour un monde meilleur, jamais nous ne baisserons la garde devant l'Empire, jamais nous ne sacrifierons le peuple au profit d'une minorité. Tout ce que nous avons fait, nous l'avons fait non seulement pour nous, mais aussi pour l'Amérique latine, l'Afrique, l'Asie, les générations futures. Nous avons fait tout ce que nous avons pu, et parfois plus, sans rien demander en échange. Rien. Jamais. Alors tu peux dire à tes amis « de gauche » en Europe que leurs critiques ne nous concernent pas, ne nous touchent pas, ne nous impressionnent pas. Nous, nous avons fait une révolution. C'est quoi leur légitimité à ces gens-là, tu peux me le dire ? Qu'ils fassent une révolution chez eux pour commencer. Oh, pas forcément une grande, tout le monde n'a pas les mêmes capacités. Disons une petite, juste assez pour pouvoir prétendre qu'ils savent de quoi ils parlent. Et là, lorsque l'ennemi se déchaînera, lorsque le toit leur tombera sur la tête, ils viendront me voir. Je les attendrai avec une bouteille de rhum ».

Je ne trouve rien de particulier à ajouter.

De ce pays [les États-Unis] gonflé de richesses matérielles mais intellectuellement misérable, où il y a tant de sans-abris et de gens qui ont faim, j'ai pu admirer la lutte de Cuba pour partager ses maigres ressources afin que chacun puisse retrouver sa dignité. Cuba est admirée dans le monde entier parce que les Cubains ont démontré un amour, un engagement et un sens du sacrifice pour tout ce qui — les êtres comme la planète — est opprimé, pour tout ce qui souffre. Aujourd'hui, à l'heure où Cuba souffre à son tour, il est temps d'agir.

Alice Walker
Pasteurs pour la Paix - États-Unis

Emilio Comas

Écrivain



LE PROBLÈME DU BLOCUS n'est pas nouveau et ne commence pas avec la Révolution. La volonté des États-Unis de s'emparer de Cuba vient de bien plus loin. Dès 1805, lors d'une visite d'un ministre britannique à Washington, celui-ci déclare : en cas de conflit entre l'Espagne et la Grande-Bretagne, les États-Unis devront s'emparer de Cuba pour des raisons stratégiques, pour la défense de la Louisiane et de la Floride. En 1923, Quincey Adams, prononce la théorie du fruit mûr¹. En 1845, un sénateur de la Floride dépose un projet de résolution pour acheter Cuba. En 1848, le président des États-Unis relance l'idée d'acheter Cuba à l'Espagne. Un candidat à l'élection présidentielle a même mené sa campagne autour du thème d'acheter Cuba. Et ainsi de suite. Cela n'a jamais cessé. En 1901, le Congrès des États-Unis vote l'amendement Platt, qui fut inclus dans la Constitution cubaine et officialise le droit d'ingérence des États-Unis à Cuba. Cela m'a toujours paru étrange que les États-Unis n'aient pas plus réagi à la Révolution et aient laissé Fidel Castro prendre le pouvoir. Peut-être parce qu'ils le connaissaient mal, ou parce qu'il était

1. « Cuba finira par tomber dans l'escarcelle des États-Unis, comme un fruit mûr. »

le fils d'un grand propriétaire terrien. Il était un homme blanc, issu de la grande bourgeoisie. Le Parti communiste à l'époque était contre Fidel. Il me semble, pour toutes ces raisons, que les États-Unis ont baissé la garde en quelque sorte. Cela dit, Cuba connaît beaucoup de difficultés, mais je crois que la majorité de la population appuie toujours la Révolution, parce que c'est une population éduquée, instruite. Et aussi parce que nous avons vu ce que sont devenus les pays de l'ancien bloc de l'Est.

J'ai obtenu un diplôme en mathématiques, avec difficulté car au moment de passer l'examen, la matière ne m'intéressait plus. J'étais le premier membre de la famille à faire des études universitaires. En 1962, j'attendais pour voir si je pouvais faire d'autres études lorsqu'on est venu me chercher pour me demander de travailler avec des ingénieurs soviétiques qui voulaient prospector les sous-sols de la côte nord. J'ai dit oui. J'ai travaillé cinq ans sur ce projet. Les Soviétiques sont arrivés avec des cartes dessinées par les Nord-Américains au début du ^{xx}e siècle. On a découvert dans les *cayos* des blocs de béton qui portaient un sceau de bronze qui disait « propriété du gouvernement des États-Unis », avec l'aigle impérial. Imagine-toi qu'ils avaient déjà mené des prospections dans la zone et nous n'en savions rien. Il se trouve que le pétrole est situé en grande profondeur et nous n'avons pas accès à la technologie requise. Les Soviétiques ne maîtrisaient pas non plus cette technologie car leurs réserves à l'époque étaient situées à faible profondeur. Cet exemple montre comment le blocus nous a empêchés d'exploiter cette ressource, car la technologie nous était refusée. Aujourd'hui, les Russes sont de retour et mènent activement des prospections. Cuba possède beaucoup de réserves de pétrole et de gaz, et un jour nous réussirons, ce n'est qu'une question de temps. Et les États-Unis le savent. Et ce jour-là, le blocus perdra une grande partie de sa nuisance. Et ça aussi, les États-Unis le savent.

Le bien-être matériel n'est pas un luxe. On ne peut pas s'épanouir le ventre vide. C'est vrai que la population cubaine n'est pas famélique, et dans de nombreux domaines nous excellons malgré des moyens très limités. Ce n'est pas le fruit du hasard, il s'agit de priorités, de choix. Le gouvernement

cubain, dans la mesure des possibilités, fait des choix qui vont dans le sens de la défense de la population, des plus faibles. Le gouvernement cubain ne cherche pas à favoriser les multinationales. Aux États-Unis, lors de la crise financière, qui a été sauvé ? Les banques. Les capitalistes ont fait le choix de sauver les coupables et pas les victimes.

Le blocus s'accompagne aussi d'une agressivité incroyable de la part des États-Unis. On pourrait parler des innombrables sabotages, par exemple. Moi je viens de Caibarien, une petite ville sur la côte nord. Vous ne pouvez pas vous imaginer la quantité de choses qui ont brûlé à Caibarien. Trois de nos pêcheurs ont été kidnappés. Ils en ont tué un autre. Toutes ces choses, nous les vivons de manière très intense.

Je n'éprouve pas de rancœur à l'égard du peuple nord-américain. C'est un peuple conditionné, dominé par des groupes d'intérêts, la finance, le complexe militaro-industriel qui a énormément de pouvoir.

Ça fait quarante ans que j'écris. Dans les milieux intellectuels, le blocus a eu beaucoup d'effets. Nous faisons partie de la culture occidentale. Et les États-Unis sont un paradigme de la culture occidentale. Les écrivains nord-américains ont toujours exercé une grande influence sur la littérature cubaine. Hemingway, Dos Passos... que sais-je. Aujourd'hui, nous n'avons pas accès à la littérature contemporaine nord-américaine. Nous n'avons pas de contacts. Parfois un ami fait parvenir un livre.

Il y a aussi la loi d'ajustement cubain¹. Une loi qui stipule que dès qu'un Cubain pose le pied sur le sol des États-Unis, il lui est automatiquement accordé le statut d'immigré légal, avec permis de résidence et tout. Ce qui a provoqué une saignée. Non seulement chez les intellectuels, mais aussi chez les scientifiques que nous formons, chez les sportifs, qui cèdent au « rêve américain ». Et même dans les couches les plus populaires de la population, qui a connu une sorte de période d'euphorie. Il y a eu des vagues d'émigration absolument folles et irresponsables. Cuba, qui est une île, vit en

1. *Cuban Adjustment Act* – loi US de 1964.

réalité le dos à la mer. Beaucoup de Cubains ne savent pas nager. La majorité ne sait pas naviguer. Et ils se sont lancés sur des embarcations de fortune dans le détroit de la Floride, qui est très dangereux. Beaucoup ne sont jamais arrivés à destination pour cause d'incompétence. Le phénomène s'est nettement calmé depuis. Mais les États-Unis ont encouragé ces départs illégaux, sur des embarcations de fortune, sur une mer dangereuse, avec la promesse d'une vie meilleure.

Pour moi, la « période spéciale » fut très pénible. Je vivais à La Havane. C'était une époque où il n'y avait pratiquement plus de transports dans la ville. On pouvait se coucher au milieu de la Calle 23 et se réveiller intact. La solution fut d'acheter une quantité conséquente de vélos à la Chine. Je devais me rendre à l'UNEAC (Union nationale des écrivains et artistes de Cuba) tous les jours. Nous publiions des œuvres avec le même papier extrêmement fin qu'on utilise dans les boutiques pour emballer les cadeaux. Nous n'avions rien d'autre. Les plus grands auteurs du pays étaient publiés à cette époque sur ce support. Je vis à environ 6 km de l'UNEAC, dans une zone très vallonnée, au sommet de la plus grande colline, dans un immeuble de vingt étages. Et je vis au dernier étage. À cette époque, les coupures de courant étaient pratiquement constantes. Sans électricité, pas d'ascenseur. Il fallait donc monter et descendre vingt étages, tout en portant un vélo chinois, qui devait peser une tonne. Pour venir travailler, ça allait, c'était tout en descente. Mais pour rentrer le soir... Et monter les vingt étages avec le vélo... En plus de ça, on ne servait pas de repas à l'UNEAC. En fait, il n'y avait pratiquement plus de lieux où on servait encore des repas. Il fallait donc apporter son propre repas. Le mien, en général, consistait en une petite boule de pain, dans lequel je mettais ce que je pouvais, le plus souvent un peu de graisse ou d'huile. C'était mon repas. Cette période fut très dure pour tout le monde. J'ai perdu tellement de kilos que je n'avais plus de vêtements. À la sortie de la période spéciale, il y avait trois vélos à la maison. J'en ai vendu deux et j'ai fait cadeau du troisième. Et je ne veux plus jamais entendre parler de vélos.

À la maison, certains jours il n'y avait rien à manger.

J'avais deux enfants, de 9 et 11 ans. Un de mes neveux faisait je ne sais combien de kilomètres dans la campagne pour tenter de trouver quelques légumes à ramener à la maison.

Q : Comment avez-vous fait pour éviter les morts de faim ?

Les Cubains sont très débrouillards. En face, ils sont puissants, mais les Cubains ont de l'imagination. À une époque, il n'y avait plus de riz. Et tu sais qu'un Cubain sans riz... On ne trouvait alors que des spaghettis. Alors ils ont inventé un appareil pour couper les spaghettis en tous petits morceaux, pour donner l'impression de manger du riz... On mangeait les peaux de bananes, qu'on faisait frire comme des beefsteaks.

J'ai un ami uruguayen qui vit à Cuba, qui se dit cubain. Il est arrivé en pleine période spéciale. Il m'a raconté comment il était étonné de constater que tout le monde était mince, qu'il n'y avait pas de gros, et que les femmes portaient des chaussures en plastique. Les femmes, pour sortir, se dessinaient un trait le long de leurs jambes pour donner l'impression de porter des bas. Tout ça peut prêter à rire, mais c'était terrible en réalité.

Je vais vous raconter une anecdote. Un jour je suis allé au Mexique, avec un ami, pour l'édition d'un livre. On a passé un mois là-bas. En partant, à l'aéroport de Veracruz, arrive un vieil ami musicien qui transportait une grande valise. La valise était remplie de boîtes de sardines. Quand je me rends compte du poids que faisait cette valise, je lui demande comment il compte la faire passer. Personne n'avait d'argent pour payer le surpoids. En bons Cubains, on a baratiné le type à l'enregistrement et on a réussi à embarquer la fameuse valise. J'avais sur moi l'équivalent de 100 dollars que je devais ramener à Cuba. Mais il n'y avait pas de guichet de change à Veracruz. Alors je confie l'argent à une amie mexicaine, qui devait se rendre à Cuba un peu plus tard. On monte dans l'avion, on arrive à Cuba. Là, j'attends une voiture de l'UNEAC qui devait venir me chercher, quelqu'un qui vivait près de l'aéroport. Il me demande si j'ai apporté des boîtes de sardines. Je prends une boîte dans la valise et je la ramène à la maison. C'était notre repas de la soirée. Quelques temps plus tard, l'amie mexicaine

arrive avec les 100 dollars. Elle m'appelle au téléphone et me donne rendez-vous à 19 heures dans un hôtel près du bord de mer. Je vis à 7 ou 8 km de l'hôtel. Rappelle-toi que les transports étaient inexistants. Je sors de chez moi, prévoyant, à 15 heures, habillé tout en blanc, et je me mets à faire de l'auto-stop. Je fais signe à la seule voiture qui passait et elle s'arrête. Je dis au chauffeur que je me rends à l'hôtel Riviera. Il me répond « moi aussi ». Du coup, j'arrive à 15 h 10... J'ai attendu. À 19 heures, je priais qu'elle m'invite à dîner parce que je mourais de faim. Mais elle m'invite à boire un coup. Pour sûr, au troisième verre j'étais complètement soûl. Je me souviens qu'elle a commencé à parler de certains aspects négatifs à Cuba. La conversation a mal tourné. Elle m'a donné mon argent et je suis sorti de l'hôtel à 23 heures. La Havane était totalement plongée dans le noir. Je suis parti dans les rues totalement désertes avec mes 100 dollars dans la poche. Il n'y avait pas un chat dans les rues. Et j'ai fait les huit kilomètres à pied en pensant que si quelqu'un m'agressait, il faudrait me tuer pour prendre mes 100 dollars. À cette époque, cela représentait une certaine somme, mais la situation était tellement difficile que même avec l'argent on n'était pas certain de trouver quelque chose à acheter. Arrivé chez moi, j'ai monté les vingt étages à pied — pour une fois sans porter de vélo. J'étais tellement fatigué que je me suis couché tout de suite. Aujourd'hui, on en rigole, mais à l'époque...

Q : L'incompréhension de votre amie quant à la situation me paraît évidente.

Oui. C'était peut-être son premier voyage à Cuba, je ne sais pas. Je dis toujours à mes amis étrangers qu'il faut savoir circuler à Cuba. Si vous circulez uniquement dans les milieux touristiques, vous pouvez tomber sur tout et n'importe quoi. Il y a des secteurs, ici comme partout. Je vois parfois des reportages d'amis qui décrivent Cuba comme un paradis. Cuba n'est pas un paradis. Et parfois je vois des reportages qui décrivent Cuba comme un enfer. Cuba n'est pas un enfer. Il faut savoir écouter, discuter avec beaucoup de gens pour se faire une idée.

Il faut dire que la crise fut d'autant plus dure que les années d'avant avaient été des années d'abondance. Je racontais à un

gamin qui vit en face de chez moi que mon épouse gagnait à l'époque 200 pesos, et moi environ 800. On faisait les courses du mois pour environ 100 pesos. C'était modeste mais on trouvait de tout. Nous n'en étions pas au capitalisme où les gens achètent pour jeter. Puis tout s'est écroulé avec la disparition du camp socialiste. Nous nous sommes retrouvés sans débouchés, sans aide.

Q : Pendant la période spéciale, vos jeunes enfants déjeunaient à l'école ?

Eux non. Toutes les écoles n'ont pas un régime de demi-pension. Les miens devaient rentrer déjeuner à la maison, ou apporter leur déjeuner. Je me souviens de mon père, très âgé mais très actif, qui venait de Caibarien tous les deux ou trois semaines avec un sac rempli de nourriture pour ses petits-enfants. Caibarien a comme particularité d'être un port de pêche, où la population ne tourne pas le dos à la mer comme pratiquement partout ailleurs, mais vit des produits de la mer. Cuba est une île mais il n'existe aucun bon restaurant de poissons à La Havane. C'est incroyable. À Miami, on dit qu'il y a des restaurants cubains qui servent du poisson et qui roulent sur l'or. Ici, tu ne trouveras pas un seul restaurant de poissons qui vaille la peine. On te servira des carpes pêchées dans les cours d'eau. Tu t'imagines ? Sur une île, au milieu des Caraïbes. C'est inconcevable.

Q : Et d'où vient ce désintérêt des Cubains pour les produits de la mer ?¹

Question intéressante. Il semblerait que ça vienne de l'époque coloniale. Cuba était souvent attaquée par la mer, par les pirates et autres. Cuba était une colonie espagnole et le danger venait de la mer. À tel point que José Martí a écrit des vers qui m'ont toujours interloqué : « Les rouleaux de la Sierra [région montagneuse] me plaisent plus que ceux de la mer. » Imagine-toi que j'ai écrit un livre qui raconte la vie d'un pêcheur de Caibarien qui finit capitaine d'un bateau de

1. Pour une réponse, lire « No Free Lunch », une étude publiée par une ONG de San Francisco sur cette fascinante propension des Cubains à ne vouloir manger que ce qui ne se produit pas ou peu sur l'île...

pêche au large des côtes africaines. Eh bien figure-toi qu'on a découvert que c'était le premier roman écrit à Cuba ayant pour thème la mer depuis la publication [en 1952] du *Vieil Homme et la Mer* écrit par Hemingway. Personne n'avait écrit de roman sur la mer depuis. Quelques contes, mais pas de roman. C'est assez incompréhensible.

Q : Où en est la littérature actuelle à Cuba ? Est-elle vivante, nombreuse ou ouverte au monde extérieur ?

Tout cela est très compliqué. Mon opinion personnelle est que nous avons beaucoup souffert de la politique des États-Unis. À Cuba il existe un mouvement littéraire très fort. Il ne date pas d'hier. À partir du début du xx^e siècle on a connu des auteurs très importants, de renommée mondiale, comme Alejo Carpentier, Lezama Lima, Nicolás Guillén, Eliseo Diego. Mais après la Révolution, il y a eu une campagne de diabolisation, on racontait que les écrivains étaient stipendiés par le gouvernement, que nous sommes médiocres et des apologistes de la révolution. La conséquence est qu'il est très difficile pour un auteur cubain d'être publié à l'extérieur. Il faut pour cela se déclarer dissident, dire du mal de Fidel Castro, parler mal du socialisme, raconter des histoires ou même parfois carrément mentir... Il y a des écrivains extrêmement mauvais comme Zoé Valdès considérée en France comme un... phare de la littérature cubaine. Il y en a d'autres qui sont des ennemis de la révolution, comme Cabrel Infante, mais qui a un très grand talent. Et personne ne me fera dire le contraire. Des auteurs que je lis...

Q : Vous avez le droit de les lire ?

Bien sûr. Le droit, je l'ai. Ce que j'ai du mal à obtenir, ce sont les livres. On vient de me faire cadeau d'un livre de Raul Rivero, publié en Espagne. Excellent.

Q : Il n'y a pas de livres interdits à Cuba ? Pas de listes noires ?

Non, pas de livres interdits, aucune liste noire. Je te suggère d'aller faire un tour au marché du livre, place de la Cathédrale, et de regarder ce qui se vend. Tu trouveras de tout, y compris les auteurs les plus critiques de Cuba qu'on puisse trouver. Écoute, j'ai été directeur d'une maison d'édition. J'ai fait partie de maints comités de lecture et de sélection,

pendant de nombreuses années. À une époque, dans les années 1970, début 1980, les maisons d'édition « consultaient » avant de publier. Mais ça fait longtemps qu'elles ont une autonomie totale en ce qui concerne leurs publications. Et il n'existe aucune institution, aucun ministère, aucun organisme qui a un mot à dire. Il y a des choses qui plaisent ou qui ne plaisent pas, certes, mais il n'y a jamais eu autant de liberté que depuis ces 15 dernières années, je suis formel. Il arrive que soient publiées des œuvres abominables. Des livres sur la guerre d'Angola¹ qui racontent n'importe quoi. Il existe un courant qui tend vers l'irréalisme, qui nie le réalisme. Qui tend à oublier ou à ignorer l'histoire. Une littérature qui se regarde le nombril. Une littérature « barbe-à-papa » que lorsque tu la mets dans la bouche, elle fond et tu te rends compte que tu manges surtout de l'air.

Q : Comment se fait-on publier à Cuba ? Disons que j'ai ici avec moi un manuscrit. J'ai envie d'être publié. Quel est le fonctionnaire que je dois rencontrer pour obtenir l'autorisation ?

Très bonne question. D'abord, il n'y a aucun fonctionnaire. Ici, nous sommes à l'UNEAC, qui est une institution sélective. Si tu veux faire partie de l'UNEAC, tu présentes tes livres et un comité est chargé de les évaluer. Mais tu n'es pas obligé d'être membre de l'UNEAC. Si tu es un quidam qui veut publier un livre — je ne te parle pas des problèmes matériels à cause du manque de moyens, de papier... Le nombre de livres édités et publiés à Cuba a chuté dramatiquement. Il existe une maison d'édition dans chaque province du pays (14 au total). Quant aux auteurs, ils continuent d'écrire, malgré tout. À part ce problème matériel, donc, si tu es un quidam qui veut publier, eh bien tu présentes ton manuscrit à une maison d'édition quelconque. Ton manuscrit sera examiné par trois auteurs, qui rédigeront une critique. Tu as aussi la possibilité de participer à des concours. Il n'y a aucun fonctionnaire qui intervient dans le processus. C'est un problème entre toi et les maisons d'édition.

1. Dans une partie non transcrite, l'interviewé explique qu'il a combattu en Angola.

Q : Quels sont les tirages ?

Le minimum actuel est 10 000 exemplaires. Certains livres sont tirés à 200 000 exemplaires. Cuba possède un lectorat très important. Il est estimé que chaque exemplaire est lu en moyenne par sept personnes.

Q : Il paraît que la Foire du livre [chaque année au mois de février] à La Havane est la plus grande du continent, et qu'après La Havane, elle se déplace dans les provinces.

Oui. Elle se déplace ensuite dans toute l'île, dans les quatorze provinces du pays. Sont présentés des livres cubains et étrangers. Chaque année un pays différent est mis à l'honneur. Les livres sont importés par les maisons d'édition et sont mis en vente, en monnaie locale généralement. Les auteurs se déplacent aussi. J'ai visité une dizaine de villes pour présenter mes livres ou donner des conférences. Mais je dirais que plus qu'une foire, c'est plutôt une fête du livre. C'est une ambiance de fête, de divertissement.

Le malheur est que de nombreux auteurs cubains méritants ne sont pas publiés, toujours à cause des pénuries. Nous pourrions choisir de partager en quelque sorte les tirages, et publier plus d'auteurs. Mais le fait est que la misère est difficile à partager.

Carnet de bord

EN NOUS APPROCHANT de la voiture garée à l'ombre, nous remarquons une flaque sous le réservoir d'essence. Le carburant fuit lentement à travers la rouille. Après un rapide échange, nous concluons qu'il y a un certain danger. Qu'à cela ne tienne. Dans le coffre, nous extirpons un gros bidon vide. Avec un tube, nous vidons le réservoir dans le bidon. Nous arrachons ensuite le tuyau qui arrive au réservoir et nous l'introduisons dans le bidon. Et voilà, un réservoir d'essence tout neuf, calé dans le coffre. Dans un bel élan, nous nous retournons vaguement en direction des États-Unis et faisons un bras d'honneur.

Au volant, Ibrahim raconte ses « missions » à l'étranger. Il parle peu de lui, beaucoup de ses camarades et des pays visités. Je lui demande ce qui l'a poussé à se porter volontaire, si loin de chez lui. Il me donne cette réponse laconique et étonnante : « Parce que l'idée qu'une Africaine puisse accoucher sans assistance médicale m'était insupportable. »

Tant qu'il y aura l'impérialisme, nous ne pouvons nous permettre le luxe du pluripartisme. Nous ne pourrions jamais concurrencer l'argent et la propagande que les États-Unis déverseraient ici. Nous perdriions non seulement le socialisme, mais notre souveraineté nationale aussi.

Eugenio Balari

José Loyola Fernandez
*Musicien, compositeur,
directeur d'orchestre*



JE SUIS aussi directeur des deux plus importants festivals internationaux à Cuba, comme le Festival international de Boleros, appelé *Boleros de Oro*, et le Festival international de Danzon¹, appelé *Danzon Havana*. Nous avons une culture très riche, inutile d'y revenir. Au sein de cette culture se distingue la musique, qui est une culture très profonde à Cuba, qui a des racines ancestrales sur lesquelles je ne vais pas insister ici. Je dirais simplement qu'elle est connue partout dans le monde, tout comme la qualité de nos musiciens, interprètes et compositeurs.

En tant que directeur d'un orchestre populaire, *Charanga de Oro*, nous sommes confrontés à des difficultés à cause de ce que l'on désigne souvent par l'« embargo » des États-Unis, un euphémisme qui pour nous est en réalité un blocus. Par exemple, nous le subissons *via* les grandes maisons de disques internationales. La musique cubaine a beaucoup de difficultés pour s'exporter. Il faut des réseaux de distribution, de la publicité. Les disques ne peuvent être produits que par des entreprises cubaines et vous savez que leurs moyens sont très

1. Danse latine.

limités, notamment en termes de diffusion. Du coup, d'autres pays occupent le créneau que Cuba occupait jadis sur la scène internationale. Sans ressources en devises, il nous est très difficile d'investir en matériel, en équipements, dans les nouvelles technologies et même les instruments de musique. Tout est très compliqué. Il faut sans cesse redoubler d'efforts pour obtenir des instruments, du nouveau matériel, et c'est d'autant plus frustrant que nos écoles de musique ne cessent de produire de l'offre, auquel nous avons du mal à répondre. Même le papier pour imprimer les partitions musicales est une denrée rare, ce qui complique la vie des compositeurs. Toute la technique de digitalisation, les appareils pour graver, enregistrer¹... À chaque tentative d'obtenir des moyens de financement, le blocus se fait sentir, y compris auprès de ceux qui tentent de nous aider.

L'autre domaine affecté est l'enseignement, de la musique mais aussi des arts en général. Par exemple, les étudiants en cinéma ont besoin de matériel. Sans matériel, la qualité de l'enseignement en pâtit. D'autant plus lorsqu'il s'agit de dispenser un enseignement moderne, en phase avec les technologies modernes — et mêmes futures.

Q : Et pourtant, si j'allume la radio, je peux entendre de la salsa cubaine. Le Nord-Américain Ry Cooder a bien produit le disque du Buena Vista Social Club qui fut un succès international². En me faisant l'avocat du diable, comment distinguer les effets du blocus des effets, disons, de l'inefficacité du socialisme ?

Il faut comprendre une chose : au niveau dont je vous parle, les ressources nécessaires sont très importantes parce que les coûts sont très importants. La plupart des instruments doivent être importés et Cuba n'a pas un marché intérieur suffisant qui justifierait la fabrication de saxophones ou de flûtes. Et les instruments de qualité sont chers.

Q : Qu'est-ce qui empêche un Cubain d'acheter un piano aux États-Unis ?

Simplement parce qu'ils refusent de le vendre.

1. L'auteur de ces lignes peut témoigner que suite à un défaut de matériel, la tentative d'acheter un banal microphone à La Havane s'est soldée par un échec retentissant...

2. Et pour lequel les autorités US lui ont infligé une amende de 250 000 dollars.

Q : Les États-Unis ont peur que le piano soit retourné comme une arme contre eux ?

Va savoir. Tout ce que nous avons, c'est notre talent. Ce talent a besoin d'un espace et de moyens pour s'exprimer.

Q : Il n'y a pas de producteurs nord-américains qui viennent dénicher des talents locaux pour les produire aux États-Unis ?

(Soupir.) Beaucoup sont venus et sont repartis avec des projets. Venir leur est difficile à cause des lois nord-américaines qui limitent très sévèrement leurs possibilités de voyager à Cuba. Et si d'aventure ils réussissent à concrétiser leur projet, le département du Trésor des États-Unis leur tombe dessus en leur infligeant une amende énorme. [Je lui parle de l'amende infligée à Ry Cooder.] Oui, par exemple. Il faut se demander pourquoi, avec toute la richesse musicale qu'a Cuba, et un tel premier succès, il n'est pas revenu pour retenter l'expérience. Et lorsqu'un Cubain réussit éventuellement à s'exhiber aux États-Unis, il ne pourra pas être payé, parce que la loi US l'interdit.

Q : Est-ce que le blocus et toutes les difficultés qu'il engendre ont eu un effet sur la création ? En la rendant par exemple plus opportuniste ou au contraire plus agressive ?

Non, parce que notre culture est suffisamment naturelle et profonde, et qu'elle évolue dans un contexte très favorable à son épanouissement. Beaucoup de pays ont de jeunes talents, mais le contexte local ne permet pas leur épanouissement. À Cuba, nous avons déployé beaucoup d'efforts pour préserver cette culture, pour répartir nos faibles moyens pour offrir des possibilités à tous et partout. Combien de pays aux conditions comparables à Cuba peuvent se vanter d'atteindre un tel niveau, que ce soit dans la danse, la musique, le cinéma, le théâtre, la littérature ?

Q : Quelqu'un s'est lamenté qu'il n'existait pas d'école de musique classique à Cuba.

Qui a dit ça ? [Un journaliste français, un « professionnel ».] Il parle sans savoir. Ce qui s'étudie dans les écoles, c'est justement la musique classique. La musique populaire n'a pas besoin d'être enseignée, elle est partout dans les rues. Les

musiciens font ensuite leur propre synthèse. Ton journaliste ne sait pas de quoi il parle. Si tu demandes à un gamin dans la rue en train de jouer d'un instrument où il a appris à jouer, il te répondra « en observant » untel à la télé ou autour de lui. La musique populaire n'a pas besoin d'être enseignée ici, elle est omniprésente.

Je ne suis pas certain du chiffre, mais je crois qu'à Cuba, nous avons plus de 60 000 musiciens professionnels¹. Chaque municipalité a son orchestre. Chaque province son orchestre symphonique, et La Havane en possède au minimum trois — et j'en oublie. Sans parler des orchestres de musique populaire. Dans ma propre société, nous avons plus de cent projets. Un projet désigne une formation musicale, un groupe, de différents formats (solo, trio, etc.). Rien que dans l'entité où je travaille, il y en a plus de cent. Faites le compte.

Le blocus affecte aussi les échanges. Il arrive que certains échanges se produisent, mais ils sont très rares, alors que les deux pays sont géographiquement très proches. Il est très difficile pour un Cubain de participer à un événement aux États-Unis, parce qu'il n'obtiendra pas de visa. Apparemment, les autorités nord-américaines craignent qu'ils ne soient des terroristes ou je ne sais quoi.

Q : D'une certaine manière, ils le sont, non ? (Rires.)

Nous, nous ne pratiquons que le terrorisme des idées, et dans le bon sens du terme. Vu sous cet angle, effectivement, nous les terrorisons. *(Rires.)*

Q : On connaît la solidarité médicale internationaliste de Cuba. Existe-t-il une forme similaire de solidarité, disons, culturelle ?

Oui. Il nous arrive effectivement de fournir des moyens à des pays qui en ont encore moins que nous. Le premier est l'alphabétisation, qui est la première des solidarités culturelles, parce que sans alphabétisation... Nous partageons nos 50 années d'expérience en ce domaine. Nous alphabétisons même à Séville, tu le savais ?

Q : Séville, en Espagne ?

1. Pour une population de 11 millions.

Oui, en Espagne. Tu ne le savais pas ? Ils n'en parlent pas ? Comme c'est étonnant...

Il existe d'ailleurs des pressions sur les musiciens, au même titre que les médecins ou les sportifs ou les scientifiques, pour les « acheter ». Certains se laissent acheter. D'autres non. Le pouvoir de l'argent, conjugué avec les difficultés matérielles internes, arrive à obtenir certains résultats. Mais je tiens à préciser qu'il s'agit d'une minorité. La majorité a d'autres motivations que l'argent *stricto sensu*.

Avec tous les malheurs qui ont frappé Haïti, nous avons envoyé des milliers de médecins, mais aussi des musiciens, pour apporter à la population ne serait-ce qu'un peu de soutien moral. Avec tous les moyens à leur disposition, avec toutes les facilités dont ils bénéficient, combien de musiciens des pays riches sont allés là-bas en signe de solidarité avec ces malheureux ?

Carnet de bord

IL FAIT encore nuit lorsque le camion s'arrête devant la maison. Je grimpe sur le plateau arrière pour rejoindre une vingtaine d'ouvriers agricoles qui se serrent pour me laisser monter. Aujourd'hui, je me suis porté volontaire pour « donner ma force de travail » à la coopérative *Blas Roca* — les « tontons macoutes de la Révolution cubaine » selon le terme abject employé par le quotidien *Libération* (en référence aux escadrons de la mort en Haïti). Nous roulons à tombeau ouvert pendant une bonne heure dans un froid que je trouve glacial. À l'arrivée, un café nous attend. Le soleil s'est levé. Je suis affecté à la cueillette des haricots. *Peuh... facile*. Je me plante avec détermination devant ma première rangée.

Un peu plus loin, un grand maigrelet âgé d'au moins 150 ans se démène. On m'explique que c'est un « camarade espagnol » qui vient chaque année pour donner un coup de main. Si lui, il peut, alors moi je peux. Allons-y.

Deux heures plus tard, grand maximum, je suis pris de vertiges sous la chaleur déjà écrasante. Les Cubains, qui me surveillaient du coin de l'œil, demandent un temps mort et un changement de joueur. Je quitte le terrain sous les applaudissements.

« Deux heures, tu te rends compte ? Tu as failli battre un record. Mais bois quand même ce grand verre d'eau et va te reposer. »

En attendant le déjeuner, on me fait visiter le reste de la coopérative. J'aperçois de temps en temps le camarade espagnol qui a l'air décidé à ramasser jusqu'au dernier haricot sur l'île. *Frimeur, va*.

On me remet un petit certificat de « travail volontaire » où il est précisé que le susnommé a effectué *quatre* heures de travail volontaire. Je suppose qu'ils ont compté la durée du trajet...

À un moment c'était l'Angola. À un autre, c'était l'Amérique centrale... Mais ce n'était en réalité que rhétorique. En fait, la seule condition préalable qu'ils [les États-Unis] ont jamais posée reste la même depuis le tout début : ils n'aiment pas la Révolution cubaine, point. Ils ne l'ont jamais aimée et ont passé plus de 30 ans à essayer de nous reconquérir. La rhétorique diplomatique change selon les époques mais fondamentalement Washington poursuit toujours exactement le même objectif : l'élimination de la Révolution cubaine... Mais il faut se souvenir que tout a commencé en mai 1959 quand nous avons voté la Loi sur la réforme agraire. Washington ne s'est jamais fait à cette idée... Le conflit USA-Cuba doit être vu plus à la lumière de nos relations bilatérales que dans un contexte de confrontation Est-Ouest. C'est pour cela que le conflit demeure, bien que la guerre froide ait cessé et que l'Union soviétique n'existe plus.

Ricardo Alarcón

Ministre des Affaires étrangères de Cuba — 1992

Julio Larramendi

*Journaliste à Prensa Latina,
Présentateur de télévision et
commentateur de politique
internationale à Radio Rebelde*



JE CONSIDÈRE que le blocus, dans un sens général, constitue une guerre économique contre Cuba. Une guerre qui a des antécédents. Dans la politique des États-Unis envers l'Amérique latine. Ce n'est pas la première fois qu'ils nous appliquent un blocus. Lors de la guerre contre l'Espagne, les États-Unis sont intervenus et ont appliqué un blocus terrible. Mes arrière-grands-parents viennent de Santiago, là où le blocus fut appliqué avec le plus de rigueur. Ils m'en racontaient les effets.

Le blocus actuel est une nouvelle guerre, ou plutôt un des aspects de la guerre que les États-Unis nous livrent. Cette guerre a donc plusieurs aspects. Par exemple, un de ces aspects est la saisie des fonds cubains, l'argent que Cuba avait entreposé dans les banques nord-américaines [avant la Révolution]. Cet argent fut gelé. Depuis, la justice états-unienne le distribue à chaque fois que quelqu'un porte plainte contre Cuba [pour « spoliation » par la Révolution] et pioche dans les réserves pour accorder des « indemnisations » énormes. Un autre aspect est l'impossibilité d'acheter des produits cruciaux à certains moments, lors d'épidémies, par exemple. Lors de la crise de la dengue, provoquée par des

moustiques, nous n'avons pas pu acheter des produits pour lutter contre et il a fallu chercher ailleurs.

L'objectif du blocus est de nous affamer. Lors de la période spéciale, que tu connais, l'explosion sociale que nous avons connue, vers 1992, fut provoquée par une crise économique très aiguë. C'était une période où il manquait de tout, nourriture, vêtements... Il y a même eu une émeute¹. Fidel Castro s'est rendu lui-même sur place et l'émeute s'est arrêtée car beaucoup s'étaient lancés dans cette action sans trop réfléchir. La manifestation s'est interrompue lorsque Fidel s'est présenté devant la foule. Et les gens, qui criaient « nous voulons à manger », se sont mis à crier « Fidel, Fidel... ».

Q : Ce n'est pas une légende ?

J'étais présent, avec une caméra. Les phénomènes de foules sont parfois imprévisibles. J'ai vu la manifestation se métamorphoser dès que Fidel est apparu au milieu de la foule, en plein milieu. Les gens qui exigeaient de la nourriture se sont mis à crier « Fidel, Fidel ». Fidel y est allé avec deux ou trois gardes du corps et quelques journalistes. J'étais sur un balcon en train de filmer la manifestation lorsque Fidel est apparu.

Mes parents et mes frères vivent aux États-Unis. Dans les années 1990, j'ai été invité. À l'aéroport, ma mère, en me voyant, a commencé à pleurer. Je n'ai pas compris tout de suite qu'elle pleurait à cause de mon aspect physique. J'avais terriblement maigri. Je vivais à l'époque avec une faim permanente. Je m'alimentais avec des œufs au plat et de l'eau.

J'avais été invité par des amis professeurs à l'université de Miami, où j'ai donné une conférence. On m'a demandé si j'étais habilité à parler. J'ai répondu que je n'avais pas besoin d'habilitation et que je parlais où et quand j'en avais envie. Bref, pendant la conférence, on m'a posé la question habituelle : « Et après Fidel ? »... Tout le monde attendait la chute « imminente ». J'ai répondu que personne ne pouvait remplacer Fidel, dont les qualités et la personnalité sont hors du

1. Précision : ce que les Cubains appellent une « émeute » serait plutôt qualifié chez nous « d'échauffourée ».

commun. Je t'ai raconté la scène de la manifestation. Les gens font confiance à Fidel. Je précise que je ne suis pas un fanatique de Fidel, je constate simplement.

Le blocus a été très bien pensé par les services des États-Unis. Son objectif est la liquidation de la Révolution. Et sans le processus révolutionnaire, ils auraient effectivement liquidé le pays. Je pense que Cuba a aussi profité en quelque sorte de la guerre froide. Si l'Union soviétique ne nous avait pas livré le pétrole que les États-Unis nous refusaient, la révolution se serait probablement effondrée. Cuba avait toujours été un pays dépendant des marchés extérieurs, un pays mono-producteur de sucre. Son économie avait toujours dépendu des achats de sucre par des pays tiers — d'abord l'Espagne puis, à partir de 1902, les États-Unis. À partir de 1959, ils ont été remplacés par les pays du camp soviétique — auquel je serai éternellement reconnaissant pour le rôle qu'ils ont joué. Certains prétendent que ces pays nous ont « subventionné ».

Le projet états-unien était de transformer Cuba en une « Las Vegas », en un pays de jeux. Cuba servait, du moins dans certains secteurs à La Havane, de sorte de « vitrine » pour le reste de l'Amérique latine. C'est à Cuba que sont apparues les premières télévisions en couleur en Amérique latine. C'est à Cuba que les voitures états-uniennes étaient « tropicalisées » pour le marché latino-américain.

Q : On entend parfois que le blocus n'est pas réel dans la mesure où on peut trouver du Coca-Cola sur l'île...

Du Coca-Cola mexicain... Le problème est qu'il faut satisfaire certains « goûts » des touristes, qui veulent boire du Coca-Cola. Il existe un produit local similaire, Tropicola, mais les touristes veulent du Coca-Cola... Écoute, le blocus ne se mesure pas aux nombres de bouteilles de Coca-Cola qu'on peut trouver sur l'île, il se mesure aux refus de vendre un médicament qui pourrait sauver une vie. Il se mesure à l'impossibilité de réparer un équipement, etc. À Cuba, il y a une usine qui fabrique du nickel. À la révolution, les Yankees ont emporté tous les plans. Il a fallu un travail acharné des ingénieurs cubains pour la redémarrer, sous la supervision du Che. Cette usine, à une époque, nous a en quelque sorte

« sauvé la vie », lorsque le cours du sucre était au plus bas et que le tourisme n'était encore que balbutiant. Elle nous a sauvés comme un gilet de sauvetage... C'est-à-dire que le gilet ne te sauve pas en réalité, il te maintient seulement à flot en attendant qu'on vienne te repêcher...

Q : Vos parents aux États-Unis, sont-ils fiers d'avoir un fils présentateur à la télévision cubaine ?

(Rire.) Ma famille était contre-révolutionnaire... ou plutôt... en fait oui, « contre-révolutionnaire »... Tous mes frères sont des « personnalités » dans leurs professions respectives... Ce sont des battants, des *winners* comme ils disent là-bas...

Q : Et vous êtes donc le loser de la famille.

Non, je ne dirais pas ça. L'histoire n'est pas linéaire. Il y a eu des périodes de tension entre nous. Je suis ce que je suis dans le contexte qui est le mien. De toute façon, même si une révolution échoue, ça ne veut pas dire qu'elle a tort. Dans ce sens, je ne me considère pas comme étant dans le tort, ni être un perdant.

Q : Comment se passe une journée de travail pour un journaliste cubain ? Un fonctionnaire arrive le matin et vous dit « voilà les sujets que vous devez traiter, et voici un discours de Fidel... » ?

Même si tu ne me crois pas, ce n'est pas ainsi que l'information est triée. Le tri s'effectue bien plus en amont. Elle s'effectue par ta disposition à appuyer le processus révolutionnaire. Nous avons des contradictions, et j'ai écrit des choses... Mais personne ne vient me dire ce que je dois ou ne dois pas écrire. Le tri s'effectue à partir de ma conscience, de mes connaissances... et de la vérité. Jamais je n'écirai contre mes principes, ni n'accepterai d'autocensure. J'interviens à 6 h 30 sur *Radio Rebelde*, dans une émission très écoutée. Même le directeur de la radio ne révise pas mon texte, que j'écris à l'avance. Il en prend connaissance au moment où j'interviens, pas avant. Parfois on me demande d'épargner Obama... que son projet de sécurité sociale n'est pas mauvais, ou de ne pas l'appeler « le président noir »... Je suis à la radio, alors les gens ne me voient pas... *[L'interviewé a la peau plus*

sombre qu'Obama... NdA] Les commentaires se limitent à ce genre de détails. Il m'arrive de dire que Lula n'a rien d'un révolutionnaire, qu'il fait partie d'une certaine gauche soutenue par le patronat brésilien, mais dans le même temps il a introduit dans la politique du continent une certaine dignité que j'apprécie. Tout le monde n'est pas d'accord, mais c'est comme ça. Au pire, il arrive qu'on nous impose un discours ou un article de Fidel et, comme tu le sais, ils sont généralement longs. Il faut donc en faire la synthèse et du coup ça occupe toute l'émission. Mais bon, c'est pas tous les jours et c'est Fidel, quand même.

En réalité, je pense que les journalistes nord-américains, dans l'exercice de leur profession, sont plus contrôlés que nous et quand j'en rencontre, je ne me prive pas de le leur dire. Je suis ami avec de nombreux dissidents, ou pour le moins en bons termes avec eux. Certains sont devenus dissidents simplement pour pouvoir quitter le pays avec une certaine « aura » dont ils bénéficient « là-bas ». En Espagne, des dissidents cubains ont protesté parce qu'ils trouvaient qu'on ne les traitait pas assez bien... Ils voulaient aller aux États-Unis où ils savaient qu'ils recevraient un traitement privilégié. En Espagne, ils étaient considérés comme de simples immigrants alors qu'aux États-Unis ils sont choyés.

Q : Vous avez donc des contacts avec des journalistes étasuniens ?
Oui.

Q : Que répondent-ils, par exemple, lorsque vous leur parlez de l'affaire des Cinq ? Comment expliquent-ils le silence de la presse US ?

Ils me répondent qu'ils ne peuvent pas écrire sur cette affaire, car ils attireraient l'attention sur eux... Personne n'a envie de perdre son emploi. De plus, les Cinq ne sont pas importants pour eux. Ils le sont pour nous, mais pas pour eux. Contrairement à ce qui a souvent été dit, les Cinq n'étaient pas des espions, parce qu'un espion est quelqu'un qui cherche des informations sur un pays. Eux, ils cherchaient des informations sur des groupes terroristes à Miami, afin de protéger Cuba.

Q : Vous êtes en train de dire qu'il existe des sujets que les journalistes US ne peuvent pas ou n'osent pas aborder ?

Aux États-Unis, la liberté d'expression est particulière. Tu peux insulter les Noirs, le président, tout ce que tu veux, mais tu ne peux pas remettre en cause la religion. Tu ne peux pas critiquer tout ce qui constitue l'essence de ce pays, l'essence du pouvoir, certaines choses sur la nature des partis politiques. Ces critiques sont tolérées et doivent être formulées « *extra-muros* », hors du système. À l'intérieur, certaines critiques sont tout simplement impossibles. Israël, autre exemple.

Q : J'ai dû voir, écouter ou lire des centaines de reportages sur Cuba. Très très peu mentionnent « l'embargo ». Aucun, et je dis bien aucun, n'explique en quoi consiste « l'embargo ». C'est très étrange. C'est comme si on prétendait faire un reportage sur l'Afrique du Sud sans jamais mentionner l'apartheid, ou un reportage sur Israël sans jamais parler de sionisme, des éléments tout à fait incontournables des histoires respectives de ces pays. Comment font-ils pour venir à Cuba et ignorer un élément aussi important de la réalité cubaine ? En tant que journaliste, vous n'avez pas envie de les étrangler ?

Oui, parfois... Je leur dis qu'ils sont des ignorants. La pensée, ou plutôt l'inertie de pensée, domine les grands médias. Quatre vingt-cinq pour cent des informations proviennent des médias du Nord, et ne répercutent que ce qu'ils ont envie de dire sur le Sud.

Q : Y a-t-il des correspondants permanents de grand médias présents à La Havane ?

Oui, beaucoup, quelque chose comme 120, de tous les médias.

Q : Il vous arrive de leur parler. Comment justifient-ils leur « non-information » sur le blocus ?

Récemment [*off the record*] qui est le correspondant ici de [*off the record*], qui est plutôt honnête, m'a dit qu'il y avait des choses qu'il ne pouvait pas écrire, car il ne serait pas publié. Il tient un blog personnel où il aborde avec assez de sérieux les problèmes de l'île. Ce qu'il écrit sur son blog, il ne peut pas l'écrire dans le journal pour lequel il travaille.

Q : Ils sont donc tous conscients de jouer à un jeu de mensonge par omission ?

Un fonctionnaire de [*une représentation diplomatique qu'on me demande de ne pas préciser – NdA*] m'a dit un jour la chose suivante. C'était un passionné de musique. Alors un jour, au cours d'une réception, je lui présente un musicien. Le fonctionnaire dit : « Organisons une rencontre, juste pour parler de musique, pas de politique. » On a mangé, bu. Je lui ai demandé quelles étaient ses opinions politiques et il m'a répondu qu'en tant que fonctionnaire, il n'était pas autorisé à révéler ses penchants politiques. Et moi : « Oui, mais on est entre nous... » Il me le dit. Alors je lui dis : « Vous êtes donc un progressiste... » Il me répond : « Oui, en théorie, mais il y a des limites. » Et il ajoute : « Je constate qu'il y a des éléments positifs à Cuba, l'éducation, la santé publique... Mais je vous le dis à vous, parce que si je disais ça [dans mon pays ou au ministère], on me répondrait que je suis en train de me laisser influencer par la propagande communiste. J'ai mon opinion et mes critères, mais je ne peux pas les exprimer publiquement. »

Carnet de bord

SUR LA PLACE centrale de Santa Clara, quelques jeunes étudiants m'accostent pour engager la conversation. Ils m'offrent des cigarettes locales (des *Populares*) qui m'arrachent la gorge. Je leur offre les miennes qu'ils trouvent *cools*. La conversation roule sur la vie là-bas, la vie ici, les études.

Quelques policiers sont présents à l'autre bout de la place. Les jeunes les regardent avec défiance. Je leur demande s'il y a un problème. L'un d'entre eux me répond, en faisant semblant de cracher par terre, qu'ils n'aiment pas la police. Je m'étonne, car je trouve la police cubaine aussi « cool » que mes cigarettes. « Non, non. Ils nous persécutent. Ils nous torturent parfois. » Ah ? Racontez. « Eh bien, par exemple, il y a quelques temps, on a été au dancing. On avait pas mal bu. À la sortie, une bagarre a éclaté. Ils sont arrivés et nous ont jetés à l'arrière de leur camionnette et nous ont emmenés au poste. » Ils vous ont relâchés ? « Oui, bien-sûr, au matin. » Et ? « Ils ne nous ont même pas donné à manger. ». Et ? « C'est de la torture, ça, non ? »

J'en tousse la fumée de la *Popular* en disant que cette cigarette me paraît être la chose la plus violente que j'ai pu croiser à Cuba.

Je me lance dans une longue mise au point (qui s'impose). Signe encourageant, ils sont attentifs.

*« Oui, il y a pas mal de connards à Cuba, comme partout.
Mais la différence à Cuba, c'est qu'ils ne sont pas au pouvoir. »*

José

Victor Casau

*Poète, cinéaste, directeur du
centre culturel Pablo de la
Torriente Brau, La Havane.*



POUR CHAQUE Cubain, le blocus présente plusieurs problèmes. D'abord parce qu'il n'a que trop duré, c'est la première chose à dire. Pour ce qui concerne le Cubain moyen, le Cubain de la rue comme on dit, cette épée de Damoclès est un résidu de la préhistoire. Ces dernières années, et pas seulement à Cuba mais y compris au niveau mondial, beaucoup de choses ont changé, résultant de processus historiques qui seraient longs à aborder ici. Incroyablement, le blocus n'a pas été affecté par ce changement planétaire. Il n'y a pas de logique entre ce blocus qui dure depuis 50 ans et la politique des États-Unis. Je veux dire par là que les États-Unis entretiennent des relations avec des pays qui furent autrefois des ennemis, parfois des ennemis virulents, et aujourd'hui entretiennent des relations plus ou moins normalisées. Pour Cuba, cela n'a pas été le cas. Nous parlons d'une mesure préhistorique qui perdure. Rien ne justifie une mesure aussi brutale, aussi agressive, qui porte atteinte à la dignité d'un pays.

Ceci s'illustre par la condamnation chaque année, comme un rituel, du blocus par l'Assemblée générale des Nations unies, condamnation votée chaque année par la quasi-totalité des pays membres de l'organisation — un vote qui reste sans

effets. Les seuls pays à soutenir le blocus sont les États-Unis, Israël, son allié indéfectible, et deux ou trois petits pays qui sont plutôt des protectorats des États-Unis. Il ne reste donc plus aucun soutien au blocus. Ce qui ne fait que souligner encore plus son côté archaïque.

Au-delà de ces considérations générales, les effets du blocus se ressentent dans la vie quotidienne de chaque Cubain. Plus de 50 ans de blocus signifient quatre ou cinq générations de Cubains qui en ont souffert et qui en souffrent. C'est probablement un cas unique dans l'histoire et son absurdité est encore plus criante si on se limite à l'histoire moderne.

En ce qui concerne les gens ordinaires, que dire ? Le blocus est en place depuis tellement d'années que les Cubains se sont en quelque sorte adaptés à la cohabitation et ont développé une habitude de lutte contre le blocus, dans tous les domaines. Cette lutte s'exprime par des initiatives propres mais aussi par la solidarité de nos amis. Le simple fait de pouvoir en parler et de partager, ne serait-ce que pour clarifier les choses, est important parce que nous vivons avec et finissons par l'intégrer dans notre quotidien, notre environnement. Notamment dans des lieux où le poids de la propagande et du mensonge se font le plus sentir. Où tout est fait pour ne pas en parler, ou pour minimiser son importance et même pour dire qu'il s'agit d'une invention du gouvernement cubain pour justifier une certaine attitude envers les États-Unis. Pour les gens qui vivent à Cuba, c'est absurde. Cela devrait être le cas pour tout le monde. Mais l'absurdité du blocus ne semble pas atteindre le cerveau des multinationales de l'information.

À mes yeux, l'aspect le plus terrible du blocus, même si je peux témoigner de ses effets sur le secteur qui est le mien, celui de la culture, est celui qui prétend toucher à la santé, notamment des enfants. En clair, il y a des enfants atteints de maladies ou d'infirmités qui pourraient être soignés ou soulagés avec certains médicaments ou matériels — et que le gouvernement est disposé à offrir — qui nous sont interdits.

Un aspect important du blocus est qu'il ne s'agit pas uniquement d'un problème de relations entre deux États, comme beaucoup le croient. Depuis des années, les États-Unis

ont pris des initiatives visant à « internationaliser » le blocus. On ne parle donc pas seulement d'entreprises US qui ne peuvent nous vendre telle ou telle chose, mais d'une stratégie visant à imposer ces mesures au monde entier par une prétendue « extraterritorialité » des lois US. Ce qui signifie que même des entreprises françaises, par exemple, rencontreront des difficultés pour commercer avec nous et seront menacées. Il suffit par exemple qu'un appareil comporte une seule pièce US pour que sa vente soit interdite à Cuba. De même qu'aucun article comportant le moindre élément cubain, sucre ou nickel, ne peut être vendu aux États-Unis¹.

En ce qui concerne mon expérience personnelle du blocus, je pourrais parler de deux choses. En tant que responsable d'un centre culturel, j'attache une grande importance à la mémoire, aux relations humaines. La culture cubaine, y compris avant la Révolution, a toujours eu une vocation à échanger avec l'extérieur. Avec la Révolution, cette vocation fut encouragée par les autorités et les institutions du pays. Avec mon centre, nous voulions organiser une rencontre entre graphistes cubains et nord-américains. Il s'agissait de graphisme, sans aucune connotation politique. Il ne s'agissait même pas d'une activité de solidarité. Les États-Unis nous ont refusé le visa. Moi j'ai reçu une notification de refus que je vais garder toute ma vie et que je léguerais à mes petits-enfants. Le papier disait que le refus était motivé par un « danger posé à la sécurité nationale des États-Unis ». Ça pourrait prêter à rire, et d'ailleurs ça me fait rire, mais il ne faut pas perdre de vue la violence d'une telle accusation.

Je voudrais en profiter pour démolir un autre mythe. L'interdiction d'échanges et de rencontres, notamment avec les États-Unis, ne sont pas le fait des autorités cubaines, mais bien des autorités US. Un mythe qui est né je ne sais où et qui s'est répandu partout dans le monde. Un mythe qui avait peut-être un fond de vérité il y a plusieurs décennies,

1. L'auteur peut témoigner que la société Péchiney qui fabrique des barres d'aluminium doit fournir avec chaque barre un épais dossier de suivi et de traçabilité pour prouver que la barre ne contient aucune trace de nickel cubain.

à une certaine époque de nos relations, mais qui n'a aucun fondement depuis longtemps déjà. C'est quelque chose qu'on entend souvent, qu'on nous renvoie souvent. Et à chaque fois nous devons expliquer la situation. Au contraire, les autorités cubaines, et particulièrement le ministère de la Culture dont je dépends, encouragent ces échanges. Depuis la fin de la présidence Bush, il faut reconnaître que la situation s'est un peu améliorée. On a même vu Silvio (Rodriguez) donner un concert au *Carnegie Hall* à New York et certains groupes nord-américains ont pu venir ici. En fait, on est simplement revenu à la situation qui prévalait avant Bush.

Cela dit, un autre mythe est que le blocus a été assoupli par Obama. Le blocus est toujours intact. Il y a évidemment un intérêt pour les grands médias et le gouvernement états-unien de faire croire qu'ils ont fait ce qu'ils avaient à faire, et que la balle serait dans le camp cubain. Si le monde était juste, le blocus n'existerait pas. Le blocus est un acte illégal et ne vise pas un gouvernement mais un peuple tout entier. Pour toutes ces raisons, la levée du blocus ne dépend d'aucun « geste » de la part de Cuba. Il s'agit d'une injustice historique, ce qui suffit pour exiger sa levée.

Il y a quelques temps, Silvio Rodriguez était interviewé sur ce thème et il a dit quelque chose de très important. Il a dit: « J'aimerais que le blocus soit levé de mon vivant, d'abord à cause de l'injustice qu'il représente, ensuite pour permettre aux Cubains de prouver de quoi ils sont capables. » C'est-à-dire que notre conscience pourra s'exprimer dans toute sa plénitude lorsque le blocus sera levé — et j'espère qu'il le sera dans un avenir proche.

Le plus dramatique, ce ne sont pas les mensonges sur le blocus véhiculés par nos ennemis et les grands médias, mais la position de certains de nos amis qui se laissent influencer par ces campagnes de propagande. Nous ne demandons qu'à discuter, et nous sommes prêts à discuter de tout, y compris de nos propres problèmes et défauts, en toute transparence. Encore faut-il en avoir l'occasion car nous avons du mal à faire entendre notre voix.

Un des grands enseignements de toute cette histoire,

c'est que Cuba a démontré qu'on pouvait survivre sans les États-Unis... Malgré toutes les difficultés, malgré le blocus lui-même, Cuba a montré un exemple qui a influencé de nombreux mouvements en Amérique latine, et tous les changements auxquels on assiste — et je le dis avec une pointe d'orgueil — c'est aussi grâce à Cuba. Oui, on peut dire que nous pouvons être fiers d'avoir démontré, à l'Amérique latine mais ailleurs aussi, qu'un petit pays pouvait résister.

Q : Diriez-vous que l'objectif principal du blocus a été un échec ?

Je dirais qu'un des objectifs du blocus, celui de faire souffrir et plier une population entière, de la pousser à la révolte contre un gouvernement qui serait tenu responsable des difficultés, a échoué. C'était un objectif annoncé dès le début de la Révolution dans des documents internes du département d'État des États-Unis et qui ont été déclassifiés il y a quelques années. Effectivement, cet objectif-là a totalement échoué.

Carnet de bord

IL NE FAIT toujours pas bon de se balader en plein après-midi sous ce soleil. Un guichet à l'entrée, fait de planches et de la taille d'un kiosque à journaux, est équipé d'une vieille balance et de quelques pages de journaux apparemment destinées à emballer les produits. La moitié du terrain est couverte de rangées de salades si denses et d'un vert si éclatant qu'on aurait presque envie de se coucher dessus. L'autre moitié est occupée par des rangées de plantes que je ne reconnais pas, ayant vaguement l'aspect de pieds de vigne. Ici et là, quelques tournesols se dressent. Un peu partout, de longues tiges souples sont plantés au sol. À certaines sont accrochés des morceaux de plastique qui flottent au vent au bout d'une ficelle ; à d'autres, des cannettes de soda usagées qui tintinnabulent légèrement en s'entrechoquant. C'est d'ailleurs à peu près le seul bruit qu'on entend. Le silence qui règne, accentué et peut-être même provoqué par la chaleur écrasante, est délicieux.

Au fond du jardin, quelques chèvres à l'ombre nous observent depuis leur enclos (leur présence n'est pas fortuite). À côté, une petite bâtisse peinte dans une couleur indéterminée — qui oscille entre bleu et mauve — affiche une inscription en jaune : « Offrir la qualité, c'est respecter le peuple. » Je me dis que ça a une autre gueule que « le client est roi ».

*Ce n'est pas nous qui aidons Cuba mais Cuba qui nous aide. À
comprendre, à rêver, à espérer, à tout ce que vous voulez.*

Nous, nous ne sommes que solidaires.

Viktor Dedaj

Jardin Organopónico



ENTOURÉ d'immeubles d'habitation, genre cité HLM, la petite ferme agricole fait figure d'intrus, ou petit village gaulois qui résiste à l'urbanisation. Sauf que dans le cas présent, c'est un peu le contraire. Le « jardin dans la ville » fait partie d'une nouvelle politique agricole qui s'étend dans tout le pays. L'intégration de ces jardins « bios » de proximité présente plusieurs avantages. Le premier est la suppression du transport et des lieux de stockage/conserverie (tous les deux coûteux). Le deuxième, résultat direct du premier, est la fraîcheur naturelle des produits. Les fruits et légumes ne sont cueillis qu'au fur et à mesure qu'ils sont achetés. D'ailleurs, une voiture s'arrête. Le chauffeur descend et se présente au petit guichet à l'entrée et commande plusieurs salades qui sont aussitôt coupées. Je demande au chauffeur s'il compte aller loin avec ses salades (il fait très chaud). Il me désigne un immeuble à quelques centaines de mètres. « C'est là que j'habite. Ma femme m'a demandé de ramener des salades ». Certains de ces jardins sont même installés littéralement au sommet d'immeubles, là où il y a de la place. Le troisième avantage, et non des moindres, est celui d'avoir provoqué une « révolution alimentaire » chez les Cubains qui jusque-là

étaient peu enclins à consommer des fruits et légumes frais (même en période de pénurie...). Soumis à une stricte réglementation qui interdit engrais et pesticides, ces jardins urbains constituent une véritable révolution agricole et un cas unique au monde.

Le responsable du jardin [j'ai perdu son nom dans mes papiers...] nous fait faire la visite. En passant devant les rangées, il explique de quoi il s'agit et j'avoue que je ne reconnais pratiquement rien. Je capte quand même au passage « salades ». (*Ah, il me semblait bien.*) Ici, l'équilibre et la cohabitation entre différentes plantes est tout un art. Comme je ne suis pas ingénieur agricole, encore moins paysan, je vous la fais courte : certaines plantes font fuir les parasites et bestioles qui bouffent d'autres plantes, ou attirent les prédateurs de ces bestioles, et vice-versa. Au bout de chaque rangée, d'autres plantes montent la garde. Leur présence s'explique : ils servent à détourner l'attention et la rapacité des bestioles. Tel pied de maïs attirera des bestioles qui s'en donneront à cœur joie en oubliant les salades. Je constate d'ailleurs que les quelques pieds de maïs ont effectivement mauvaise mine alors que les salades sont resplendissantes. L'alternance des rangées de cultures sert aussi à limiter les contaminations en cas de maladies.



Je pose quand même la question des pesticides — « en complément, et pour les cas difficiles... ». La réponse est claire, nette et précise : c'est totalement interdit. La loi l'interdit. Le jardin et ses produits sont d'ailleurs régulièrement contrôlés par des organismes chargés de veiller à la qualité alimentaire. Mais une précision tout de même : « Votre question est forcément hypothétique car je ne connais aucun cas où je serais tenté de le faire, même si je pouvais ». Des engrais, alors, pour un meilleur rendement ? La réponse est la même. « Les engrais chimiques sont interdits aussi. » Pas d'engrais alors ? « Si, venez voir. » Il m'entraîne au fond du jardin, près des chèvres. Plusieurs citernes de la taille d'un réfrigérateur moyen sont alignées. Il en ouvre une et une odeur douceâtre s'en dégage. On dirait de la terre. « C'est un compost, un mélange de terre et de crottes de chèvres auquel nous ajoutons un certain type de vers de terre — les vers sont élevés dans une autre citerne. Au bout de quelques semaines, on obtient un engrais de grande qualité. » Dans le cas des salades, et selon la variété, le rendement est d'environ deux kilogrammes par mètre carré.



Ici, dans ce jardin [coopératif] de proximité de deux hectares, on cultive principalement de la salade (*il me semblait bien...*), des tomates et des fruits. Il existe des jardins plus grands installés à l'extérieur des villes. Là-bas, on cultive d'autres fruits et légumes, moins sensibles au transport.

Est-ce que ces produits sont plus chers ? Le jardin fournit des crèches et des hôpitaux et assure aussi une vente aux particuliers et à quelques points de vente à La Havane. Nos prix sont plus bas que ceux des marchés libres paysans. Un petit pourcentage des ventes est reversé à l'État. Les travailleurs sont salariés. Cinquante pour cent des bénéfices sont consacrés au développement du jardin. L'autre moitié est partagée à parts égales entre les travailleurs. Nous sommes actuellement sept à travailler ici.

Je demande s'il s'agit d'un jardin « expérimental ». De tels projets ont vu le jour en 1994 et ont été peu à peu généralisés. Depuis, de nombreux terrains qui étaient en friche ont été transformés. La formation des exploitants est assurée par plusieurs organismes d'État spécialisés dans différents domaines (animal, végétal...) qui offrent aussi des services d'aide et d'assistance en période de démarrage. Parallèlement, des ingénieurs agronomes sont chargés des inspections et fournissent des conseils en cas de problème. Tout est gratuit, enfin presque : nous leur versons 8 pesos par an¹, ce qui n'est rien pour nous, surtout comparé aux services qu'ils nous rendent.



1. L'équivalent approximatif d'une journée de travail d'un ouvrier.

Nous bénéficions aussi de services vétérinaires gratuits. Ce dernier point est important car il faut veiller strictement à la santé des animaux car ils sont à la base de notre engrais. Ces services surveillent la santé des animaux, et même leurs conditions de vie, et la qualité des engrais organiques. Certaines maladies sont transmissibles *via* la consommation des produits et il faut donc surveiller tout ça de près. D'autant plus qu'à cause du blocus, nous n'avons pas accès aux vaccins nécessaires.

Je reconnais le discours, déjà entendu notamment dans le documentaire « How Cuba survived Peak Oil »¹. L'agriculture organique a d'abord été un choix pour faire face au blocus, surtout lorsque toutes nos relations commerciales ont disparu avec le démantèlement du camp soviétique². En l'absence de pesticides ou d'engrais, nous n'avions pas vraiment le choix. Ce ne fut donc pas à l'origine un choix idéologique... Mais avec l'expérience, nous nous sommes rendu compte de tous les avantages.

La reconversion n'a pas été facile, car avec la Révolution, les campagnes ont été désertées parce que les paysans envoyaient leurs enfants à l'université pour devenir ingénieurs, médecins, etc. De la terre, il y en avait, mais personne pour la travailler³... Moi-même, j'étais ingénieur en mécanique navale. Puis j'ai décidé de me reconvertir et j'ai suivi une formation dispensée par l'État, et me voici. Vous savez, nous vivons sur une île régulièrement balayée par les cyclones, alors nous connaissons la force de la Nature. Il vaut mieux s'en faire une amie qu'une ennemie. On nous pose souvent la question des rendements. Le fait est que les rendements sont meilleurs qu'à l'époque « chimique » et « industrielle ». Sans parler de la qualité, qui n'a rien de comparable. Avec ou sans le blocus, nous n'avons aucune raison de revenir en arrière.

1. Comment Cuba a survécu au pic pétrolier VOSTF : https://www.youtube.com/watch?v=KEF19NV_3SE.

2. Vers 1989.

3. Contrairement à la majorité de l'Amérique latine, Cuba a un taux d'urbanisation similaire à un pays occidental.

Carnet de bord

ERNESTO, je le connais depuis vingt ans. Dernier d'une fratrie de huit, le voilà devenu un grand gaillard. Il parle toujours posément, toujours avec son air mi-doux, mi-rêveur. Il me raconte sa vie, ses amours. Il me demande des nouvelles de « là-bas ».

Sans interrompre la conversation, il prend ma tension. Il faut s'y habituer, car c'est très cubain. T'es là à papoter, ou en plein milieu d'une partie de dominos, et soudain tu te retrouves avec un machin qui ressemble à une bouée pour enfant autour du biceps et qui se dégonfle avec un léger chuintement. Le truc, c'est de faire comme si de rien n'était.

Pour des raisons de sécurité relatives à son poste actuel, il me demande de ne pas prendre d'images et de ne pas mentionner son nom. Je décide de lui donner un prénom qui ne lui déplairait probablement pas.

On entend souvent dire qu'il s'agit d'un « embargo », pas d'un « blocus ». Mais de par l'extraterritorialité des mesures imposées par les États-Unis, il s'agit de beaucoup plus qu'un embargo, même si ce n'est pas tout à fait un blocus. Si le terme blocus paraît une exagération, celui d'embargo est carrément un mensonge. Le terme le plus approprié pour définir cette chose me paraît être « une tentative de blocus ». Or, en droit international, un blocus est un crime humanitaire. Une tentative de blocus est donc une tentative de crime humanitaire. Alors, prétendre qu'il n'y a pas de crime sous prétexte que Cuba est toujours debout, c'est comme dire qu'une tentative de meurtre n'est pas un crime sous prétexte que la victime respire encore...

Viktor Dedaj

« Ernesto »
(prénom d'emprunt)
Médecin, internationaliste



J'AI TRAVAILLÉ en Haïti, au Botswana et en Namibie. J'ai passé deux ans en Namibie, dans un village loin de tout. C'est une habitude pour les médecins cubains de travailler dans des zones reculées, difficiles d'accès, là où on ne trouve ni touristes ni médecins locaux. Généralement, la première question qu'on se pose en arrivant est « mais qu'est-ce que je fais ici ? » On voit des bestioles qu'on n'a pas l'habitude de voir à Cuba. Là-bas, les scorpions et les serpents ne plaisantent pas.

J'ai été deux fois en Afrique. La première fois au Botswana. Sur le plan économique, le pays jouit de revenus plus importants que Cuba. On y trouve des mines de diamants. La première chose qui m'a frappé en arrivant au Botswana, c'est que les médecins formés dans le pays s'en vont. Ils partent pour l'Australie, l'Europe ou les États-Unis. Le gouvernement se retrouve dans la position de devoir faire appel à des médecins étrangers, chinois, tchèques, russes, hollandais, pour travailler dans les grands hôpitaux, c'est-à-dire dire les hôpitaux situés dans les capitales.

Là-bas, les médecins cubains n'interviennent pas dans les zones rurales, car celles-ci sont hostiles et dangereuses, désertes. Ils ont donc un système de cliniques qui envoient

les patients vers les grands hôpitaux. Le taux de personnes atteintes du sida y est très élevé. Je te parle de 40 % de la population ou plus, touchée par le sida. Certaines enquêtes disent que c'est là-bas que le virus est apparu pour la première fois. Des variantes très agressives du virus y circulent. Le pays connaît donc beaucoup de pertes, en termes de vies humaines. La population est d'environ 1,5 million. Imagine un pays avec une telle population dont 40 %, ou plus, est atteinte du sida.

Le besoin d'importer des médecins étrangers est donc la première chose qui m'a frappé. La deuxième est la manière brutale avec laquelle cette maladie affecte le pays. Une population, des familles sont décimées par la maladie. Nous y avons trouvé des maladies qui n'avaient rien à voir avec celles que nous connaissions par ailleurs. Personnellement, je n'avais jamais vu auparavant un malade du sida, ni un tuberculeux. À Cuba, les malades du sida sont pris en charge par des services de soins spécialisés. Au Botswana, nous étions face à une situation très particulière, très dure, avec toutes les complications qu'entraîne cette maladie. Beaucoup de décès d'enfants aussi. Beaucoup meurent avant l'âge de cinq ans. De nombreuses campagnes d'information, de prise de conscience sont menées car dans certaines régions rurales, le sida n'est toujours pas considéré comme une maladie mais comme une malédiction, un mauvais sort, que sais-je. On assiste donc au phénomène où un malade, avant de consulter un médecin, ira voir un guérisseur qui lui donnera des indications erronées. Il y a aussi le mythe parmi la population qu'un malade peut être guéri s'il a des relations sexuelles avec un mineur. Ce qui entraîne une explosion du nombre de viols et de contaminations chez les mineurs. Nous n'étions vraiment pas préparés à une telle situation.

Ensuite, je me suis retrouvé en Namibie. La situation là-bas est similaire, c'est un pays frontalier avec le Botswana. En Namibie, treize groupes ethniques et langues ou dialectes se côtoient. La Namibie est un pays très vaste. Je travaillais dans l'extrême nord du pays, là où la différence entre la ville et la campagne est criante... J'étais dans une région très isolée, une région de savanes, où la population est extrêmement

pauvre. Les médecins du pays ne vont pas dans ce genre d'endroit. Nous, oui.

Les malades devaient parfois marcher pendant trois jours pour se rendre à l'hôpital. Le résultat est que le malade, en plus de sa maladie initiale, arrivait dans un état de fatigue et de déshydratation avancées pour avoir marché si longtemps. Un exemple parmi beaucoup : j'ai eu un patient qui avait été blessé par la corne d'une vache. En arrivant à l'hôpital, après deux, trois jours de marche, et diverses infections, la blessure avait changé de nature. En plus de son traumatisme, il est arrivé épuisé. Il a fallu donc déployer beaucoup plus de moyens pour le soigner et tenter de le remettre sur pied. Sa chance fut que Cuba envoie des médecins là-bas.

On ne peut pas régler tous les problèmes, mais on en règle quelques-uns, malgré tout, un petit pourcentage.

Puis tu vois arriver des malades avec des trucs que tu n'avais jamais vus, avec une piqûre de scorpion, par exemple. Un scorpion africain, c'est autre chose qu'un scorpion cubain. Dans de tels cas, il faut des soins intensifs pour sauver le patient. Beaucoup arrivent après une morsure de serpent. En fait, tous les serpents ne mordent pas, certains crachent leur venin dans les yeux. L'habitude là-bas est d'apporter le serpent pour que le médecin puisse l'identifier et administrer l'antivenin approprié. Personnellement, et par chance, aucun de mes patients n'a succombé à une piqûre de scorpion ou une morsure de serpent.

Je précise que ce que j'appelle hôpital était un établissement de vingt lits, où il n'y avait qu'un seul médecin, de garde 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, qui vit à l'intérieur de l'hôpital et qui mange la nourriture de l'hôpital. S'habituer à leur régime alimentaire n'est pas facile, ils mangent beaucoup d'aliments à base de farine blanche. Mais bon, après un certain temps, ton corps s'adapte.

À un moment donné, ils finissent par t'accepter. Certains pensent que Cuba se trouve de l'autre côté de la frontière. Il faut leur expliquer que tu es venu en avion après plus de vingt heures de vol. Ce n'est pas évident pour eux.

Je me suis retrouvé dans un endroit où la majorité des

patients avaient plus de 50 ans. La chose que j'ai remarqué est qu'ils ne me regardaient pas dans les yeux. La Namibie a été occupée par l'Afrique du Sud et à l'époque un Noir n'avait pas le droit de regarder un Blanc dans les yeux. Lorsqu'un Noir se présentait devant la porte d'un hôpital, on lui posait un bandeau sur les yeux pour pouvoir entrer et recevoir des soins et on lui enlevait le bandeau à la sortie. Du coup, on y rencontre des personnes qui ne te regardent jamais dans les yeux, jamais. Et si tu essaies de les toucher, pour les ausculter, tu réalises qu'ils ont peur. Ils ont un geste de recul, comme si tu allais les frapper. Tu dois leur expliquer que tu dois les toucher pour pouvoir les examiner... Tu réalises qu'ils n'ont pas l'habitude qu'un médecin les touche. En plus, nous ne parlions pas la même langue. Je leur parlais en anglais et une infirmière servait d'interprète. Mais parfois l'infirmière ne parlait pas la langue du patient alors il fallait trouver quelqu'un d'autre... pour leur expliquer qu'ils pouvaient me regarder dans les yeux, que je devais les toucher, les palper, qu'ils devaient ouvrir la bouche, etc... De plus, ils sont obligés d'aller voir quelqu'un dont ils ont peur... Tu te rends compte à quel point leurs vies ont dû être terribles.

Les enfants pleuraient quand ils me voyaient pour la première fois. Après deux ou trois rencontres, ça allait mieux, on devenait amis et ils me demandaient des bonbons.

Parfois ils t'invitent à manger chez eux. Personne n'accepte, à part les Cubains. Quand on nous invite, on y va. Ils vivent dans des cabanes rustiques, ils te préparent un plat à base de farine, avec de la viande de poulet et du fromage. C'est très bon. Il fallait s'habituer à manger sans couverts, à plonger la main dans le plat avec toutes les autres mains qui plongeaient dedans. C'était touchant de voir à quel point ils étaient reconnaissants que quelqu'un accepte leur invitation, de te recevoir chez eux, de partager un repas.

J'ai travaillé ailleurs aussi. Les Cubains sont naturellement très sociaux et souvent lorsqu'on arrive quelque part, un autre Cubain est déjà passé par là. Ils aiment être soignés par un Cubain, vraiment. Quand ils reconnaissent d'où tu viens, c'est une expérience exceptionnelle.

La situation de la santé en Namibie est très complexe. J'ai vu des gens mourir de la rage. Je devais parfois soigner mes propres infirmières atteintes de tuberculose. On y trouve des maladies qui sont pour ainsi dire éradiquées partout ailleurs. Choléra, sida, tuberculose — dont une variante très résistante. Parfois plusieurs de ces maladies en même temps... Il faut donc un bon entraînement pour soigner de tels cas, parce que leur souffrance est immense et les lésions graves dans les organes sont courantes. Il faut bien savoir doser et choisir le traitement pour ne pas aggraver une maladie tout en tentant d'en guérir une autre. Ce sont des cas compliqués. Chez les enfants on trouve toutes les formes de diarrhées et de problèmes respiratoires possibles. Mais ce sont des expériences où l'on apprend beaucoup et où on se sent utile.

Mon expérience la plus difficile ? Voir une gamine mourir de la rage. La plus agréable ? Réaliser des accouchements. J'étais dans une zone où il fallait tout faire soi-même. Je ne connaissais rien en orthopédie mais il m'a fallu apprendre à poser une broche. Un gamin avec une perforation à l'abdomen qu'il a fallu préparer avant de l'envoyer chez un autre Cubain, un chirurgien, que je connaissais, et qui se trouvait à deux cents kilomètres de là. Une fois, j'ai eu tout un groupe, victimes d'un accident de la route. Le chauffeur, un jeune homme, était le plus atteint. Il avait été touché à la nuque et était paralysé des bras et des jambes et souffrait d'insuffisance respiratoire. Il a fallu bricoler un système de tubes pour lui permettre de respirer, puis trouver une ambulance qui n'avait plus de batterie alors il a fallu la pousser pour la faire démarrer et rouler environ 200 km jusqu'à un autre centre de soins mieux équipé. De là, ils l'ont envoyé en Afrique du Sud pour être opéré. Plus tard, nous avons reçu une lettre de félicitations et de remerciements pour notre action. Ils n'étaient pas habitués à voir un tel engagement.

Q : Est-ce que toutes ces expériences t'ont changé ?

(Longue réflexion.) Ce sont des expériences qui, au-delà de l'attention médicale, t'obligent à une forte empathie avec les patients, à tenter de leur communiquer des sentiments... de

la sensibilité. C'est quelque-chose qu'ils ne reçoivent jamais. Tu leur poses la main sur l'épaule et ils ont un mouvement de recul. Ils ne reçoivent jamais de tendresse. Alors tu te comportes avec eux comme tu aimerais qu'on se comporte avec toi. C'est une école de la vie extraordinaire. Tous les jours, tu te souviens de ce que tu as vécu, de ce que tu as connu, de qui est mort, de qui tu as sauvé, et surtout de combien de personnes tu as pu aider. C'est ça qui te motive, c'est ça ta récompense...

Si le blocus n'existait pas ? Je pense que nous aurions un système de santé quasi parfait. Car malgré le blocus et les limitations de nos moyens, nous réussissons à faire ce que peu d'autres font, pour ne pas dire personne.

Carnet de bord

SOUVENIRS. Ça fait quelques minutes que Pedro observe mes allers-retours d'un regard attentif. Il faut dire que — phénomène rare — je me balade en short (vous ai-je déjà dit qu'il faisait chaud à Cuba ?). Certes, le spectacle que je lui offre doit valoir son pesant d'ananas, mais Pedro, chirurgien de son état, a aussi tendance à voir un sujet d'étude passionnant dans chaque bipède qui passe devant lui. Apparemment, ce sont mes jambes qui attirent son attention. Je commence déjà à regretter d'avoir raté ma dernière séance d'épilation (nan, j'déconne) lorsqu'il me demande soudain, sorti de nulle part : « Lorsque tu étais petit, tu n'as pas été vacciné dans la fesse gauche ? » Ouais, raconté comme ça, ça tombe un peu à plat. Alors il faut que je vous explique un truc : j'ai un problème à la jambe gauche, qui est légèrement plus courte et qui ne s'est pas développée comme l'autre. Toute mon enfance, et surtout adolescence, j'ai souffert de douleurs qui apparaissaient puis disparaissaient. J'ai consulté tout ce que j'ai pu. On me proposait de scier un bout de la jambe droite pour la mettre à niveau... De porter une attelle pour allonger la jambe gauche... À chaque fois, je répondais « non merci ». Devenu adulte, les douleurs ont disparu et j'ai appris à vivre avec cette différence. Retour au présent : effectivement, ma mère m'avait raconté que lors d'un séjour dans un camp de réfugiés, vers l'âge de deux ans, j'avais été vacciné et que « j'avais eu mal pendant plusieurs jours ». Après examen, le diagnostic est confirmé : le nerf sciatique avait été touché. Une petite intervention aurait suffi à l'époque mais maintenant il était trop tard, le nerf étant sclérosé. Dix ans de visites de

spécialistes pour rien, et voilà Pedro qui d'un seul coup d'œil comprend. Pas par magie, mais parce qu'il connaissait mon âge, mon passé, et les pratiques courantes de l'époque. Bref, il avait une *culture* du patient et de la médecine qui lui a permis d'analyser en quelques minutes la situation.

Depuis, je repense parfois, mais pas souvent, à ce (célèbre) chirurgien lyonnais qui voulait me couper un bout de la jambe droite. Quant à Pedro, je repense souvent à lui. Il n'a pas eu le temps de devenir célèbre car il est mort en 1998 dans un accident d'avion, lors d'un retour d'une mission humanitaire en Équateur. Tous les passagers étaient des médecins cubains. Il n'y a eu aucun survivant. Pedro m'avait dit un jour, en pleine « période spéciale »: « Tu sais, en ce moment, je gagne deux ananas par mois... Alors oui, parfois je rêve de partir. Mais quand je vois les enfants de ma rue, je suis fier d'être cubain. » Croyez-moi ou pas mais, en rédigeant ces lignes, j'ai l'impression de sentir sa main sur mon épaule.

Pour moi, un réactionnaire c'est quelqu'un qui sait que 10 000 enfants meurent de faim par jour et qui trouve que c'est dans l'ordre naturel des choses. Un conservateur, c'est quelqu'un qui sait que 10 000 enfants meurent de faim par jour et qui pense qu'on n'y peut rien. Un progressiste, c'est quelqu'un qui sait que 10 000 enfants meurent de faim par jour et qui trouve que c'est injuste. Un communiste, c'est quelqu'un qui sait que 10 000 enfants meurent de faim par jour et qui est prêt à faire pour eux ce qu'il ferait pour ses propres enfants.

Ibrahim

Paula Andrea
*Médecin colombienne,
formée à Cuba*



NOUS SOMMES arrivés à Cuba en 2002, avec 80 Colombiens et environ 900 élèves de toute l'Amérique latine, de quelques pays d'Afrique et même des États-Unis. Nous avons commencé nos études à Girón, à l'École de médecine cubaine, là où tous les Cubains commencent leurs études de médecine. Nous habitons dans quatre immeubles. Nous ne nous connaissions pas entre nous. Nous étions hébergés dans des dortoirs de quatorze lits. Il a fallu apprendre à se connaître. Comme le campus est très grand avec beaucoup d'espaces verts, nous étions tout le temps dehors.

Dès notre arrivée, on nous a administré des médicaments contre la malaria, qui n'existe pas à Cuba, contrairement à nos pays. C'est un médicament qui produit des effets adverses, comme les vertiges, la dépression, de fortes somnolences. C'était difficile car on venait tout juste de quitter nos familles pour un pays inconnu, avec des gens inconnus. Bon, ça n'a duré que trois jours.

Avant le commencement des cours, nous avons été soumis à des tests. Les classes étaient mélangées, avec des élèves de différents pays. Pour ceux qui ne parlaient pas espagnol, l'École les avait fait venir un an plus tôt pour apprendre la

langue. C'est-à-dire que ceux qui ne parlaient pas l'espagnol faisaient un an — ou six mois, cela dépend — de plus que nous, pour apprendre la langue.

Les six premiers mois constituent le cycle *pre-medico*, car toutes les écoles dont nous sortions n'avaient pas la même formation. Par exemple, les Paraguayens n'avaient jamais étudié la chimie. Il s'agit d'une phase destinée à mettre tout le monde au même niveau. Même lorsqu'ils venaient du même pays, les disparités étaient visibles. Un élève qui venait de La Paz, Bolivie, n'avait pas reçu la même formation académique qu'un autre Bolivien qui venait de la campagne et qui s'habillait en tenue traditionnelle.

Q : Tu avais déjà eu une formation en médecine ?

Non, je sortais du lycée. Quelques élèves avaient commencé des études en médecine dans leur pays mais avaient décidé de les abandonner pour recommencer à Cuba. Ils n'étaient pas la majorité.

Q : Comment ont-ils été sélectionnés ? Dans ton cas, comment les Colombiens ont-ils été sélectionnés ?

En Colombie, il existe un organisme qui s'appelle ICETEX, chargé de la distribution des bourses d'études. Cuba lui a confié la sélection. Il existe aussi une filière *via* quelques syndicats et partis. Au Venezuela, il existe également une organisation chargée de la sélection des candidats.

Q : As-tu eu la sensation que les bourses étaient distribuées selon des critères politiques ?

Quelques-unes, selon la filière. Mais il y avait aussi parmi nous des fils de militaires ou de paramilitaires (colombiens).

On a donc suivi les six mois de mise à niveau. C'était une période agréable, nous avions cours soit le matin, soit l'après-midi et beaucoup de temps libre.

Q : Ça ne donne pas une image d'études sérieuses...

Je parle des six premiers mois seulement, les mois de mise à niveau... Ce temps libre était important pour beaucoup d'élèves car beaucoup n'étaient jamais sortis de leur pays ou n'avaient jamais pris l'avion. Ça leur a donné le temps de faire connaissance avec le pays, de savoir où ils étaient. Plus tard,

après les grandes vacances, nous avons commencé la première année de médecine proprement dite.

Nous avons donc quitté Girón pour aller à l'ELAM¹. L'université est située assez loin de La Havane, dans une ancienne base navale. Elle est entourée d'eau avec une route qui la relie à l'île. Nous avions le droit de sortir les fins de semaine, sinon il fallait une autorisation — qui était toujours facile à obtenir. C'est là que nous avons passé nos deux premières années de médecine et étudié les « sciences basiques », c'est comme ça qu'ils les appellent, histologie², biochimie, anatomie... et histoire. On étudiait l'histoire de l'Amérique latine. On faisait aussi du sport. Après ces deux premières années, nous avons été répartis à travers toute l'île.

L'École est très grande. Il y avait 2 000 élèves. Nous vivions sur le campus dans des bâtiments de cinq étages, une cinquantaine d'élèves par étage. On n'avait besoin que de nos vêtements et un peu d'argent de poche parce que la bourse cubaine prenait tout en charge — les uniformes, les livres, les cahiers, les stylos, la nourriture et l'hébergement. On recevait même de l'argent de poche, 100 pesos cubains par mois³.

Q : C'est beaucoup, pour de l'argent de poche...

Oui, c'est beaucoup.

Les cours avaient à la fois un côté théorique et un côté pratique. On avait par exemple les classes d'anatomie dispensées par un professeur, et après on allait au laboratoire et on prenait des cerveaux, des muscles... tout ce qu'on venait de voir dans le cours théorique. C'était la même chose pour l'histologie, on avait chacun nos microscopes, et on alternait théorie et pratique. Les cours duraient toute la journée, de 8 heures à 16 heures, du lundi au vendredi.

1. Escuela Latinoamericana de Medicina.

2. Branche de la biologie et de la médecine qui étudie les tissus biologiques. Elle se situe au carrefour de la biologie cellulaire, de l'anatomie, de la biochimie et de la physiologie. Elle a pour but d'explorer la structure des organismes vivants, les rapports constitutifs et fonctionnels entre leurs éléments fonctionnels, ainsi que le renouvellement des tissus. Elle participe à l'exploration des processus pathologiques et de leurs effets (Wikipedia).

3. L'équivalent approximatif d'un salaire minimum.

À Cuba, comme le système de santé est bâti sur un modèle préventif, ils ont ce qu'ils appellent la MGI (médecine généraliste intégrale). C'est le médecin de famille. Nous l'étudions pendant toute notre carrière. Et c'est par ça que nous commençons les études. On apprend par exemple comment parler au patient, comment le toucher, comment éviter les mauvaises pratiques. Le matin on prenait les bus de l'université et on se rendait dans les cabinets médicaux MGI pour observer. Dans le même temps, on apprenait à faire tout ce que fait une infirmière. L'idée est que si on doit partir en mission, en Afrique par exemple, on n'aura pas toujours une infirmière à notre disposition et qu'il fallait savoir exécuter ces tâches. On apprenait donc à faire des injections, à passer des sondes, à prendre la température, à faire un pansement... C'était les deux premières années de MGI.

Q : On a l'impression que la relation médecin/patient est importante.

Oui. Les médecins (en Occident) ne touchent pratiquement pas leurs patients. Dès notre deuxième année de médecine, on parlait déjà avec les patients, on s'asseyait à la place du médecin qui restait à nos côtés, en expliquant toujours au patient qu'on était des étudiants. Évidemment, on ne prenait aucune décision.

Q : Cette approche est typiquement cubaine ou est-ce une école comme une autre ?

C'est typiquement cubain. Mes amis qui ont étudié la médecine en Espagne m'ont raconté qu'ils ne touchaient les patients qu'en dernière année, et même les derniers mois de la dernière année.

Q : Tu veux dire que l'objet de leurs études ne leur est présenté qu'à la fin de leurs études ?

Oui. Sinon, ce ne sont que des livres et des livres et des livres... et plus rien. Tu peux à la rigueur toucher un squelette, mais jamais le patient. Sinon, ce sont des livres, des livres, des livres, ou une cervelle dans un bocal. En Colombie, c'est un peu plus pratique, mais le contact avec le patient se déroule plus tard qu'à Cuba. À Cuba, tu es en contact avec le patient dès le début de tes études.

[Il me vient à l'esprit cette phrase entendue à Cuba : Tu sais ce que dit un intellectuel français ? Il dit « D'accord, en pratique ça marche, mais en théorie, ça donne quoi ? » – NdA].

Q : Tu exerces maintenant, depuis deux ans. Dans un hôpital privé, dans un cadre urbain...

C'est un public d'origine modeste.

Q : ... Je me sens obligé de poser cette question, parce que c'est la Colombie et parce que c'est Cuba. Est-ce que tu ressens de l'animosité chez les patients lorsqu'ils savent que tu as été formée à Cuba ? Est-ce qu'ils ont peur que tu leur « injectes le communisme » ? [Question non fortuite car il s'agit d'une légende souvent colportée par « certains milieux » en Amérique latine autour des médecins cubains – NdA]

Non, au contraire, Cuba a une excellente réputation au niveau de la médecine.

Q : Au Venezuela, les médecins locaux protestent contre la présence de médecins cubains, ils disent que ce ne sont pas de vrais médecins.

Au Venezuela, ce n'est pas pareil. Là-bas, il y a des missions.

Q : Ils sont jaloux ?

Pas jaloux, non... Les médecins cubains, tu peux les envoyer au fin fond du Sahara, dans le dernier bled au bout de la dernière route. Et ils y vont...

Q : Les anticastristes disent qu'ils sont obligés d'y aller.

Les anticastristes disent beaucoup de choses, et même plus. Je connais beaucoup de Vénézuéliens [qui ont fait leurs études de médecine à Cuba], et on ne leur a rien demandé ni imposé. Certains sont partis en mission en Bolivie, d'autres ont préféré rester au Venezuela. Je fais partie du bataillon 51...

Q : Bataillon ? Ça fait militaire...

Comme dit Fidel, nous sommes une armée, mais de blouses blanches. Le bataillon 51 est un groupe de médecins qui effectuent un service social au Venezuela.

Q : J'ai entendu dire qu'il existait un contrat, ou une clause morale, je ne sais pas comment l'appeler, avec l'École de médecine cubaine,

qui consiste à demander aux étudiants qu'ils s'engagent à exercer la médecine au moins pendant deux ans dans leur lieu d'origine.

C'est notre engagement. En échange de nos études, nous allons aider ceux qui en ont le plus besoin. C'est un engagement moral, on ne signe rien.

Q : Soyons précis, parce qu'on entend pas mal de choses ici. Les Cubains ne demandent rien en échange des études ? Peut-être que tu ne t'en souviens pas...

Je suis formelle. Je n'ai rien signé, on ne m'a rien demandé de signer. La seule chose, c'est le discours au début des études et pendant toutes les études, qu'à la fin des études, nous devions aller là où on avait le plus besoin de nous.

Q : Il paraît qu'en France, 50 % des élèves abandonnent leurs études en cours. Je crois que c'est 50 %, qui ne finissent même pas leur première année. As-tu constaté le même phénomène à Cuba ?

Très peu ont abandonné. Sur les 80 Colombiens que nous étions, je crois que 5 ont abandonné. Une a abandonné lorsqu'elle s'est rendue compte que son truc c'était la physique et pas la médecine. En termes d'abandons purs, je dirais qu'il y en a eu 5, au maximum.

Q : Comment se passe la sélection ?

En Colombie, on passe un bac général. Cuba prend en compte les notes obtenues. Un autre critère est ton origine sociale. La population colombienne est classée en « estratos »¹ — de 1 à 6 — qui désignent ton niveau social. C'est marqué en haut de la facture d'électricité, par exemple. La sélection est limitée aux populations appartenant aux « classes » 1, 2 ou 3, pas plus. Un autre critère est celui d'avoir terminé ses études dans un lycée public. En Colombie, la majorité des lycées sont privés. Il y a aussi le critère de l'âge : pas plus de 25 ans.

Q : Ces études durent combien de temps ?

Six ans et demi. En comptant la période de remise à niveau.

Q : Tous ceux qui sortent sont des généralistes ?

1. Strates, couches.

Oui. À la fin de ces études, ils demandent si on veut se spécialiser ou si on préfère rentrer. Comme partout, on devait faire un an ou un an et demi et le service social. Effectué à Cuba, le service social est d'un an et demi. Après ce service, on pouvait faire la spécialisation de notre choix. Moi-même je suis rentrée à Cali [Colombie] et j'ai dû attendre l'homologation de mes diplômes, qui a duré presque un an. C'est à partir de là que j'ai pu commencer à travailler.

Q : En Colombie, contrairement au Venezuela où c'est apparemment un problème politique, tu n'as donc ressenti aucune réticence, ni de la part de tes collègues ni de la part de qui que ce soit ?

Non. Cela dit, je suis colombienne, et on ne sait pas forcément où j'ai été formée. Dans le cas d'une mission, d'un groupe de médecins cubains « de Cuba », je pense que ce serait différent. Une personne isolée ne provoque pas forcément les mêmes réactions que tout un groupe.

Q : Pour revenir à quelque chose que tu as dit au début. Vous ne passez que deux années à l'École de médecine, après quoi vous êtes envoyés dans des écoles de médecine classiques, si je puis dire. Avec les mêmes conditions de bourse ?

Oui. On passe deux années à l'ELAM, puis on va se mélanger à la population estudiantine « normale » pour finir nos études « normalement » avec les autres étudiants cubains.

Q : Pendant cinq ans donc, vous avez vécu la vie des étudiants cubains. Est-ce que vous avez ressenti une différence de traitement entre vous et les étudiants cubains ?

Non. Nous étions tous sur un pied d'égalité.

Q : As-tu ressenti des effets du blocus pendant tes études ?

Les livres n'étaient pas toujours des originaux... On faisait des copies de livres entiers. Celui d'anatomie était un livre russe rédigé en latin. Heureusement qu'il n'y avait pas beaucoup de texte. On faisait avec. Ça nous a permis d'apprendre un peu de latin. Et puis l'anatomie, ça ne change pas beaucoup.

Q : Après maintenant deux ans d'exercice professionnel de médecine en Colombie, et avec le recul, es-tu contente d'avoir suivie cette école

à Cuba ? Tu n'as pas des réflexions de temps en temps de la part de tes collègues qui doivent se demander pourquoi tu touches toujours les patients, pourquoi tu n'arrêtes pas de leur parler ?

Je suis contente d'avoir fait cette formation. Elle m'a beaucoup aidée à aborder les patients parce que j'étais timide. Ce rapport avec les patients dès la première année a été très utile. Dès la troisième année, tu arrives le matin à l'hôpital et on te dit « le lit numéro 3 est à toi ». Tu es bien entendu supervisé par un étudiant de dernière année et le médecin spécialiste. Là, tu peux poser au patient toutes les questions que tu veux, l'ausculter comme tu veux...

Q : ... Même l'emmener à la maison ?

C'est plutôt eux qui t'invitent, tellement ils sont contents et touchés.

Q : En Colombie, ta manière d'exercer paraît-elle différente aux yeux des autres ?

Moi, je suis plus « interview et examen physique ». Pour les médecins colombiens, comme partout ailleurs j'imagine, c'est plutôt « examens de laboratoire et technologie ». Moi je passe plus de temps à interroger le patient. Nous passons plus de temps à examiner ce qu'a le patient, pourquoi c'est arrivé... À Cuba, on dit que le patient est *bio-psycho-social*. Ça veut dire que tout son environnement est important : sa famille, son travail, son lieu d'habitation. En Colombie, on ne posera jamais ce genre de questions. Tu arrives, on te fait faire une batterie de tests que tu dois rapporter, et voilà.

Q : J'ai l'impression que cette façon de procéder chez les Cubains induit quelque chose que je qualifierais d'amour de son métier.

Oui. D'amour du métier à travers l'amour envers le patient. Lorsque ça va mal chez un patient, on a tendance à en faire une affaire personnelle.

Q : Un médecin cubain me racontait qu'en cas de décès pendant un accouchement par exemple, c'était une convocation directe au ministère de la Santé pour un rapport sur le pourquoi et le comment. Les médecins cubains ont une responsabilité, un devoir envers la population.

Le médecin de famille est effectivement responsable de la santé de la population qu'il est chargé de surveiller. Si tel ou tel enfant n'a pas été vacciné ou n'a pas reçu les soins nécessaires, il aura des comptes à rendre, à s'expliquer. S'il est affecté à la santé d'un immeuble, il saura combien de familles y habitent, combien d'enfants, combien de femmes enceintes, combien de personnes âgées, combien de personnes handicapées, qui est vacciné et qui ne l'est pas...

Q : Attends... parce que c'est important. Tu es en train de me dire que ce médecin d'un immeuble de vingt étages n'est pas dans son cabinet en train d'attendre que les patients viennent le voir mais qu'il a une véritable responsabilité et une attitude proactive ? Que si des enfants ne sont pas vaccinés, il en est tenu responsable ? Que si les parents ont oublié de lui présenter l'enfant il doit lui-même aller le chercher ?

Oui. Une nuit, à Cuba, une femme nous a apporté sa fille de huit ans. Elle disait que sa fille avait la grippe. Après examen, je me suis rendue compte qu'elle avait une pneumonie. J'étais en train d'examiner une radio de ses poumons lorsque la médecin chef est entrée pour me poser une question sur un tout autre sujet. Elle est ressortie, puis au bout de quelques secondes elle est revenue et m'a demandée de qui était cette radio. Je lui ai expliqué et elle m'a dit qu'il fallait hospitaliser la gamine parce que son état était grave. Je suis donc allée voir la mère pour lui expliquer mais elle ne voulait rien savoir, elle disait que sa fille n'avait pas beaucoup de fièvre et qu'elle ne voulait pas passer la nuit à l'hôpital. Il faut savoir qu'en cas d'hospitalisation d'un enfant, un des parents doit passer la nuit avec l'enfant. Donc, elle refusait. On a essayé de la convaincre, plusieurs médecins ont parlé avec la mère, mais rien. On lui a donc fait signer une décharge puis elle est partie avec sa fille. Plus tard, la médecin chef m'a demandée où était la fille et je lui ai expliqué qu'elle était rentrée avec sa mère. Elle a toute suite appelé la police et on a ramené la fille à l'hôpital. Elle m'a dit qu'en tant que médecins, on avait tout expliqué à la mère du grave danger que courait sa fille. Que même si ça n'intéressait pas la mère, le décès de la fille était assimilable à un meurtre. Un médecin est donc retourné avec

la police pour voir la mère et lui expliquer à nouveau et la convaincre de la ramener à l'hôpital. À Cuba, on ne joue pas avec la santé des enfants. Pour un adulte, c'est différent. S'il ne veut rien savoir, tu lui fais signer une décharge.

Q : On apprend donc deux choses. 1) à Cuba, la santé n'est pas une profession libérale, et 2) la santé n'y est pas un droit mais un devoir... On n'en est pas à « je vous offre un service », on en est à « je vous le donne », ce qui n'est pas la même chose. Ce n'est pas la même chose que d'avoir la possibilité et la liberté d'aller frapper à la porte d'un cabinet médical pour demander des soins. J'ai vu des médecins faire littéralement du porte à porte.

Oui. Le médecin de famille est responsable de l'approvisionnement, en fonction de l'état de la population dont il a la charge. Selon le nombre d'enfants et leur âge, il recevra des vaccins. Selon le nombre de femmes enceintes, il recevra les médicaments nécessaires, etc. Tu t'occupes de tes patients dans ton cabinet le matin, et l'après-midi tu fais ce qu'on appelle « le terrain ». Tu iras visiter les handicapés, les personnes âgées qui ne peuvent pas se déplacer jusqu'à ton cabinet, etc. Si une femme a accouché, tu iras lui rendre visite à l'hôpital. Si quelqu'un s'est retrouvé à l'hôpital, tu iras le voir pour savoir ce qui lui est arrivé et comment il se porte.

Q : J'entends souvent que la santé, l'internationalisme médical cubain, c'est « juste la propagande du gouvernement ». Qu'en penses-tu ?

Chaque Cubain naît avec la solidarité en lui. S'il n'a que deux haricots, il t'en offrira un. Je t'ai raconté que nous étions souvent invités chez les gens...

Q : Oui, c'est bien d'avoir un médecin parmi ses amis. Si tu étais garagiste, on t'aurait invitée aussi...

Oui, bon, sauf que des médecins, il y en a à tous les coins de rue. On en compte un pour 300 à 400 habitants. Je parle uniquement des généralistes.

Q : Alors quoi ? Le gouvernement envoie des médecins pour « vendre le communisme » ?

Non, c'est juste parce qu'ils sont comme ça.

Q : Comment arrive-t-on à trouver des dizaines de milliers de volontaires pour aller se perdre au fin fond du Botswana ou dans les neiges de l'Himalaya ?

On nous répète sans cesse pendant les études que nous devons aider ceux qui en ont le plus besoin. Ça doit forcément marquer. Mes professeurs à l'hôpital à Cali, lorsqu'ils ont su que j'avais été formée à Cuba, m'ont dit « ah, tu es donc communiste ». J'ai répondu que cela n'avait rien à voir, que je n'aurais jamais pu faire de telles études en Colombie, et que pour cela je leur suis reconnaissante. Ils m'ont demandé comment c'était. Certains m'ont crue, d'autres se sont dit « celle-là, elle est trop communiste ».

Q : Qu'est-ce qu'ils n'ont pas cru ?

Que Cuba était un pays « comme les autres ». Ils n'ont pas cru qu'on pouvait faire ce qu'on voulait. Et même plus qu'en Colombie. À Cuba, tu peux traîner à 22 heures dans les rues. En Colombie, ça n'arrive pas. Ils ne me croient pas lorsque je dis que c'était bien, et que j'ai beaucoup aimé.

Q : Finalement, le blocus, c'est bien, non ?

Euh... Disons qu'on vit avec et s'organise autour. En Colombie, lorsque j'ai besoin d'un médicament, je rédige une ordonnance et c'est fait. À Cuba, dans l'hôpital où j'étais, un grand bâtiment tout neuf, il fallait passer commande, et attendre selon les stocks et les priorités. Certains appareils n'existent qu'en un seul exemplaire, souvent dans les services d'urgence. Il fallait s'organiser pour les utiliser. Les photocopies sont une denrée rare, elles sont donc rationnées. On avait droit à trois par jour, pas plus.

Carnet de bord

C'EST, le voilà qui remet ça. Le petit papy qui conduit la voiture qui me sert de moyen de locomotion à Santa Clara recommence à radoter sur la situation dans son pays. Il parle avec une gouaille qu'il m'est difficile de suivre mais je comprends qu'il n'est pas content. J'ai pris l'habitude de le laisser vider son sac (car à part ça, il est sympa).

Cet après-midi, je dois me rendre au bureau local du ministère de l'Intérieur pour effectuer une démarche administrative. Nous entrons dans la salle d'attente. Papy râleur s'installe à mes côtés et n'interrompt sa diatribe que le temps de rallumer son cigare. Une femme en uniforme s'approche de nous et nous informe qu'il est interdit de fumer dans le bâtiment. Nous sortons. Il reprend de plus belle. Je lui demande s'il n'a pas peur de parler ainsi dans un bureau du ministère de l'Intérieur. Il ne comprend pas ma question. Tu n'as pas peur ? « Peur de quoi ? », me demande-t-il. Ton discours anticomuniste (je crois bien que j'ai précisé « primaire ») ne risque pas de t'attirer des ennuis ? « Quels ennuis ? » Il paraît sincèrement outré. Il sort un petit portefeuille rabougri de sa poche d'où il extirpe une vieille photo en noir et blanc, tout en grommelant « anticomuniste, moi ? ». Sur la photo, on voit le « Che ». Il désigne sur la photo un des jeunes qui l'entourent. « Ça, c'est moi. J'étais son garde du corps. » Je suis (forcément) impressionné. Il fouille encore dans son portefeuille et sort un document chiffonné. « Et ça, c'est ma carte du Parti. » Il fait une pause, le temps de me laisser ingurgiter l'information, puis ajoute : « Et je suis toujours prêt à donner ma vie pour cette Révolution. »

Je ne peux m'empêcher d'avoir une pensée émue pour les agents de la CIA chargés depuis toutes ces années de faire un rapport sur l'état d'esprit de la population. Tu m'étonnes qu'ils n'aient jamais rien compris...

Quand je suis retourné à Cuba en février [1993], [...] j'ai découvert des pédiatres exerçant dans des hôpitaux splendides qui passaient chaque matin à compter les rares médicaments pour les enfants... Le directeur d'un centre de soins me faisait part de ses craintes de voir le lait disparaître pour les tout-petits, comme cela était déjà le cas pour les enfants de plus de sept ans... Que doit-on penser au sujet d'un embargo qui interdit nourriture et médicaments aux enfants ? J'ai honte.

Dr Benjamin Spock

Lettre au *New York Times*, le 3 juin 1993

Lorenzo Anasagasti

*Professeur, chercheur
Vice-directeur du département de
recherches de l'Institut d'oncologie
de La Havane
Président de l'Association cubaine
d'oncologie et de radiothérapie et
médecine nucléaire*



LE BLOCUS est omniprésent, dans tous les aspects de la vie et plus précisément dans ma spécialité. J'ai été invité aux États-Unis à trois occasions, par un centre d'oncologie important à Houston (Texas). À deux reprises le visa me fut accordé une semaine après le début des rencontres. À une autre occasion, pour une autre rencontre scientifique patronnée par la Fondation Rothschild, j'ai pu y assister. On y présentait un nouveau traitement contre le lymphome monoclonal et Cuba avait une grande expérience dans ce domaine, ce qui a motivé notre participation. Ce genre d'incident a lieu avec plus ou moins de fréquence selon les périodes. Les rencontres scientifiques auxquelles nous sommes invités, et je ne parle pas de moi en particulier car cela concerne tous les chercheurs cubains, et qui sont des rencontres parrainées par des organismes internationaux, nous sont souvent fermées à cause des États-Unis. Il y a quelques temps a eu lieu une rencontre sur le traitement radiothérapeutique parrainée par l'Association internationale de l'énergie atomique et le Centre de recherches à Argon, aux États-Unis. Le Cubain qui avait été invité n'a pu y assister sous prétexte qu'il représentait un danger pour la sécurité des États-Unis. Il s'agissait d'une

rencontre médicale et internationale. Ces choses arrivent dans tous les aspects de notre travail.

Je me souviens qu'en 1979, Cuba a reçu sa première caméra aux rayons gamma. C'est un appareil qui sert à examiner le corps, les organes et permet de détecter les tumeurs. C'était à l'époque une technologie très innovante et très utile dans l'oncologie. Nous pourrions aller la voir tout à l'heure car il existe toujours. C'était un appareil de marque General Electric, une société nord-américaine. Il a fallu le faire transiter par trois pays européens et le faire passer à Cuba sous une marque fictive pour pouvoir l'importer. À part la perte de temps et les coûts de transports supplémentaires engendrés, trouver des pièces de rechange était un problème. Il fallait faire appel à des circuits « irréguliers », et nos techniciens ont dû apprendre, par la force des choses, à entretenir et réparer l'équipement — ce qui est toujours le cas.

Ma première expérience personnelle du blocus a eu lieu en 1984 lors d'une rencontre latino-américaine sur la cancérologie, organisée à Panama. Il y avait là des stands de différentes entreprises pharmaceutiques. À cette époque, un nouveau produit faisait son apparition, l'Uromitexan, utile pour augmenter les doses de radiothérapie dans le traitement de certaines tumeurs. J'étais en train de poser des questions sur certains aspects scientifiques. L'employé derrière le stand était en train de me remettre la documentation lorsqu'il a vu mon badge qui mentionnait « délégation cubaine ». Il m'a aussitôt repris la documentation des mains en me disant : « Je suis désolé, mais je ne peux pas vous donner ça. Si mon employeur l'apprend, je peux perdre mon travail. » Bien-sûr, j'ai réussi à obtenir l'information que je cherchais par d'autres voies, mais c'est le genre de choses qui arrive fréquemment et pour lequel il faut encore faire appel à ce que j'appelais des « circuits irréguliers ». Des exemples comme celui-là, il en existe beaucoup.

En 2000, lorsque Cuba a lancé la « Réclamation du peuple cubain contre le gouvernement des États-Unis »¹, j'avais effec-

1. Procès global organisé à Cuba contre le blocus des États-Unis : <http://www.cuba.cu/gobierno/DEMANDA.html>.

tué un calcul, et qui est sans doute inférieur à la réalité car je n'avais pas encore toutes les données en main à l'époque, de plus de 10 millions de dollars au cours des sept années précédentes. Ce chiffre représentait ce que le blocus avait coûté à mon service. Ce chiffre comprend le coût induit par l'obligation d'acheter des équipements plus chers, ou d'une qualité inférieure, les surcoûts de transport, et les coûts engendrés par le recours à trois et même quatre intermédiaires pour pouvoir l'obtenir. Il comprend aussi les équipements achetés et qui ne pouvaient plus être utilisés. Je me souviens d'un appareil de mesure de la coagulation du sang, fabriqué aux États-Unis. Lorsqu'il est tombé en panne, il nous a été impossible de le faire réparer. Et tout est comme ça. En 2006, Cuba avait acheté à une entreprise canadienne, Nordion, un équipement de brachythérapie. C'est un appareil qui sert à diffuser le traitement directement dans, ou très près, d'une tumeur. C'est un appareil qui fonctionne automatiquement, de très bonne qualité, qu'on a obtenu à un bon prix. Il a fallu former notre personnel, préparer les locaux pour son installation. Peu de temps avant de recevoir l'appareil, l'entreprise Nordion a vendu à une entreprise US la division qui le fabriquait. Une semaine plus tard nous avons été informés que la fourniture de la matière première radioactive — qui devait être changée tous les trois mois — allait cesser. Nous avons donc dû tout remplacer par du matériel d'une société hollandaise. Cela nous a pris entre huit et dix mois. Il a fallu modifier les locaux, former à nouveau le personnel. Dix mois pendant lesquels les patients n'ont pu être traités. Ces choses-là nous arrivent très fréquemment.

Dans mon service, nous avons récemment acquis un microscope, un modèle « axio-scope » fabriqué en Allemagne par Carl Zeiss, destiné à l'imagerie sous lumière polarisée. L'entreprise nous a plus tard informés qu'elle ne pouvait pas nous vendre le logiciel et les accessoires nécessaires pour faire fonctionner l'appareil car ils comportaient des éléments nord-américains. Nous avons donc un appareil sophistiqué qui ne fonctionne qu'en partie faute d'accessoires et de logiciels.

Mon service reçoit les cas les plus graves, ce qui entraîne

la nécessité d'un traitement personnalisé. Nous avons par exemple des patients très âgés qui ne supporteraient pas une intervention chirurgicale très délicate. Nous avons donc développé des traitements avec des produits moins agressifs. Nous utilisons par exemple ce produit-ci, fabriqué par 3M, un énorme entreprise nord-américaine qui fabrique de tout, y compris des articles de nettoyage. Nous ne pouvons pas acheter ce produit. Il nous faut argumenter auprès de notre ministère de la Santé, qui cherche des moyens pour en obtenir sur d'autres marchés, en Europe ou en Amérique latine. Ce qui entraîne retards et surcoûts pour un produit qui nous reviendra au final deux à trois fois plus cher. De plus, cette forme d'acquisition est aléatoire, ce qui fait que nous ne pouvons compter dessus à terme, ce qui rend très difficile toute planification d'un traitement.

Lorenzo enchaîne sur toute une série d'exemples précis, de médicaments, de matériels, rendus difficiles ou impossibles à obtenir. Ou obtenus mais inutilisables pour cause de rachat de filiales ou de menaces du gouvernement US. L'exposé durera environ une demi-heure. J'entends une litanie de noms d'entreprises, certaines connues du public et d'autres moins, de toutes nationalités. Toutes les histoires finissent de la même façon. Quelqu'un, quelque part, reçoit un ordre, et le lien ténu est rompu. Parfois avec un formalisme presque « touchant » — une lettre « expliquant » pourquoi, parfois par un silence radio.

À l'évidence, j'ai devant moi un homme ému par la tragédie silencieuse qui constitue son quotidien. Il « comprend » sans « comprendre ». Pendant que je l'écoute, totalement hermétique au jargon médical employé, mon esprit vagabonde ailleurs. Me reviennent ces paroles de Cubains : « Même à nos pires ennemis, nous n'aurions jamais fait ça. » C'est certain.

Le cynisme du monde n'en finit pas de me surprendre. La cruauté du blocus. La méchanceté et la hargne pure de la classe dirigeante US. L'incroyable silence complice des médias. La médiocrité de nos propres hommes et femmes politiques qui ont plié leurs échine toutes ces années.

Le blocus affecte donc tous les domaines, y compris les livres. Je me souviens d'un excellent livre nord-américain sur

l'oncologie, cadeau d'un groupe de solidarité aux États-Unis. Le livre avait été acheté grâce à une collecte. Une quarantaine de personnes avaient dédicacé l'ouvrage, chacun ayant versé 10 ou 20 dollars. Certains avaient rajouté à côté de leur nom, « Je n'ai pas les moyens de soigner mon cancer. »

Les Européens nous demandent souvent: « Pourquoi n'allez-vous pas vous former aux États-Unis ? » À chaque fois, il faut leur rappeler qu'il existe un truc appelé « embargo ». Le prix d'un billet d'avion pour l'Europe est d'environ 1 000 dollars. Pour les États-Unis, il est d'environ 200. De plus, pour une chose ou une autre, à un moment ou à un autre, les États-Unis sont souvent incontournables. Un grand nombre de brevets sont détenus par des entreprises nord-américaines.

Les États-Unis nous rétorquent parfois qu'il suffit « d'obtenir une licence ». Ce système de licences¹, à part d'être une insulte pour nous car il s'agit d'équipement et de produits médicaux, constitue un problème pour les entreprises car il leur faut dédier toute une équipe d'employés pour l'obtention et le suivi de ces licences. Il leur faut certifier que le matériel ne sera pas employé à des fins militaires, qu'il ne servira pas à soigner des militaires ou des membres du ministère de l'Intérieur, bref, il leur faut « certifier » tout un tas de choses qu'elles n'ont ni l'envie ni la capacité de faire. Elles n'ont pas envie de se compliquer la vie pour ne vendre que quelques unités. De plus, en cas de panne, pour la documentation, la formation, il faut refaire toute la procédure, qui peut durer un an. Et ceci pour un matériel qu'on utilise tous les jours... Bref, le système est si complexe et lourd à mettre en œuvre qu'il est inopérant.

Aux alentours de 1995 (si je me souviens bien), une organisation européenne — j'omets volontairement les détails pour des raisons que vous allez comprendre — a proposé de nous aider pour nous fournir du matériel de radiothérapie. Nous avons donné notre accord. L'organisation a effectivement réussi à se débrouiller pour en faire fabriquer et le

1. Possibilité d'obtenir une « autorisation » de la part du gouvernement des États-Unis.

matériel fut livré. Mais il fallait que les techniciens du fabricant se rendent à Cuba pour effectuer le montage. J'ai entre les mains un courrier nous expliquant qu'aucun technicien de cette entreprise ne pouvait se rendre sous aucun prétexte à Cuba. Il a donc fallu manœuvrer et « inviter » un technicien pour des vacances dans un pays proche d'où il a pu ensuite se rendre à Cuba. Nous avons tout préparé et l'appareil fut monté en trois jours. Il a parfaitement fonctionné pendant neuf ans.

Le blocus fonctionne aussi dans l'autre sens. Cuba a la chance d'avoir certains médicaments importants, produits dans nos laboratoires et qui sont le résultat d'une stratégie de développement du pays — et que nous pourrions fabriquer en bien plus grosses quantités, mais, faute de moyens... Il s'agit de produits qui ont fait leur preuve, et qui n'ont pas d'équivalent dans le monde. Nous avons par exemple un anticorps monoclonal, HR3, utile pour les cancers du poumon notamment. Il existe un produit nord-américain similaire. Mais le produit cubain a la particularité de ne présenter aucune toxicité et de ne produire aucun effet secondaire, pour une efficacité supérieure au produit US. Nous avons un produit pour soigner les ulcères chez les diabètes, sans équivalent dans le monde et tout à fait efficace. Je pourrais mentionner aussi le vaccin contre l'hépatite B, et le vaccin contre la méningo-encéphalite, qui sont aussi uniques au monde.

Comment serait Cuba sans le blocus ? Totale­ment différente. Notre peuple aurait souffert beaucoup moins. Nous aurions eu plus de moyens à notre disposition. Nous aurions eu plus d'échanges scientifiques — pour ne me limiter qu'au domaine qui est le mien, l'oncologie. Nous avons organisé une rencontre à Cuba sur l'oncologie. Trente-trois Nord-Américains ont voulu y participer mais seulement seize ont réussi à venir, tous par des moyens « détournés ».

Je peux affirmer de manière très claire et à haute voix que le blocus coûte des vies humaines. Nous cherchons toujours des alternatives, mais lorsqu'un médicament tarde à venir ou ne vient pas, il y a des conséquences — que ce soit en termes de souffrances physiques, d'angoisses ou de durée de vie.

Même nous, le personnel soignant, souffrons de cet état de choses. L'objectif même du blocus est de faire souffrir. Et sur ce plan-là, les États-Unis sont toujours efficaces.

Q : Lorsqu'une entreprise, comme Carl Zeiss ou 3M, y compris pour une filiale située en dehors des États-Unis, refuse de livrer un équipement ou un produit, sous prétexte d'un blocus nord-américain, en sachant que leur matériel ne pourrait en aucun cas servir d'arme, ils le font donc en toute connaissance de cause, en sachant parfaitement que leur décision aura des conséquences sur des vies ?

Je ne pense pas que les responsables de ces entreprises raisonnent en termes aussi crus, mais c'est bien ça. Contourner le blocus n'est pas facile, et le marché cubain n'en vaut généralement pas la chandelle. Peut-être s'autocensurent-ils pour ne pas penser aux conséquences de leurs actions.

Q : Pourrait-on dire alors, et c'est mon opinion, que Carl Zeiss est complice d'un crime humanitaire ?

On pourrait.

Q : Elles n'ont en réalité aucune justification à part celle de ne pas payer une amende au département du Trésor nord-américain.

Oui. Nous n'avons jamais eu de conflit ou de problème avec cette entreprise, ni avec l'Allemagne.

Q : Nous savons donc à combien ces entreprises estiment le prix d'une ou plusieurs vies humaines : au montant de l'amende qu'elles veulent éviter de payer.

Oui, on peut le dire ainsi. C'est une façon de voir les choses. À l'évidence, de manière consciente ou inconsciente, elles participent au blocus.

On nous fait faire une visite de l'hôpital. Ce qui frappe à premier abord est la propreté et la circulation dans les couloirs — on dirait que toute la ville s'est donnée rendez-vous à l'hôpital cet après-midi — et l'ambiance de bonhomie qui y règne. On sent que la population est « chez elle ».

Lorenzo nous introduit dans une salle où trône un appareil de radiographie à l'allure vieillotte des années 1970. Sur sa façade, on voit un nom — avec un logo et tout — que je ne reconnais pas. Et pour cause : le nom de l'entreprise et le logo ont été inventés et recourent le



véritable nom du fabricant US. L'appareil a dû voyager par plusieurs pays pour faire perdre la trace de sa provenance avant d'arriver à Cuba. L'appareil a été modernisé à plusieurs reprises et fonctionne encore.

Nous profitons de cette balade pour décompresser un peu, car la suite ne sera pas facile. Nous allons visiter le pavillon des enfants. Des enfants atteints de cancer.

Pendant notre visite, un médecin nous interrompt pour annoncer à Lorenzo une mauvaise nouvelle qui vient de tomber. Le blocus a encore frappé, en direct-live. Suite à des pressions US, Cuba vient d'être exclue d'un organisme international de certification.

Une journée ordinaire dans la vie d'un médecin cubain.

Direction, le pavillon des « grands » — ados et pré-ados. À côté de chaque lit occupé est assise une maman. Notre présence provoque évidemment des regards de curiosité. Les regards s'illuminent lorsque les blouses blanches font leur apparition. Je trouve ça curieux car je n'ai jamais souri à la vue d'une blouse blanche. Les gestes affectueux des infirmières sur les jeunes font leur effet sur moi. Nous leur posons des questions convenues — comment tu t'appelles, quel âge as-tu, d'où viens-tu ? Personne n'a l'air gêné par notre présence, que j'imaginais plus « intrusive ». Je me rends compte que c'est moi le plus nerveux de la bande.

Le pavillon des « jeunes » sera un choc. Pas à cause du décor, qui est irréprochable, mais parce l'idée même qu'un enfant si jeune puisse souffrir d'un cancer m'avait tout simplement échappé quelque



part sur le chemin de mon éducation. Les gamins sont ravis de parler à un étranger, mais j'éprouve une tristesse immense et je laisse à mes compagnons cubains le soin d'échanger quelques banalités avec les petits. À leurs côtés, leurs mères les encouragent doucement — et parfois répondent à leur place lorsque la question est trop difficile pour de si petites têtes. Celle-ci a 8 ans et a passé — comptant sur ses doigts — 8 mois ici.

On nous entraîne dans le couloir et je n'oppose aucune résistance. Erreur. Nous entrons cette fois-ci dans la salle des « petits »...





Ici, les patients sont à peine en âge de parler et ça piaille comme dans une garderie. Celui-ci ne veut pas être pris en photo. Finalement si. Sa mère à ses côtés tente de l'arranger comme pour une photo de famille. Ce qui achève de le convaincre que finalement non.

Jesús De Los Santos
Reno Céspedes
Chef du département
Enseignement de l'Institut
d'oncologie de La Havane
Professeur principal du Service
d'oncopédiatrie de l'institut



Jésus parle d'une voix douce derrière un bureau modeste. La petite pièce est remplie de patients qui viennent chercher des ordonnances, qu'il délivre avec méthode et un petit mot pour chacun. Nous attendons notre tour.

Pour parler de manière concrète, on pourrait aborder les effets du blocus sur les enfants atteints de maladies graves. La première chose est que l'absence de certains médicaments nous empêche d'appliquer des protocoles reconnus par des organisations internationales telles que la Société internationale d'oncopédiatrie, ou le *Pediatric Oncology Group* des États-Unis, ou des protocoles de pointe réservés à ce type de traitement. En tant que pays, nous avons tenté par tous les moyens d'établir des relations commerciales avec différents laboratoires pour tenter d'appliquer ces traitements. Mais il arrive fréquemment qu'à cause du phénomène de globalisation promu par l'impérialisme, ces laboratoires aient été, disons, éjectés du marché cubain, généralement suite à des absorptions par des sociétés multinationales. Nos partenaires disparaissent donc. Par exemple, un laboratoire mexicain qui nous fournissait un médicament a succombé à la concurrence et a été absorbé. Le résultat est qu'il ne nous fournit plus.

Nous sommes donc obligés de recourir à des mécanismes alternatifs qui sont plus difficiles pour nous. Par exemple, certains laboratoires en Inde sont capables de nous fournir, mais le délai de livraison retardera le traitement. Le début du traitement est un moment crucial, et tout retard peut entraîner des complications par la suite. Nous devons donc frapper à d'autres portes pour trouver des moyens pour les obtenir à temps.

Pour certains produits, une seule tablette peut coûter 500 dollars. Pour traiter un enfant, il faut au minimum 600 tablettes. À 500 dollars la tablette, il faut donc dépenser au minimum 300 000 dollars pour chaque enfant traité. Certains laboratoires nous ont proposé des médicaments à des prix « réduits » — à 300 dollars — mais, même réduits, les prix sont encore choquants.

Certains de nos patients sont atteints d'une forme de cancer qui touche le nerf optique. Nous avons réussi, avec des oculistes nord-américains et de manière détournée, à former un de nos médecins au maniement d'un appareil de haute précision qui permet de soumettre la tumeur à un rayonnement extrêmement précis. L'opération est efficace. Nous avons réussi à obtenir un appareil mais ensuite nous ne pouvions plus obtenir les fournitures nécessaires à son fonctionnement... Actuellement, la seule manière que nous avons pour sauver un patient atteint d'une telle tumeur est de retirer l'œil. Avec cet appareil, nous aurions pu sauver son œil. Il en va de même pour certaines tumeurs osseuses. Faute de médicaments adéquats pour réduire la tumeur et pouvoir opérer, nous sommes obligés d'amputer.

Il arrive souvent que des médecins, des spécialistes nord-américains tentent d'établir des relations avec nous, de nous aider. Mais à chaque fois, ils sont interrompus par le blocus. Vous savez que Cuba produit des médicaments et des vaccins uniques au monde. Figurez-vous que dans les rares congrès auxquels nous avons pu participer, il nous était interdit d'en parler, y compris lors des ateliers libres et informels.

La majorité de notre équipement de diagnostic a été obtenue *via* des donations. [L'auteur a une pensée émue pour un

échographe français destiné à la déchetterie et qui coule des jours heureux à Cuba.] Mais même lorsqu'il s'agit d'un appareil « européen », tu te rends vite compte lors d'une panne que de nombreuses pièces proviennent des États-Unis... D'une manière générale, et peu importe la « nationalité » de l'appareil, nous nous heurtons à la quasi-impossibilité d'obtenir des pièces de rechange. Nous avons actuellement tout une quantité d'appareils qui attendent un dépannage éventuel.

Il faut savoir que nous avons acquis, de manière que je qualifierais d'irrévocable, le savoir pour contourner le blocus *via* des médecines alternatives.

À Cuba, nous avons entre 300 et 400 cas par an d'enfants atteints de tumeurs malignes. Quatre-vingts pour cent sont des leucémies. Cela fait deux ans que nous ne pouvons plus procéder à des greffes de moelle osseuse faute de médicaments nécessaires pour préparer l'intervention.

Nous réussissons malgré tout à maintenir 70 % de nos patients en vie. Nous réussissons à fournir un suivi de soins à tous ces enfants. Certains sont devenus adultes depuis. Ils représentent un symbole éclatant des réussites de la Révolution. Ils sont intégrés dans toutes les activités de la vie sociale. Nous comptons huit médecins, des infirmières, des techniciens du son, certains sont artistes, d'autres des travailleurs agricoles.

D'une forme ou d'une autre, nous avons réussi à défier le blocus économique qui nous est imposé depuis 50 ans. Il y a des choses qui constitueront toujours une source d'interrogations : comment font-ils, ces Cubains ? Nous le faisons, tout simplement. Il faut plus que de la foi. Il faut du dévouement, beaucoup d'intelligence, pour savoir à quelle porte frapper, et surtout trouver la fibre sensible derrière la porte. Il suffit de voir comment les gens viennent du monde entier pour nous aider. Il nous reste néanmoins beaucoup de chemin à parcourir. Ces dernières années ont été très dures, et il nous faut trouver comment affronter celles qui s'annoncent...

Q : En discutant avec Lorenzo [qui assiste à l'entretien], j'ai dit que ces entreprises qui se plient aux lois nord-américaines, savent

parfaitement ce qu'elles font lorsqu'elles refusent de vendre un appareil ou un médicament. Elles ne risquent en réalité rien, à part de payer une amende. Qui peut être énorme, certes, mais il n'empêche qu'elles se plient sans trop de résistance. Elles pourraient trouver des « arrangements » pour contourner le blocus, mais elles ne le font pas. Elles sont donc complices des effets du blocus.

Je pense comme le Che, qu'une vie vaut tous les trésors du monde. La vie d'une personne n'a pas de prix. Il existe des études sur les coûts d'une hospitalisation. Le traitement d'un enfant dure au minimum huit mois, et celui-ci doit être accompagné d'un parent, qui ne travaille donc pas pendant cette période. Mais pour nous, une vie n'a pas de prix.

Carnet de bord

PARMI les dirigeants cubains, j'ai toujours eu un faible pour Ricardo Alarcón. Probablement parce que c'est par lui que j'ai « accroché » Cuba, grâce à ses articles en anglais à une époque où je ne comprenais pas l'espagnol (il parle anglais couramment, ainsi que le français). Au moment de cette interview, Ricardo Alarcón est encore président de l'Assemblée nationale du *Poder Popular* (Pouvoir populaire).

Le siège du *Poder Popular* (organe du pouvoir à Cuba) me paraît modeste. On pourrait facilement passer devant sans le remarquer. Aucun service de sécurité n'est visible. Ibrahim a mis sa plus belle chemise et marche raide comme un piquet (l'ancien militaire en lui a pris le dessus).

Nous sommes accueillis par une dame qui prévient Alarcón par téléphone. On nous installe dans un salon sobrement meublé où le vrombissement d'un climatiseur se fait entendre. Des cafés sont servis pour nous faire patienter. Quelques minutes plus tard, Ricardo Alarcón arrive et nous salue à tour de rôle puis s'installe dans un fauteuil sous le portrait incontournable de José Martí.

*Cette nuit, la première du blocus, il y avait à Cuba quelque
485 550 voitures, 343 300 réfrigérateurs, 549 700 postes de radio,
303 500 téléviseurs, 352 900 fers à repasser, 288 400 ventilateurs,
41 800 machines à laver, 3 510 000 montres, 63 locomotives et
12 paquebots. Tout, à l'exception des montres suisses, avait été
fabriqué aux États-Unis.*

Gabriel Gracia Márquez

Ricardo Alarcón
Professeur de philosophie
Président de l'Assemblée
nationale du Pouvoir populaire
de 1993 à 2013
ex-ambassadeur de Cuba auprès
de l'ONU



Extraits :

EN CE QUI concerne le blocus... Bruno¹ a présenté à l'ONU des rapports très précis, très factuels. La télévision cubaine a produit aussi des reportages sur le sujet, avec des données très précises. Elle a interviewé des gens sur leur lieu de travail qui expliquent ce que signifie le blocus, de manière très concrète. J'ai moi-même vécu une bonne partie de ces années à l'extérieur de Cuba. Personnellement, je n'ai donc pas trop ressenti les effets du blocus. Disons que je l'ai ressenti surtout au début, avant l'époque des téléphones mobiles et de la technologie moderne. À l'époque, il n'y avait que deux moyens pour communiquer avec le ministère, un télex et un téléphone fixe qui passait par un opérateur international. L'opération se transformait parfois en un véritable parcours du combattant... On consacrait beaucoup d'heures à tenter d'établir une communication. Mais je vivais à New York avec ma famille. Mon blocus à moi, à cette époque, était de réussir à communiquer avec Cuba... On n'avait pas de courrier électronique ou de téléphone cellulaire qui permettent de communiquer depuis n'importe quel lieu.

1. Bruno Rodríguez Parrilla, ministre des Affaires étrangères.

Q : Je rencontre toujours le phénomène avec les Cubains. Ils commencent par me dire « oui, je peux vous consacrer dix minutes pour parler du blocus », et une heure plus tard, ils m'ont dressé tout l'historique du blocus... Ils ont des exemples du blocus, mais c'est toujours l'exemple d'un ami, ou d'une usine, ou d'un hôpital... On dirait qu'ils ont du mal à parler de leurs propres expériences. Je suis obligé d'insister. Il y a comme une sorte de pudeur chez eux.

Je crois qu'il y a une raison à cela. Pour vous (il me désigne), le blocus est une espèce d'anomalie, une violation de la loi. Mais pour nous les Cubains, il fait partie de la vie naturelle.

Je viens d'une origine sociale qu'on pourrait qualifier de petite ou moyenne bourgeoisie. Ma mère était institutrice et mon père travaillait pour une entreprise britannique. Nous vivions plutôt correctement, mais sans excès. Avant la Révolution, du moins à La Havane, cela se passait comme ça : tu te rendais par exemple dans une quincaillerie pour acheter un tournevis. S'il n'y en avait pas, on te disait « revenez demain ». Ils donnaient un coup de fil à Key West (Floride, USA) pour le commander et le tournevis arrivait le lendemain par ferry. Il y avait à l'époque des ferries quotidiens entre les États-Unis et Cuba. Un des changements les plus intéressants qui ont eu lieu à Cuba, qui a eu le plus d'impact, était le problème des entrepôts, de trouver un entrepôt à La Havane. Il n'y en avait pas. Tous les entrepôts étaient situés aux États-Unis, à Key West. Les magasins étaient approvisionnés par des ferries qui faisaient des allers-retours quotidiens. D'ailleurs, lorsque s'est produite la rupture des relations avec les États-Unis, et leur remplacement par des relations à l'autre bout de la planète, on a vu les premiers achats en gros, à grande échelle. Au début, c'était une pagaille car il n'y avait nulle part où entreposer... Bref, (avant la Révolution) tout venait des États-Unis.

Au début de la Révolution, on a d'abord commencé à remarquer des choses qui « disparaissaient » des magasins. On se disait « mince, où est passée telle marque de dentifrice ? ». Ta montre tombait en panne et tu ne trouvais plus de pièce de rechange...

Il faut faire partie de ma génération pour l'avoir vécu et

s'en rendre compte. Les générations suivantes sont nées avec le blocus, c'est quelque chose avec lequel elles ont vécu toutes leur vie. Vous pouvez toujours leur dire que le blocus constitue une anomalie, mais il leur faut faire un effort pour réaliser en quoi le blocus les affecte dans leur quotidien. Même pour moi, c'est comme un souvenir de jeunesse.

Les difficultés ont commencé avant même que le blocus ne soit officiellement instauré. Ça aussi, c'est quelque chose qu'il faut toujours expliquer, parce qu'on est sans cesse entraîné dans des discussions sur qui a commencé quoi et quand, toute l'histoire du blocus, etc. En réalité, le blocus, cette guerre économique, a commencé dès le premier jour. Comme je l'ai dit, les choses ont commencé à disparaître et les problèmes à apparaître dès le début. Je n'ai heureusement jamais connu de problèmes de santé, mais mon frère est diabétique, et du jour au lendemain, il n'y avait plus de quoi le soigner. Petit à petit, Cuba a réussi à fabriquer des médicaments ou à se débrouiller avec l'aide des Soviétiques.

Il y a peu j'étais en train de parler avec des Nord-Américains. Je me souviens, lorsque j'étais jeune, de ce riz qui venait des États-Unis, un riz long grain. La majorité des Cubains d'aujourd'hui n'en ont jamais vu. J'étais récemment avec la sénatrice US de l'Arkansas, accompagnée du président de l'association de producteurs de riz du même État. La conversation tournait autour des thèmes habituels, qu'en est-il du blocus, sera-t-il un jour assoupli, etc. Je lui ai donné la réponse habituelle : Cuba ne représente pas un marché important pour les États-Unis, Cuba est un petit pays, et ça ne va pas changer. En entendant ça, le président de l'association des producteurs du riz a sursauté. « Cuba est le marché le plus important pour nous. » L'économie de l'Arkansas a souffert terriblement du blocus contre Cuba. Il a dit qu'ils vendaient [avant] plus de riz à Cuba qu'aux États-Unis. Pour ce groupe précis, le blocus est un sujet fondamental. Mais l'économie des États-Unis n'est pas basée sur la production de riz. Les producteurs de riz ne représentent qu'une infime partie de ce complexe économique. Ce qui ne les empêche pas de frapper aux portes de leurs sénateurs pour défendre leurs intérêts.

Q : Ignacio Ramonet a dit qu'on pouvait filmer le réel, mais pas la réalité. Avec Cuba, on rencontre toujours un problème pour faire prendre conscience chez nous de la brutalité du blocus. Les réussites cubaines en matière de santé et d'éducation semblent avoir atténué la réalité de la guerre économique menée par les États-Unis. Les gens ne « voient » pas le blocus... La santé et l'éducation semblent être inscrits dans la « constitution » du socialisme, comme si cela allait de soi, comme s'il n'avait pas eu besoin de lutter pour en arriver là, même avec l'aide soviétique.

Notre système de santé a toujours été supérieur à celui des Soviétiques. Quiconque se rendait dans l'Union soviétique de l'époque pouvait s'en rendre compte. Certes, sans leur aide, Cuba n'aurait pu se maintenir à flot.

Q : Lorsque Fidel [Castro] a prononcé une phrase sur le modèle cubain, tous les médias se sont précipités pour la décortiquer. Pour vous, que représente le modèle cubain ?

Je n'aime pas le terme « modèle ». Du point de vue sémantique, il dit bien ce qu'il veut dire. Au sein des mouvements révolutionnaires, il y a eu une époque où le concept de modèle était avancé...

Mais pour approfondir la question, si modèle cubain il y a, c'est précisément l'*anti*-modèle cubain. C'est quelque chose qui remonte à plus loin que l'étape actuelle de la Révolution. Un des fondateurs du Parti communiste cubain, Julio Antonio Mella, qui est souvent méconnu, mérite d'être redécouvert. C'était un personnage brillant qui a écrit des choses alors qu'il était encore très jeune. À cette époque, dans les années 1920, le modèle soviétique n'avait pas encore l'image ternie qu'elle a eue par la suite auprès de la gauche. Il y avait certes des divisions, entre trotskistes et autres, mais c'était encore un modèle de socialisme « réalisable ». Il y avait de l'admiration, du respect, de la solidarité, et Mella était très solidaire de la révolution soviétique. Mais non seulement il pensait qu'il n'était pas obligatoire de la copier, il a même dit qu'il ne fallait *pas* la copier. Je ne crois pas qu'ils étaient nombreux à l'époque à le dire au sein du mouvement communiste. Mella a écrit un article d'hommage à la mort de Lénine. Il a rédigé un long article élogieux. Mais dans le même article il a dit ne

pas vouloir copier, répéter, cette révolution. Que le plus révolutionnaire était de penser avec sa propre tête. Il aspirait à ce que les révolutionnaires cubains soient des « pensants ». Il n'avait que 23 ou 24 ans. Et quel élément est le plus marquant de l'étape actuelle de la Révolution cubaine ? Que Fidel Castro ait pu définir une stratégie en conformité avec la situation qui régnait à l'époque.

Et donc, le terme de modèle ne me plaît pas. Toutes les tentatives pour copier tel ou tel modèle ont échoué. Alors, c'est quoi le modèle cubain ? Qu'on me le dise. Notre lutte consiste à survivre dans un contexte qui est le nôtre, à lutter pour sauvegarder nos acquis dans des circonstances particulières, à établir des relations selon les possibilités. Cuba est un petit pays, et son économie n'a jamais fonctionné en autarcie, elle a toujours dépendu de ses échanges avec l'extérieur. Pour le Nouvel An, les Cubains aiment manger du *turron*, qui vient d'Espagne, et boire du cidre, alors que la culture des pommes est impossible à Cuba... On arrive à faire pousser du riz mais les Cubains en consomment tellement qu'il a toujours fallu en importer. Un pays comme les États-Unis, qui possède tous les types de climats, peut produire de tout. Il en va de même pour l'Europe. Mais à Cuba, ce n'est pas le cas. Nous sommes obligés d'avoir des interactions avec l'extérieur.

Q : J'ai remarqué en France que la solidarité avec Cuba dépassait les clivages politiques internes. On trouve de nombreuses personnalités classées à droite qui expriment leur solidarité avec Cuba, avec souvent un discours plus clair qu'à gauche... On dirait que la communication entre Cuba et la France a des difficultés pour passer à gauche.

Je crois qu'il s'agit d'un phénomène très français. Je pense qu'il existe un fond « gaulliste » qui a toujours eu une sympathie envers Cuba, pour son nationalisme, pour sa résistance aux États-Unis, qui est aussi une façon de se réaffirmer français. De l'autre côté, il y a une gauche qui cherche toujours à... (*il réfléchit*) ... à ne pas retomber dans le péché, avec tout le phénomène du stalinisme, et qui continue à porter cette croix... Ils sont plus sensibles aux critiques contre la Révolution qu'à la défense de la Révolution.

Regardez ce qui se passe avec les « libéraux » [« progressistes »] nord-américains. Leur préoccupation principale est de se défendre... Obama par exemple... Sa dernière débâcle aux élections. Il arrive à la présidence, poussé par un véritable mouvement de fond de gens qui ne votaient plus, beaucoup de jeunes, qui voient en lui la possibilité d'un changement, le secteur le plus « à gauche » de la politique nord-américaine, le plus « libéral » comme ils disent. Il arrive donc au pouvoir avec une majorité aux deux chambres du Congrès, avec une majorité confortable à la Chambre des représentants et une excellente relation avec la présidente de la Chambre, et avec une majorité relativement confortable au Sénat. Qu'est-ce qu'il a fait ? Provoquer le mécontentement de la population qui l'a élu. Sans pour autant s'attirer les sympathies de la droite qui au contraire s'est déchaînée et s'est organisée. Ça va de ceux qui ne supportent pas l'idée d'un Noir à la Maison Blanche jusqu'à ceux qui pensent réellement qu'il est communiste. La droite s'est mobilisée tandis que le camp progressiste qui l'avait fait élire s'est désengagé. À la base, le problème est que la politique nord-américaine est identifiée au libéralisme. Pour les progressistes, leur objectif est de rechercher une conciliation avec le camp d'en face. Ce qui n'est pas le cas de la droite. [Le président US] Reagan ne s'est accommodé avec personne, n'a demandé l'avis de personne, et a fait sa révolution [conservatrice] sans avoir de majorité au Congrès, seulement à coups de communication.

Il y a donc toujours ce sentiment de... comment dire ? ... de culpabilité à gauche. Bien-sûr qu'il y a eu des erreurs à gauche, mais on ne peut quand même pas les comparer aux crimes de l'impérialisme, à tout ce qui est en train de se passer en ce moment même. La différence, c'est qu'à droite, leurs « erreurs » n'en sont pas, ne comptent pas. Aux États-Unis, pendant les campagnes électorales, on parle de tout sauf de politique extérieure. Il a une sorte de pacte non écrit pour éviter le sujet. La droite [US] a réussi à faire sentir la crise, le chômage, le logement, et semer la peur. Et lorsque les gens se sentent mal, ils votent « contre », en fonction de ce mal-être. Cette tendance « conciliatrice » des libéraux nord-américains

a son équivalent en France, avec ce que vous appelez là-bas la gauche, le Parti socialiste.

Aux États-Unis, le Parti démocrate est en fait une grande coalition. Et une drôle de coalition, parce que vous avez les Démocrates [des États] du Sud, blancs et racistes, les libéraux du nord-est, et le mouvement syndical. Dans les années 1960, lorsqu'il rejoint le combat pour les droits civiques, il perd les Blancs du Sud qui sont remplacés par les Noirs du Sud. Le mouvement ouvrier ne fait que s'affaiblir d'année en année. La population immigrée, qui a toujours été un réservoir de voix pour les Démocrates, l'abandonne petit à petit. Ce phénomène de désaffection des bases traditionnelles touche aussi la gauche européenne. Où trouve-t-on la gauche la plus dynamique, la plus inventive ? Ici, en Amérique latine. Pour autant, personne ne propose Cuba comme modèle.

Dans quel coin du monde a-t-on assisté à une amélioration de la situation de la population, une baisse du chômage, de la pauvreté ? Où sont les réussites ? L'Argentine était au fond du trou, et Kirchner l'en a sortie. En Europe, il y a de plus en plus de pauvres. Au Brésil, il y en a de moins en moins. Je ne parle pas de politique, je parle de choses concrètes, palpables pour la vie des gens. Jamais la Bolivie n'a connu une situation aussi favorable. Mais au Mexique, c'est le contraire. C'est un pays qui s'est engagé dans des traités libéraux avec les États-Unis et souffre de tous les maux. Les seules véritables perspectives de libération, de changement, se trouvent en Amérique latine. Ne parlons donc pas de modèle, car chaque pays a ses caractéristiques propres et constitue une expérience qui mérite d'être étudiée.

L'Europe, quant à elle, a été domestiquée. Dans le cadre de la dynamique des relations entre Cuba, les États-Unis et l'Europe, la pire chose qui puisse arriver à l'Europe serait que Cuba réussisse à se débarrasser du blocus sans l'Europe. L'Europe s'est soumise, c'est l'essence même de sa « position commune »¹. Cette position commune est le résultat d'un accord avec la politique des États-Unis. Sous la présidence

1. Politique officielle adoptée par l'UE vis-à-vis de Cuba.

Clinton, l'accord était que l'administration US allait procéder à une modification de la loi Helms-Burton (1996) pour éliminer les deux chapitres qui gênaient les Européens. Pendant huit ans, sans parler de la période Bush, le gouvernement US n'a absolument rien fait. Pas une seule proposition de modifier la loi, pas une seule intervention au Congrès. Mais l'Europe a quand même adopté sa position commune et continue de le faire depuis. Entre-temps, les États-Unis ont introduit quelques modifications au blocus, selon leurs propres intérêts, comme autoriser la vente de certains produits agricoles à Cuba. Les États-Unis commercent donc avec Cuba, de manière unilatérale et discriminatrice car Cuba ne peut rien vendre aux États-Unis mais uniquement acheter... des produits agricoles qui doivent être acheminés par bateaux nord-américains, avec de nombreuses contraintes imposées. Il faut payer la marchandise en espèces et avant qu'elle n'arrive à Cuba. La transaction doit passer par des banques dans des pays tiers parce que les transactions directes avec une banque nord-américaine sont interdites. Tu apercevras donc un bateau immatriculé aux États-Unis ou loué par une entreprise nord-américaine mouillé dans le port de La Havane, en train de décharger des poulets ou du blé. Dans le même temps, si une entreprise européenne ou canadienne vend à Cuba exactement le même produit, si ce produit est acheminé par un bateau européen, ce bateau européen ne pourra plus entrer dans un port nord-américain pendant une période de six mois...¹. L'exception à la règle est donc que le bateau doit être nord-américain et la marchandise nord-américaine.

Les États-Unis se permettent donc de faire ce qu'ils interdisent à l'Europe. On dirait une blague. A-t-on jamais vu une domestication aussi honteuse ? Lorsque les États-Unis, en 2000, se sont autorisés ces ventes à Cuba, je m'attendais à des protestations en Europe. « Comment osez-vous ? » Mais non, si les Européens s'aventurent à en faire autant, ils reçoivent une fessée et demandent ensuite pardon. C'est pathétique. Par conséquent, comment l'Europe peut-elle penser avoir la capacité de nous influencer ou de nous impressionner ?

1. Cf. la loi dite Torricelli de 1992, nom officiel « *Cuban Democracy Act* ».

Lettre à Maria

C'HÈRE MARIA,
Je ne sais pas si mon nom vous dira quelque chose. À vrai dire, je ne crois pas vous avoir laissé un souvenir impérissable. C'est pourtant vous qui m'avez donné, au détour d'une seule phrase, une des plus belles leçons d'humanité qu'un homme puisse recevoir. Il y a déjà quelques années de cela mais, comme vous pouvez le constater, je n'ai pas oublié.

Vous souvenez-vous, Maria, de cet Occidental en visite sur votre île qui voulait vous poser quelques questions ? En réalité, et pour être en phase avec mon état d'esprit à cette époque, je voulais plutôt vous demander de justifier votre soutien à un certain Fidel Castro. « Comment pouvez-vous... » aurait probablement été le début de l'interrogatoire en bonne et due forme que je vous avais préparé. Oui, Maria, je sais. Mais comprenez-moi, c'était « avant ».

Vous n'aviez pas vraiment le temps, mais vous m'avez quand même accordé quinze minutes d'entretien, comme ça. Je n'ai pas eu l'élégance de relever la gentillesse de votre geste, n'est-ce pas, Maria ? Après tout, je venais de France, comprenez-vous ? Et vous, eh bien, vous n'étiez qu'une Cubaine. Médecin. « Encore un ? », aurais-je dit avec ironie à l'époque. Oui, Maria, je sais. Mais c'était avant.

Vous étiez chargée du programme (cubain) de soins dispensés (gratuitement) aux enfants (ukrainiens) victimes des retombées de l'accident (nucléaire) de Tchernobyl. Je n'avais jamais entendu parler auparavant de ce programme. Encore moins de vous, d'ailleurs. Mais une amie cubaine a insisté pour nous présenter.

Vous m'avez expliqué que les autorités ukrainiennes envoyaient les enfants se faire soigner à Cuba. À l'époque (à savoir au début des années 1990), environ 5 000 étaient pris en charge par vos services. Je crois savoir que, depuis, ce chiffre est monté à plus de 15 000. Êtes-vous toujours responsable de ce programme Maria ? Je me pose souvent cette question.

L'entretien dura plus longtemps que prévu. Plusieurs heures en fait. Je suppose que vous vous sentiez en confiance et rassurée par cet Occidental qui cherchait avant tout à comprendre. Vous avez finalement regardé votre montre et vous vous êtes levée en déclarant qu'un avion arrivait d'Ukraine, avec deux cents enfants supplémentaires, et que vous ne saviez pas encore où vous alliez les loger. Vous vous êtes même excusée. Excusée de n'avoir plus le temps.

Mais quelques jours auparavant, j'avais lu dans la presse commerciale de chez nous que les États-Unis avaient présenté à l'ONU (encore) une résolution visant à condamner Cuba pour « atteintes aux droits de l'homme ». Cela ne me choqua pas car, à l'époque, j'étais encore ce que l'on appelle un anti-castriste. Comme tout le monde, quoi. Je vous ai parlé de ce vote. Bien entendu, vous étiez au courant.

« L'Ukraine n'a-t-elle pas récemment condamné Cuba pour atteintes aux droits de l'homme ? » vous ai-je demandé. « Oui, c'est exact », m'avez-vous répondu. « Et ils vous envoient dans la foulée deux cents enfants de plus ? », ai-je insisté. « Oui », m'avez-vous confirmé, apparemment sans trop savoir où je voulais en venir.

C'est étrange comme certaines vies peuvent basculer, au détour d'une rencontre ou d'une phrase. Je garde encore les traces de la tempête qui se déchaîna sous mon crâne.

M'en voulez-vous encore, Maria ? Me pardonnerez-vous un jour cet échange ? Pire : l'avez-vous gardé en mémoire ? Non ? Alors le voici :

Moi : « L'Ukraine vous condamne à l'ONU, puis ils vous envoient deux cents enfants de plus se faire soigner gratuitement chez vous (en pleine « période spéciale ») ? »

Vous : « Oui »

Moi : « Et vous les acceptez ? »

À ce moment-là, j'ai senti que je venais de perdre toute l'estime péniblement gagnée au cours de ces quelques heures passées en votre charmante compagnie. Vous m'avez jeté ce regard qui me hante encore. Un mélange de tristesse et de déception. Vous m'avez simplement répondu : « Mais... ce n'est pas la faute des enfants. » Puis vous êtes partie.

Oui, vous êtes partie mais vous ne m'avez jamais quitté. Comment oublier une telle claque ? De celles qui vous font du bien, de celles qui vous font grandir.

Mais parce que n'importe lequel d'entre « nous » vous aurait posé la même question, et parce que n'importe quel Cubain digne de ce nom aurait répondu la même chose, m'en voudriez-vous de considérer que cette réponse n'est pas celle de Maria à Viktor, mais celle de Cuba à l'Occident tout entier ?

Voyez-vous, Maria, je crois vous avoir comprise. Et depuis notre rencontre, je me suis fixé comme objectif d'être digne de cette leçon. Leçon involontaire, j'en conviens. Et c'est bien pour ça qu'elle n'en est que plus belle. En tout cas, j'aurais essayé.

Oui, Maria, je l'avoue, il y en a eu d'autres après vous. Beaucoup d'autres. De La Havane à Santiago en passant par Santa Clara. Mais vous étiez la première, celle que l'on n'oublie pas.

C'est pour cette raison, chère Maria, que je me suis enfin décidé à vous faire une lettre, que vous lirez peut-être. Si vous avez le temps.

Viktor Dedaj
« amoureux en transit »
août 2006

Remerciements :

À l'ambassade de Cuba à Paris, pour leur gentillesse,

*Au Centre de la presse à La Havane, pour leur diligence et
efficacité,*

À Ibrahim et Gonzo, pour leur amitié, soutien et patience,

*Au peuple cubain, sans qui tout ceci (et le reste aussi) n'aurait pas
été possible.*

Table des matières

Préface	
Le plus sévère, le plus injuste et le plus long.....	5
Préambule	19
Carlos Mendez Tovar	27
<i>Écrivain, Vénézuélien vivant à Cuba</i>	
Cesar Perez Leon.....	39
<i>Psychiatre</i>	
Edel Morales	49
<i>Écrivain, directeur d'une maison d'édition</i>	
Emilio Comas.....	57
<i>Écrivain</i>	
José Loyola Fernandez	69
<i>Musicien, compositeur, directeur d'orchestre</i>	
Julio Larramendi	77
<i>Journaliste à Prensa Latina, Présentateur de télévision et commentateur de politique internationale à Radio Rebelde</i>	
Victor Casau.....	87
<i>Poète, cinéaste, directeur du centre culturel Pablo de la Torriente Brau, La Havane.</i>	
Jardin Organopónico	95
« Ernesto » (prénom d'emprunt).....	103
<i>Médecin, internationaliste</i>	
Paula Andrea	111
<i>Médecin colombienne, formée à Cuba</i>	

Lorenzo Anasagasti.....	125
<i>Professeur, chercheur, Vice-directeur du département de recherches de l'Institut d'oncologie de La Havane, Président de l'Association cubaine d'oncologie et de radiothérapie et médecine nucléaire</i>	
Jesús De Los Santos Reno Céspedes.....	135
<i>Chef du département Enseignement de l'Institut d'oncologie de La Havane, Professeur principal du Service d'oncopédiatrie de l'institut</i>	
Ricardo Alarcón.....	141
<i>Professeur de philosophie, Président de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire de 1993 à 2013, ex-ambassadeur de Cuba auprès de l'ONU</i>	
Lettre à Maria.....	149

ADOTEVI STANISLAS SPERO

- *Négritude et négrologues*

ALLEG H., BENZINE A., KHALFA B.

- *La grande aventure d'Alger républicain*

- *Le grand bond en arrière. Reportage dans une Russie de ruines et d'espérance*

AMIN SAMIR

- *L'implosion du capitalisme contemporain*

- *La loi de la valeur mondialisée*

- *Le bicentenaire de la naissance de Marx*

- *Le centenaire de la révolution d'octobre 1917*

ARAGON LOUIS

- *Ce soir. La crise de Munich (Annales des amis d'Aragon et Triolet n° 19)*

- *Ce soir. Jusqu'au pacte germano-soviétique (Annales des amis d'Aragon et Triolet n° 20)*

- *Ce soir. Parlons français (Annales des amis d'Aragon et Triolet n° 21)*

ARENA ALESSIO

- *Où vont les Italiens ?*

ARICO JOSE M.

- *Marx et l'Amérique latine*

ARZALIER FRANCIS

- *Les nations nécessaires et leurs pathologies nationalistes*

AZZARA STEFANO G.

- *L'humanité commune. Dialectique hégélienne, critique du libéralisme [...] chez Domenico Losurdo*

BARBUSSE HENRI

- *Paroles d'un combattant*

BATISSE JEAN-PAUL

- *Il était une fois en URSS*

BLEITRACH D. ET DUNLOP M.

- *1917-2017. Staline, tyran sanguinaire ou héros national ?*

- *URSS vingt ans après. Retour de l'Ukraine en guerre*

BLEITRACH DANIELLE

- *Le temps retrouvé d'une communiste*

BOCCARA PAUL

- *Neuf leçons sur l'anthroponomie systémique*

- *Passion et patience de la créativité révolutionnaire. Hommage à Paul*

Bocara

- *Théorie sur les crises, la suraccumulation et la dévalorisation du capital (en deux volumes)*

BRETONE MARIO

- *Histoire du droit romain*

BROGUIERE PATRICK

- *France culture, la destruction programmée d'une université populaire*

BROSSAT ALAIN

- *Hong Kong : le somnambulisme des mouvementistes*

CADET JEAN-JACQUES

- *Le marxisme haïtien*

CANFORA LUCIANO

- *Vie de Lucrèce*

- *Philologie et liberté*

CHAIGNEAU LOIC

- *Pourquoi je suis communiste*

CHARVIN ROBERT

- *Comment peut-on être Coréen (du nord) ?*

CHOURYGUININE A. &

KORABLEV Y.

- *La guerre de 1918-1922. Quatorze puissances liguées contre la révolution russe*

CLOUSCARD MICHEL

- *Critique du libéralisme libertaire*

- *La production de l'«individu»*

- *Le capitalisme de la séduction (format poche)*

- *Le frivole et le sérieux*

- *Les chemins de la praxis*
- *Les dégâts de la pratique libérale libertaire*
- *L'être et le Code*
- *Lettre ouverte aux communistes*
- *Néo-fascisme et idéologue du désir*

COLLECTIF D'AUTEURS

- *Livre noir de l'anticommunisme et de la contre-révolution*
- *La révolution russe en BD*

COMBES FRANCIS

- *La poétique du bonheur*

COMITE TRANSLUCIDE

- *Je sens que ça vient*

CORNFORTH MAURICE

- *L'idéologue anglaise. De l'empirisme au positivisme logique*
- *L'idéologue anglaise. Le positivisme. Le pragmatisme*
- *L'idéologue anglaise.*

Wittgenstein et la «philosophie du langage»

CUKIERMAN MAURICE

- *Marx et octobre 17*

CUNHAL ALVARO

- *Le parti en toute transparence*

DEDAJ VIKTOR

- *Cuba sous embargo. Paroles cubaines sur le blocus*

DEL BOCA ANGELO

- *Le déni d'histoire*

DELAUNAY JEAN-CLAUDE

- *Les trajectoires chinoises de modernisation et de développement. De l'Empire agro-militaire à l'Etat- Nation et au socialisme*
- *Rompre avec le capitalisme*

D'HONDT JACQUES

- *Hegel en son temps*

- *Hegel philosophe de l'histoire vivante*

GILMAN CLAUDIA

- *Entre la plume et le fusil. De l'intellectuel révolutionnaire en Amérique latine*

DRWESKI BRUNO

- *La nouvelle Russie est-elle de droite ou de gauche ?*
- *Une solidarité qui a coûté cher ! Histoire populaire de Solidarnosc*

DURAND PIERRE

- *La résistance des Français à Buchenwald et à Dora*

ENGELS FRIEDRICH

- *La situation de la classe laborieuse en Angleterre (théâtre, DVD)*

FUCHS EDITH

- *Ecritures d'Auschwitz*

FURR GROVER

- *Iejov contre Staline*
- *Khrouchtchev a menti*
- *L'énigme du massacre de Katyn*
- *Les amalgames de Trotsky*

GANI O. ET TREMEAU F.

- *Denis Diderot. L'esprit des Lumières (DVD)*
- *Jean-Jacques Rousseau. Le commencement d'un monde (DVD)*
- *Tout est permis mais rien n'est possible (DVD)*

GAO MOBO

- *Bataille pour le passé de la Chine*

GASTAUD GEORGES

- *Lumières communes (4 volumes)*
- *Fin(s) de l'histoire (tome cinq de Lumières communes)*
- *Le nouveau défi léniniste*
- *Marxisme et universalisme*

GEORGE JOCELYNE

- *Les féministes de la CGT*

GIACCHE VLADIMIRIO

- *Le Second Anschluss*

GLEIJESES PIERO

- *Missions en conflit. La Havane, Washington et l'Afrique*

GOLDMANN LUCIEN

- *Epistémologue et philosophie politique*

- *Sciences humaines et philosophie*

GOWANS STEPHEN

- *La longue guerre de Washington contre la Syrie*

- *Patriotes, traîtres et empires. L'histoire de la lutte de la Corée pour la liberté*

GRAMSCI ANTONIO

- *Introduction à l'étude de la philosophie*

GRAVES WILLIAM

- *Les aventures sibériennes des Etats- Unis 1918-1920*

GUEORGUI DIMITROV

- *Le procès de l'incendie du Reichstag*

GUERRERO MODESTO E.

- *Chavez, l'homme qui défia l'histoire*

GUIGUE BRUNO

- *Chroniques de l'impérialisme*

- *La fable du libéralisme qui sauve le monde*

HARICH WOLFGANG

- *Nietzsche et ses frères*

HERRERA REMY

- *Figures révolutionnaires de l'Amérique latine*

- *La maladie dégénérative de l'économie*

HONECKER ERICH

- *Carnets de prison*

JANSSEN JEAN

- *Jean Janssen. Peintre du quotidien*

JOHNSTONE DIANA

- *Hillary Clinton. La reine du chaos*

JOUFFROY JEAN-PIERRE

- *Trajectoires de la peinture*

JOURDAIN FRANCIS

- *Sans remords ni rancune*

KARBOWSKA MONIKA

- *De la Pologne populaire à l'hiver capitaliste*

KEERAN R. & KENNY T.

- *Le socialisme trahi. Les causes de la chute de l'union soviétique*

LABEVIERE R. & JEANMART B.

- *Bernard-Henri Lévy ou la règle du JE*

LABICA GEORGES

- *Théorie de la violence*

LACROIX-RIZ ANNIE

- *Aux origines du carcan européen (1900-1960)*

- *L'histoire contemporaine toujours sous influence*

- *Scissions syndicales, réformisme et impérialismes dominants (1939-1949)*

LANDINI LEON

- *Réponse à Michel Onfray*

LANDINI-GUIBERT GILDA

- *Le fil rouge*

LEDUC ALAIN GEORGES

- *Art morbide ? Morbid art*

LENDMAN STEPHEN

- *Ukraine. Le coup d'état fasciste orchestré par les Etats-Unis*

LIGUORI GUIDO

- *Qui a tué le parti communiste italien ?*

LIN PIAILLE HAUT

- *La pensée dure du grand timonier mou*

LOSURDO DOMENICO

- *Autocensure et compromis dans la pensée politique de Kant*

- *Critique de l'apolitisme*

- *Fuir l'histoire ? La révolution russe et la révolution chinoise aujourd'hui*

- *La lutte des classes*

- *La non violence. Une histoire démystifiée*

- *La révolution d'octobre et la démocratie dans le monde*

- *Le langage de l'empire*

- *Nietzsche. Le rebelle aristocratique*

- *Nietzsche. Philosophe réactionnaire*

LOUNATCHARSKI

ANATOLE

- *L'esthétique soviétique contre Staline*

LUKACS GEORGES

- *La destruction de la raison*

- *Nietzsche*

- *La destruction de la raison.*

De l'après Nietzsche à Heidegger et Hitler

- *La destruction de la raison. Schelling, Schopenhauer, Kierkegaard*

- *Ontologie de l'être social. Le travail. La reproduction*

- *Ontologie de l'être social.*

L'idéologie. L'aliénation

- *Prolegomènes à l'ontologie de l'être social*

MAGNIADAS J., MOURIAUX R., NARRISTENS A.

- *Anthologie du syndicalisme français*

MAISKI IVAN

- *Qui aidait Hitler ?*

MALENKO IRINA

- *Sovietica. Le choc des anthropologies : homo oeconomicus et homo sovieticus*

MANAGO ALEXIS

- *Pagani sans détours . Initiation à la philosophie*

MARIATEGUI CARLOS JOSE

- *Défense du marxisme*

- *Ni calque ni copie. Le marxisme hétérodoxe de J.C. Mariátegui*

MARKIDES PAUL

- *Henri Barbusse, l'anti prêt-à-penser*

MAZUET DOMINIQUE

- *Correspondance avec la classe dirigeante sur la destruction du livre et de ses métiers*

- *Critique de la raison numérique*

- *Les Vaux et les Choses*

MERIMEE PROSPER

- *La Jacquerie*

MILLS CATHERINE

- *Les retraites : un bras de fer contre le capital*

MONVILLE AYMERIC

- *Et pour quelques bobards de plus. Contre enquête sur Staline et l'union soviétique*

- *Julian Assange en danger de mort*

- *Le néocapitalisme selon Michel Clouscard*

- *Les jolis grands hommes de gauche. Badiou, Guilly, Lordon, Rancière, Michea, Onfray, etc.*

Déjà parus

MORO DOMENICO

- *Le carcan de l'euro*
- *La crise du capitalisme et Marx*
- *Le groupe Bilderberg*

MOUSSINAC LEON

- *Manifestation interdite*

MÜNSTER ARNO

- *Sartre et la praxis*
- *Ernest Bloch et les XI thèses de Marx sur Feuerbach*

NARRITSSENS ANDRE

- *CGT-CGTU (1934-1935) : vers la réunification*

NEGRONI (de) FRANCOIS

- *Le savoir-vivre intellectuel*
- *Avec Clouscard*

NEUMANN ALEXANDER

- *Après Habermas*

PAGANI DOMINIQUE

- *Féminité et communauté chez Hegel*

NEUMANN ALEXANDER

- *Après Habermas*

PAGANI DOMINIQUE

- *Féminité et communauté chez Hegel*

PAGE JEAN-PIERRE

- *CGT : pour que les choses soient dites !*

PALTI ELIAS JOSE

- *Vérités et savoirs du marxisme. Réactions d'une tradition politique face à sa « crise »*

PARENTI MICHAEL

- *L'assassinat de Jules César*
- *Le mythe des jumeaux totalitaires*
- *Le visage de l'impérialisme*
- *Tuer une nation. L'assassinat de la Yougoslavie*

PARKER STEWART

- *La Dernière République soviétique. La Biélorussie*

PASOLINI PIER PAOLO

- *Entretiens (1949-1975)*

PESTALOZZA LUIGI

- *Musique, rupture*

POLITZER GEORGES

- *Principes élémentaires de philosophie*

PRONE ANDRE

- *L'autre voie pour l'humanité. 100 intellectuels s'engagent pour un post-capitalisme*

- *La révolution est possible*

QUENNEDEY BENOIT

- *La Corée du Nord, cette inconnue*

PAUWELS JACQUES R.

- *1914-1918 La grande guerre des classes*

REED JOHN

- *Dix jours qui ébranlèrent le monde*

ROBERTS GEOFFREY

- *Les guerres de Staline*

ROBINSON GEOFFREY

- *Killing season*

ROUSSEAU J.-J.

- *Projet de constitution pour la Corse*

SALEM JEAN

- *La démocratie de caserne*

- *Résistances*

- *Rideau de fer sur le Boul'mich*

- *Sagesses pour un monde disloqué*

SANCHEZ VAZQUEZ

ADOLFO

- *Philosophie de la praxis*

SARLO BEATRIZ

- *Sept essais sur Walter Benjamin*

SCHIAPPA JEAN-MARC

- *Les communistes sous le Directoire*

SEBRELI JUAN JOSE

- *L'oubli de la raison*
- *La modernité assiégée*
- *La trahison de l'avant-garde*
- *Le vacillement des choses*

STRONG ANNA LOUISE

- *L'ère de Staline*

SUING GUILLAUME

- *Evolution : la preuve par Marx. Dépasser la légende noire de Lyssenko*
- *L'écologie réelle. Une histoire soviétique et cubaine*
- *L'origine de la vie. Un siècle après Oparine*

TAUGER MARK

- *Famine et transformation agricole en URSS*

THOREZ-VERMEERSCH

JEANNETTE

- *La vie en rouge*

TRAN DUC THAO

- *De Husserl à Marx, phénoménologie et matérialisme*

TREMEAU FABIEN

- *Antonio Gramsci. Pensatore e rivoluzionario (DVD)*
- *Antonio Gramsci. Penseur et révolutionnaire (DVD)*

TRUCHON LILIAN

- *Hobbes et la nature de l'Etat*
- *Lénine épistémologue*

VAILLAND ROGER

- *Les pages immortelles de Suétone*
- *Le surréalisme contre la révolution*

VARGAS YVES

- *Jean-Jacques Rousseau.*

L'avortement du capitalisme

VINOGUINE Y. ET IGNATOV A.

- *Quand l'Espoir venait de l'Est. Les maquisards russes en France se souviennent*

YOUGOV VIKTOR

- *Penser printemps*